

Iftar

Oran	19h52
Alger	19h38
Constantine	19h24

Imsak

Oran	04h29
Alger	04h09
Constantine	03h57

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

■ Vaccination et Covid-19: sortir enfin de l'impasse

ABDERREZAK BOUCHAMA



■ Construire les hiérarchies sociales dans le respect mutuel et la reconnaissance

AREZKI DERGUINI



P. 5 à 12



La crise nationale en Kabylie

DJAMEL LABIDI ET AHMED REDOUANE CHARAFEDDINE



■ C'est un leurre de croire que l'achat d'un Asset est du strict ressort d'un PDG

REGHIS RABAH

■ Bidonville et secteur informel : l'un ne va pas sans l'autre !

CHERIF ALI



■ La culture scientifique et sa mise en bouillon

JAMAL MIMOUNI

■ Le désastre afghan

AKRAM BELKAÏD

■ Livres : les confessions de Y. K.

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

Le directeur de l'Institut Pasteur Les nouveaux variants inquiètent

El-Houari Dilmî

Le rebond des contaminations au Covid-19 inquiète les autorités publiques. Le Président Tebboune a convoqué, mardi, une réunion consacrée à la situation épidémiologique en Algérie. Les experts scientifiques sont unanimes à mettre en garde contre une éventuelle troisième vague, une situation aggravée avec les nouveaux variants déclarés dans plusieurs wilayas du pays. «On assiste à une dynamique haussière des contaminations par le Covid et la stratégie la plus efficace à adopter conjoncturellement est comportementale», a déclaré, hier mercredi, le directeur de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), Fawzi Derrar. Intervenant sur les ondes de la radio nationale, le directeur de l'IPA a indiqué qu'il était «vitale de freiner cette dynamique en retournant à la fermeté dans le strict respect des mesures barrières», ajoutant que «les décisions du chef de l'Etat, prises mardi en réunion d'évaluation de la pandémie, dont celle de maintenir les frontières fermées, sont salutaires», a-t-il expliqué.

«Les frontières sont fermées et le resteront donc car on a compris qu'une certaine situation a favorisé l'arrivée des variants agressifs qui en ont profité d'une certaine manière pour faire intrusion chez nous et se transmettent rapidement», a encore affirmé le Dr Fawzi Derrar.

«Ce son de cloche vient du premier responsable du pays à la base de consultations avec le Comité scientifique de suivi de la pandémie interpelle, tout un chacun, à respecter les mesures barrières strictes et les mesures curatives», a insisté le directeur de l'IPA. «Comme mesures curatives, la vaccination notamment n'a pas d'effet immédiat», a fait savoir l'invité de la Radio, «mais c'est l'urgence de freiner l'avènement d'une troisième vague qui nous exige le retour absolu vers les mesu-

res barrières à savoir l'obligation de porter le masque, la distanciation physique, l'usage du protocole sanitaire et une dense sensibilisation», a-t-il insisté.

Chiffres à l'appui, le Pr Derrar dénombre 130 cas du variant britannique et 200 cas du variant nigérian «qui ont, en un temps record atteint 20 wilayas déjà avec 50% du variant britannique (qui est le plus inquiétant), circule à Alger, essentiellement contaminée, est source d'inquiétude», a alerté l'hôte de la radio. «Si on continue à observer ce relâchement sans agir en ne changeant pas notre comportement et respecter les protocoles sanitaires», a alerté Fawzi Derrar, ajoutant qu'une «troisième vague n'est pas exclue, d'autant qu'on ne s'est pas encore débarrassé du virus classique covid-19».

«IL Y A PÉRIL EN LA DEMEURE»

Au sujet de l'acquisition du vaccin, le Pr Fawzi Derrar a indiqué que «la tension sur le vaccin est mondiale et on assiste au diktat des fournisseurs», a-t-il affirmé, ce qui a «chamboulé un peu le programme d'acquisition et perturbé le planning d'action initialement établi». Le directeur de l'IPA a, toutefois, rassuré que «les choses vont être débloquées progressivement dans les tout prochains jours».

A la question de savoir quelle attitude prendre par rapport au vaccin AstraZeneca, le directeur de l'IPA a conseillé de «conforter l'action de sensibilisation au sein de la population qui s'impose face à une situation critique qui ne laisse pas le choix», a-t-il mis en garde. «Une personne vaccinée est un vecteur de transmission en moins», a-t-il encore affirmé, et pour cela, le directeur de l'IPA recommande aux citoyens de s'inscrire sur la plate-forme de vaccination car, a-t-il conclu, «il y a péril en la demeure».

Coronavirus

236 nouveaux cas et 9 décès

Deux cent trente six (236) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 147 guérisons et 9 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 121.580 dont les 236 nouveaux cas, celui des décès à 3234 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 84.745 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 23 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 23 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 16 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 7 wilayas ont recensé plus de 10 cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Fausse communion

Il s'en va sans avoir appris à la noria des défenseurs des droits de l'homme en Algérie, les principes de ses positions

immuable aux côtés des opprimés de quelques bords politiques qu'ils soient. Le défunt Ali Yahia Abdennour, qui n'a pas eu beaucoup d'amis dans sa vie, c'est le commun des hommes droits et libres qui ne voguent pas au gré des vents, du moins il s'est fait plus d'un ennemi pour chaque ami gagné, pouvait-il avoir des tas de relations affectueuses quand il a tiré sa révérence ?

« De son vivant, il aspirait à un fruit et quand il est mort, on lui a pendu une botte », disait si bien ce proverbe très répandu dans les pays nord-africains. Si on doit lui reconnaître le mérite d'avoir été le défenseur infatigable de tout citoyen victime d'oppression du pouvoir et intraitable sur les questions des libertés et des droits de l'homme, on ne peut pas pour autant tenter, aussi petit qu'on est, de se confondre dans sa lutte. De son vivant, le défunt Ali Yahia Abdennour avait confirmé dans ses interviews que dès l'avènement du multipartisme en Algérie, ses prises de position pour la promotion et la défense des droits de l'homme ne lui ont valu que rancunes et haines. « Je me suis trouvé au carrefour de tous les malentendus, où la haine, l'insulte, la diffamation ont fait office de pièces à conviction », rapportera le défunt dans un entretien publié en 2007, quand il évoquait cette période sanglante de l'histoire de l'Algérie, celle des années 90. Partisan et artisan du contrat de Saint Egidio, signé en 1995 par une partie de

l'opposition à Rome, proposant une sortie de crise avec la participation de toutes les parties, sans exclusion aucune, le défunt s'est attiré les foudres du pouvoir en place et de ce qu'on appelait les éradicateurs, qui ont qualifié cette initiative de « trahison », et qui, depuis, ne l'ont plus porté dans leurs cœurs. Doit-on encore rappeler dans ce contexte qu'il a été rapetissé, voire écrasé, pour devenir « l'avocat du Fis » et non le défenseur infatigable des droits de l'homme qu'on lui reconnaît aujourd'hui. C'est toujours une bonne attention des uns, un bon ressaisissement d'autres, même si on ne peut pas ne pas soupçonner certains, comme de coutume lors des disparitions d'hommes célèbres qui ont marqué l'histoire du pays, de fausse communion pour gagner le capital sympathie populaire des disparus. Pour être vrai dans ses sentiments à l'égard du défunt, on devrait faire sien cette règle qui lui est si chère et qui veut que la défense des droits humains et des libertés ne puisse en aucun cas être à géométrie variable. Les uns et les autres auraient dû l'écouter et lui donner raison au moins une ou deux fois dans sa longue vie. Un lourd héritage que ne pourraient porter ni ses amis ni ses ennemis d'hier, qui ne se supportent pas jusque dans des moments de douleur d'une si grande perte pour le pays, et qui tentent tardivement de se racheter, au moment où son corps est porté pour être enseveli sous terre. Il y a comme ça des hommes qu'on ne peut côtoyer qu'une fois dans le siècle.

Covid-19

Les hospitalisations en forte hausse à Alger

Les hôpitaux de la wilaya d'Alger connaissent ces derniers jours une importante affluence des patients de Covid-19, au moment où des efforts intenses sont consentis afin de maîtriser la situation épidémiologique, a constaté l'APS. Lors d'une tournée dans certains hôpitaux de la capitale, à l'instar du Centre hospitalo-universitaire (CHU) «Mustapha Pacha», un mouvement inhabituel a été constaté au niveau des services d'urgence qui ont connu un afflux de dizaines de patients, dont un nombre important a été orienté vers le service Covid-19 en vue de recevoir le traitement nécessaire après confirmation de leur cas d'infection.

En dépit de l'augmentation du nombre de patients coïncidant avec le Ramadhan, les membres du personnel médical ont souligné «leur maîtrise actuelle» de la situation, exprimant en même temps «leur inquiétude» quant à la possibilité d'une troisième vague de cette pandémie. Ce qui accentue «les préoccupations» du personnel médical du CHU, c'est «la saturation» de l'uni-

té Covid-19, due au flux important de patients dont les signes de fatigue et de panique sont constatés, notamment au regard de l'apparition de nouvelles souches de ce virus mortel, a indiqué un proche d'un patient atteint de la Covid-19. Par ailleurs, la majorité des malades atteints du Coronavirus, abordés par l'APS, ont «admis» que «leur négligence» quant au respect des mesures de prévention ces derniers temps était à l'origine de leur hospitalisation, comme ce fut le cas pour Mme Meriem qui a précisé qu'elle a négligé de porter le masque lorsqu'elle faisait des achats, entraînant ainsi son infection.

A l'hôpital Salim Zemirli à El Harrach, le service COVID est au bord de la saturation et le service des urgences connaît une grande affluence des malades au point où le personnel médical pense isoler les cas suspects Covid-19 compliqués», à l'effet de pouvoir maîtriser la situation, appelant les citoyens à «comprendre la situation» en évitant de se rendre à l'hôpital que si leur état s'aggrave. Le personnel soignant a relevé, en

outre, la possibilité pour les citoyens de se diriger vers les cliniques pour recevoir les soins, particulièrement en cas de complications induites par les mauvaises habitudes accompagnant le jeûne comme l'abus de boissons gazeuses qui entraîne des crises de colopathie et des maux d'estomac. A l'hôpital «Nafissa Hamoud», une saturation en nombre de lits au niveau du service Covid-19 a été enregistrée, selon un spécialiste qui a affirmé que le service a connu durant les dernières 72 heures, un mouvement «dense» en termes de personnes atteintes, d'autant que deux cas ont été transférés au service de réanimation.

Pour lui, «la situation est maîtrisée», mais elle peut dégénérer si le relâchement dans l'application des mesures préventives se poursuivait».

A l'hôpital «Bachir Mentouri» de Kouba, le service Covid-19 connaît une large réhabilitation, avec des travaux qui prendront fin au cours des prochains jours, a indiqué à l'APS, le directeur de l'hôpital, Issam Eddine Bouyoucef qui a affirmé que ses services ont élaboré «une

stratégie anticipative», en vue de faire face à une éventuelle 3e vague de Corona, notamment à travers la mise à disposition de personnel soignant et d'équipements nécessaires.

A rappeler que le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait donné, mardi, lors d'une réunion d'évaluation de la situation pandémique dans le pays, qu'il a présidée, une série d'instructions relatives, essentiellement, à l'impératif d'engager une enquête épidémiologique «urgente» sur les nouveaux variants, d'intensifier les campagnes de sensibilisation à grande échelle et de veiller au respect des gestes barrières.

Pour le président de la République «les statistiques doivent être données avec précision à partir de chaque wilaya en tenant compte des foyers de contamination cités par cité et village par village, et ce, dans l'objectif de prendre des décisions fondées sur des chiffres précis et d'engager une enquête épidémiologique urgente sur les nouveaux variants en Algérie».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Superviseurs et adjoints de l'Education Le syndicat en appelle à Tebboune

R. N.

Le syndicat national des superviseurs et des adjoints de l'Education (SNSAE) appelle à l'intervention du président de la République pour «trouver des solutions aux problèmes accumulés dans le secteur». Dans un communiqué rendu public mardi, le SNSAE «sonne l'alerte» concernant la situation qui prévaut dans le secteur de l'Education après une «accumulation négative» et des «dysfonctionnements», résultat des « années maigres». Le SNSAE soutient les «mouvements en cours dans le secteur » et appelle à une «prise en charge urgente» de plusieurs dossiers. Parmi ces dossiers, le syndicat revendique «l'obligation d'une solution définitive» aux cas des «affiliés aux grades appelés à disparaître», ainsi que «l'accélération dans l'établissement d'une autorisation exceptionnelle» pour l'ensemble des grades des catégories d'adjoints de l'Education et de superviseurs, «avant de lancer les concours professionnels de promotion des

fonctionnaires du secteur». Le syndicat revendique également «l'application du décret présidentiel 266-14» et «d'accélérer l'élaboration du statut particulier» pour «garantir la justice et l'équité pour l'ensemble des catégories, et un parcours professionnel honorable aux adjoints de l'Education et aux superviseurs». Le communiqué réclame aussi «l'amélioration du pouvoir d'achat des éducateurs» en «revalorisant le point indiciaire», en «reclassant les grades» et en «créant de nouvelles primes pour les travailleurs et fonctionnaires de l'Education nationale». Par ailleurs et considérant que la «situation actuelle menace l'année scolaire en cours et la paix sociale», le SNSAE s'en remet au président de la République pour «trouver des solutions aux problèmes accumulés dans le secteur de l'Education». Le syndicat appelle aussi l'ensemble des adhérents à «rester unis» et «à se préparer à toute éventualité dans les prochains jours, y compris le recours à des options sans précédent» pour «garantir la concrétisation» des revendications.

Education La grève diversement suivie



M. Aziza

La grève nationale d'une journée à laquelle a appelé l'intersyndicale de l'éducation, ayant regroupé les trois syndicats (UNPEF, SATEF et CELA), a été «largement suivie» dans les trois paliers, selon ses initiateurs. Contacté par nos soins, Abdelouahab Lamri Zegar, porte-parole de l'Unpef, a avancé un taux de participation nationale de 60 à 70%. Bien évidemment, avec la tenue de rassemblements devant les sièges des directions de wilaya de l'éducation. Le porte-parole de l'Unpef a affirmé que la grève a été suivie à travers plusieurs wilayas avec des taux mitigés. Selon lui, le taux de suivi à l'Est d'Alger était de «80%» et «le taux le plus faible enregistré dans les wilayas du centre du pays est celui de la wilaya de Tipaza avec 55%». En ce qui concerne l'Est du pays, «le taux de suivi le plus élevé a été enregistré dans la wilaya de Khenchela et Biskra atteignant les 80% et avec le taux le plus faible enregistré dans la wilaya de Guelma, autour de 60%».

Dans le sud du pays, «le taux le plus élevé a été enregistré dans la wilaya d'Ouargla avec un taux de 67% et le plus faible a été enregistré dans la wilaya d'Adrar avec 32%». M. Lamri Zegar a affirmé que le secteur est en ébullition et le personnel de l'Education n'arrive plus à supporter davantage les pressions sociales qui pèsent sur les fonctionnaires du secteur. Et d'espérer une réponse ou

une réaction positive de la part du gouvernement quant aux revendications formulées, dont certaines ne datent pas d'aujourd'hui. Le porte-parole de l'Unpef n'a pas écarté le recours à d'autres mouvements de grève si aucune réponse n'est apportée à leurs doléances par le ministère ou par le gouvernement. «L'intersyndicale devrait se réunir pour faire une évaluation du mouvement de grève et pour programmer un autre débrayage en cas d'absence de réponse», dit-il. Les principales revendications des grévistes tournent autour de la revalorisation du pouvoir d'achat des fonctionnaires du secteur et du point indiciaire, le retour à la retraite proportionnelle et sans condition d'âge, l'application immédiate du décret 266/14 fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires. Ainsi que la promulgation du statut particulier, l'abrogation de l'article 87 bis relatif au SNMG et l'instauration d'une prime spéciale pour les corps communs et les ouvriers professionnels, et l'intégration des enseignants contractuels. Au volet pédagogique, la coordination des syndicats appelle à la refonte urgente des programmes et méthodologies d'enseignement, notamment au niveau du cycle primaire, la réduction du volume horaire des cours, ou encore le rattachement des établissements du cycle primaire au ministère de l'Education nationale au lieu des communes.

Elections législatives 1180 listes de partis politiques et 1220 d'indépendants déposées

Le nombre des listes de candidature aux législatives du 12 juin prochain s'élève, après expiration des délais de dépôt des dossiers mardi à minuit, à 2.400 listes, dont 1.180 listes de partis politiques et 1.220 listes d'indépendants, a indiqué mercredi l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

«Suite à la prorogation du délai de dépôt de cinq jours en raison du nombre «énorme» de candidats, le nombre des listes dont les dossiers ont été déposés pour les législatives du 12 juin prochain, a atteint 2.400 listes, dont 1.180 listes de partis politiques et 1.220 listes d'indépendants», a précisé la même source, ajoutant que le

nombre des listes d'indépendants dépasse celui des listes de partis politiques (+40 dossiers). En ce qui concerne les listes de la communauté algérienne établie à l'étranger, l'ANIE a fait état de «65 listes, dont 61 listes de partis politiques et 4 listes d'indépendants dont deux listes ont été acceptées jusqu'à présent». Le nombre des candidats pour la Chambre basse du Parlement s'est établi à «24.214», a-t-elle indiqué.

En outre, l'ANIE a dit disposer de 12 jours pour examiner les dossiers et s'y prononcer définitivement, avant le lancement de la campagne électorale, prévue le 17 mai prochain.

Le président de la Républi-

que, M. Abdelmadjid Tebboune avait signé une ordonnance portant prorogation, de cinq (5) jours, des délais de dépôt des dossiers de candidature aux élections législatives du 12 juin, et ce, à la demande de l'ANIE et après consultation du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel et sur avis du Conseil des ministres, rappelle-t-on.

De son côté, le président de l'ANIE, Mohamed Charfi avait précisé que cette décision était dictée par «le grand nombre de partis politiques et d'indépendants qui ont déposé leurs dossiers de candidature et que cette décision a pour but d'éviter la précipitation dans l'examen des dossiers».

Raïna
Raïkoum
El-Houari Dilmi

«Trois ne réussiront
ja-mais en Algérie
jusqu'à la
saint-glinglin : la

La FAF, le FLN et Ezzerga !

Faf, le Fln et Ezzerga », cette terrible sentence d'un truculent personnage, fort connu sur la place de Tiaret, n'a jamais été démentie par le temps à la marche victorieuse. C'est que l'Algérie va encore affronter le pays du Nil pour la Coupe arabe de la Fifa, une répétition générale avant le Mondial 2022. En même temps, le football algérien a un nouveau patron en la personne de Charaf Eddine Amara.

C'est dire si l'Algérien accepte volontiers de prendre des coups quand il s'agit du ballon rond. Pourtant, d'aucuns croient comme en la prune de leurs yeux exorbités qu'en football, seul le ballon n'est pas payé, et c'est pourtant lui qui prend le plus de coup !

Coup N°1 : parce que tout autour du combat permanent pour la vie d'ici-bas, c'est avant tout (et tous !) une affaire de coups, quelle différence y a-t-il entre un coup donné dans la fourmilière de nos déveines tenaces et un coup de boule aussi massacrant que celui de Zizou, donné en plein dans la poitrine du colonialisme positif ? Parce que sous nos cieux particuliers, chaque maillon trop faible de la grande chaîne alimentaire s'échine à réussir son coup à lui seul en donnant le meilleur coup possible (et non imaginable) dans le dos troué de son prochain; un coup donné par derrière une épaule trop large vaut toujours mieux que deux coups reçus en pleine tête... de turc. Et comme tous les Algériens se remettent à se shooter jusqu'à l'ivresse avec cette drogue douce fabriquée avec jus-

te un morceau de cuir engrossé de beaucoup de vent, les coups vont pleuvoir de partout. Ils

seront si nombreux que ça partira du coup du sort pour les uns, jusqu'au coup de pot pour les autres, en passant par le coup de foudre mortel pour le reste. Suivra un crachin de coups d'épingle dardant, de coups de dés à la manière de la bouteille jetée à la mer, jusqu'au(x) coup(s) de Jarnac assassin(s).

Coup N°2 : le football étant d'abord un gros coup de pied donné dans le dos de son quotidien délavé, cette autre harga virtuelle qu'est le football, c'est aussi un coup de crochet du gauche infligé à l'adversaire pour tenter de toujours rester dans le coup... en se tuant à mettre hors de coup celui qui veut nous couper notre organe le plus vital : le nez national. C'est que l'Algérie, d'Oum Theboul à Tidda, est prêt à se scalper juste pour voir onze hommes sur un terrain vert venger le destin castré d'un peuple toujours en combat (sur) épique contre ses rêves détournés et son destin castré.

Et comme une histoire de coup finit forcément par un autre mauvais coup, rien ne vaut le coup... d'un coup de savate rageur donné dans le dos trop rond de ceux qui veulent nous couper le pif, en nous laissant juste nos bouches béantes pour ruer dans les brancards de ceux qui veulent nous couper les cheveux en autant de pipes cassées...

Dernier coup : jouer au football, ce n'est pas simplement battre les autres équipes, mais surtout se battre contre l'idée de perdre... Encore et toujours !

Fête des travailleurs La journée du samedi 1er mai chômée et payée

La journée du samedi 1er mai 2021, fête des travailleurs, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, indique, mercredi, un communiqué conjoint du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et de la Direction générale de la

Fonction publique et de la Réforme administrative.

A l'occasion de la fête du travail et conformément à la loi n 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, la journée du samedi 1er mai 2021, est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des

établissements et offices publics et privés», précise le communiqué.

Toutefois, «les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté», souligne la même source.

SNAPO Les pharmaciens «peuvent jouer un rôle dans le dépistage et la vaccination»



M. M.

Mettant en garde contre une «3^e vague» et de ses éventuels effets dévastateurs en Algérie, le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officines (SNAPO) appelle à davantage de vigilance, annonce qu'il est mobilisé «à nouveau pour participer à la sensibilisation et à la lutte contre ce virus», et affirme que les pharmaciens «peuvent jouer un rôle prépondérant dans le dépistage, la vaccination, la réalisation des tests rapides et des tests antigéniques, des analyses biologiques d'urgence ou de base».

Dans un communiqué rendu public, hier, le SNAPO prend acte de la réunion présidée, mardi, par Abdelmadjid Tebboune, qui «dénote des risques réels encourus pouvant entraîner, rapidement dans les prochains jours, la dégradation de la si-

tuation sanitaire dans notre pays».

Le SNAPO se dit inquiet de la «constante augmentation, ces derniers jours, notamment le nombre de nouveaux cas et le nombre de décès dus à la Covid-19» et «lance un appel à l'ensemble des pharmaciens d'officine et à la population pour le respect des mesures de protection cont ce virus mortel».

Face à l'existence en Algérie des variants nigérian et britannique du coronavirus, «les gestes barrières et de protection peuvent lutter de manière efficace contre une éventuelle troisième vague», affirme le communiqué.

«Les pharmaciens d'officine se mobilisent à nouveau pour participer à la sensibilisation et à la lutte contre ce virus», ajoute le SNAPO, rappelant qu'ils sont «convenablement répartis sur tout le territoire national y compris dans les zones d'ombre et

les endroits les plus reculés, avec plus de 11.500 officines». «Aussi, nous souhaitons que les pouvoirs publics accordent un grand intérêt au rôle que peuvent jouer les pharmaciens d'officine», notamment «dans le dépistage, la vaccination, la réalisation des tests rapides et des tests antigéniques, des analyses biologiques d'urgence ou de base, ainsi que la dispensation des autotests», affirme le SNAPO, rappelant que la «nouvelle loi sanitaire prévoit d'élargir l'activité de la pharmacie pour assurer «des services liés à la santé». «Nous espérons ainsi voir les autorités sanitaires de notre pays, et nos décideurs, au plus haut niveau, accorder l'importance qu'il faut à la pharmacie d'officine, et exploiter les compétences et capacités des pharmaciens» pour «lutter contre la Covid-19 et les dommages d'une éventuelle troisième vague».

Un projet de charte Comment éviter la crise hydrique ?

La réhabilitation et la modernisation des réseaux d'alimentation en eau, la généralisation du comptage des consommations, une fiscalité plus adaptée ainsi que le développement des techniques d'irrigation localisées, figurent parmi les plus importantes démarches proposées dans le projet de charte sur les économies d'eaux afin d'éviter une crise hydrique dans le pays.

Le projet de charte sur les économies d'eaux, qui sera soumis au Gouvernement début mai, et dont l'APS a obtenu une copie, souligne l'impérativité de réduire les consommations et les gaspillages d'eau au niveau des ménages, appelant à faire de "gros efforts d'information et de sensibilisation pour faire évoluer les comportements et les habitudes de consommation de l'eau.

Tout en soulignant la nécessité d'un travail collectif réunissant tous les acteurs évoluant dans ce domaine y compris les différents départements ministériels, les entreprises de distribution d'eau et les collectivités locale, ce projet de charte a appelé à une "généralisation du comptage des consommations d'eau pour assurer une bonne gestion de cette ressource".

"L'absence du comptage des consommations d'eau entraîne un important gaspillage de ressources", a relevé la même source assurant que plusieurs pays ont montré qu'avec un compteur et une tarification adaptée, il est possible de réduire

notamment la consommation d'eau quotidienne. Le projet de charte a souligné que la lutte "efficace" contre les vols et les piquages illicites de cette ressource vitale mettra sûrement fin à "une réduction substantielle des volumes d'eau mis en distribution ainsi qu'aux perturbations générées sur les réseaux.

UNE TARIFICATION DE L'EAU «PLUS ADAPTÉE» PEUT CHANGER LES COMPORTEMENTS

Tout en considérant, que la tarification et la fiscalité actuelle de l'eau "ne sont pas encore utilisées comme un outil d'incitation aux économies d'eau en raison que les prix facturés aux abonnés ne reflètent pas son coût réel, la nouvelle charte a considéré qu'à travers une tarification sur l'eau et une fiscalité "plus adaptées", on pourra parvenir de manière progressive et sélective à instaurer des comportements des usagers plus économes vis à vis de l'eau.

Appelant à une augmentation de la productivité de l'eau dans le secteur de l'agriculture par des techniques d'irrigation améliorées, le document a souligné l'importance de la mise en place d'incitations financières pour encourager les entreprises activant dans le secteur industriel à engager des actions d'économie d'eau (recyclage des eaux).

Le document considère que le secteur du bâtiment a un grand poten-

tiel d'économie d'eau en mettant en place une stratégie pour la rationalisation de l'usage de l'eau, en affirmant que les besoins de la réutilisation des eaux usées épurées et particulièrement dans le domaine agricole, sont bien réels.

Ce présent document a rappelé dans ce cadre que l'objectif stratégique retenu dans le cadre du plan directeur national de réutilisation des eaux usées épurées consiste à augmenter graduellement le taux de réutilisation pour atteindre progressivement 50% en 2020 et 55% en 2030".

"Il devient nécessaire de mettre en place un réseau national de surveillance piézométrique des systèmes aquifères pour assurer une gestion durable des ressources en eaux souterraines qui sont actuellement menacées par la surexploitation", a souligné la même source qui a appelé à promouvoir les projets de recherche sur les économies d'eau.

Il existe, également parmi les démarches préconisées la mise en place de périmètres de protection des champs de captages destinés à l'approvisionnement en eau potable ainsi que la protection des bassins versants et des barrages contre l'érosion et l'envasement.

L'intensification des programmes d'épuration des eaux usées et l'encouragement de la réalisation de bassins d'orage routiers figurent également parmi les mesures citées dans le document.

Armée nationale populaire Plus de 15 quintaux de kif saisis en une semaine

Deux-cent quatre (204) individus ont été arrêtés dans différentes Régions militaires (RM), durant la période du 21 au 27 avril 2021, par des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP), pour leur implication dans divers délits de contrebande, indique mercredi, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire ont mené, durant la période du 21 au 27 avril 2021, plusieurs opérations qui témoignent de l'engagement infaillible de nos forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays», précise la même source.

Ainsi et «dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires, (25) narcotrafiquants et saisi d'énormes quantités de kif traité s'élevant à (13) quintaux et (55) kilogrammes, que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc», est-il ajouté. A ce titre, «des détachements de l'ANP, les services de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières ont arrêté, lors d'opérations distinctes au niveau des territoires des 2e et 3e RM, (15) narcotrafiquants et saisi (07) quintaux et (47) kilogrammes de kif

traité, alors que (02) narcotrafiquants ont été appréhendés en leur possession (06) quintaux de la même substance en territoire de la 4e RM. De même, (08) autres narcotrafiquants ont été interceptés et (08) kilogrammes de kif traité et (17.770) comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres RM», détaille-t-on.

Par ailleurs, «des détachements de l'ANP ont arrêté à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, (170) individus et saisi (25) véhicules, (147) groupes électrogènes, (52) marteaux piqueurs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que (459) sacs de mélange d'or brut et de pierres ainsi que (174) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, tandis que (09) individus ont été arrêtés et (10) fusils de chasse, (53,5) quintaux de tabacs et (442) Smartphones ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Béchar, Adrar, El-Oued, Sétif et Oum El Bouaghi. De même, les Garde-frontières ont déjoué des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants, s'élevant à (19037) litres à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras et Bordj Badji Mokhtar».

«Dans un autre contexte, les Garde-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de (53) individus qui étaient à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Ain Témouchent, Annaba et El-Tarf, alors que (187) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Djanet, In Salah, Bordj Badji Mokhtar et Adrar», conclut le MDN.

Au 1er bimestre 2021 L'Algérie a exporté pour 4,3 milliards de dollars

Le montant global des exportations de l'Algérie durant les deux premiers mois de l'année 2021 a atteint 4,3 milliards de dollars (USD), dont 402 millions USD hors hydrocarbures, a appris l'APS auprès du ministère du Commerce.

La valeur globale des exportations durant la période janvier-février a régressé de 22,7% par rapport à la même période de l'exercice précédent où elle s'était établie à 5,6 milliards USD, a précisé le ministère.

Par contre, une augmentation de 18,6% durant cette période a été observée sur les exportations hors hydrocarbures, en atteignant 402 millions USD, tandis qu'elles n'ont pas dépassé les 339 millions USD au cours du premier bimestre 2020, a ajouté la même source.

Les engrais représentent 33,1% du montant global des exportations hors hydrocarbures durant janvier-février 2021, suivis par les produits chimiques inorganiques qui s'adjugent 17,0% de cette recette, talonnés de près par le sucre et les préparations à base de sucre et de miel avec 16,2%, note le bilan du ministère. 7,1% de ce montant a été réalisé grâce à l'exportation des fruits et légumes, contre 6,7 % grâce aux expéditions de fer et d'acier et enfin 19,8% réalisés par l'exportation d'autres produits, a ajouté le ministère.

Pour rappel, la valeur globale des exportations durant l'année dernière (2020) s'est élevé à 23,8 milliards USD, avec 2,25 milliards USD récoltés grâce aux expéditions hors hydrocarbures.

S'il y a bien un sujet sensible, dans notre pays, s'il y a bien un problème urgent à régler, c'est bien celui de la crise nationale en Kabylie. Plus que tout autre, il nous impose de bannir toute approche émotionnelle, passionnelle, subjective, et de s'en tenir à une approche rationnelle, objective. Bref, il nécessite la dédramatisation du sujet et son approche sans tabous, sans autre limite que l'unité nationale.

La crise nationale en Kabylie

Par Djamel Labidi et Ahmed Redouane Charafeddine

C'est ce que nous allons nous efforcer de faire dans ce qui suit, en nous en tenant aux faits, rien qu'aux faits. Ceux-ci parlent d'ailleurs d'eux-mêmes.

Il est clair que sans la situation actuelle en Kabylie, sans la mobilisation populaire considérable dans cette région, sans le boycott déjà survenu aux élections présidentielles et annoncé pour les prochaines élections législatives, la crise politique n'aurait pas la même dimension.

Il y a donc là un problème réel, sur la spécificité duquel il faut réfléchir et qui mérite toute l'attention de la nation. Il ne s'agit pas de l'éviter ou de l'évacuer en l'expliquant par le «rôle moteur traditionnel de la Kabylie dans le combat pour la démocratie en Algérie», comme c'est souvent affirmé, ou alors, à l'inverse, en diabolisant la Kabylie. Lorsque le drapeau Amazigh est brandi, seul ou à côté du drapeau national, et qu'il ne l'est qu'en Kabylie, ou que par des Kabyles, ailleurs en Algérie, ou à l'étranger, il devient de fait un drapeau kabyle, et il faut s'interroger sur ce fait, sur sa signification, sereinement, sans culpabilisation d'une partie ou de l'autre. On ne peut, là aussi, évacuer ce fait en réduisant ce drapeau à une bannière culturelle. Il faut recevoir le message de ceux qui le brandissent avec autant de conviction et de persévérance.

LE SENTIMENT D'APPARTENANCE. LA PARTIE ET LE TOUT

Lorsque, comme tout dernièrement en Kabylie, lors de la commémoration des événements d'Avril 1980, des manifestants, défenseurs de l'unité nationale d'un côté ou séparatistes de l'autre, s'unissent pourtant pour s'opposer aux forces de l'ordre au nom de «l'unité», il y a évidemment un problème et il faut alors s'interroger sur la signification de cette «unité». Deux sentiments identitaires se superposent ainsi, celui concernant l'Algérie, et celui relevant de l'appartenance à une région. Lequel doit l'emporter ?

Celui d'appartenance à la partie, la Kabylie ou celui au tout, l'Algérie ? C'est un dilemme réel, manifeste qui s'exprime ainsi. Il faut éviter qu'il se transforme en antagonisme.

L'Histoire est en effet pleine d'exemples de telles contradictions qui se sont aggravées, se sont développées en antagonismes en dehors même de la volonté de leurs acteurs, faute d'avoir trouvé en face une intelligence politique, disons même assez d'audace, pour traiter le problème à temps.

L'Histoire récente nous apprend aussi combien cette question d'appartenance est sensible, combien elle peut avoir un contenu irrationnel, passionnel et conduire à des drames terribles.

C'est pourquoi il faut reconnaître au pouvoir actuel et à l'armée, une gestion de la situation en Kabylie jusqu'à présent pleine de mesure, de retenue, de sagesse, du souci d'éviter toute confrontation et d'assurer la sécurité des citoyens. Cette attitude nationale, patriotique, mérite d'être appréciée à sa juste mesure. Le maintien de cette ligne de conduite à l'avenir, quels que soient les événements est d'une importance vitale, car il est en lui-même une partie de la solution.

Or, si rien n'est engagé pour répondre à l'aspiration claire de la Kabylie à vivre son identité, à pouvoir la gérer, et la développer elle-même, si la dynamique d'une identité vécue pleinement, librement, harmonieusement dans le cadre national ne l'emporte pas, c'est celle du séparatisme, bien que rejetée, bien que minoritaire et impensable aujourd'hui pour l'immense majorité, c'est cette option qui pourrait alors l'emporter, en quelque sorte par défaut.

LE CŒUR DU PROBLÈME

Cela fait trois fois en quarante ans, et même plus si on remonte à 1963, que la Kabylie est sous une forme ou une autre en état de dissidence. Ne serait-il pas temps d'ouvrir pleinement, de façon réaliste, les yeux sur la nature réelle du problème. Actuellement, la question des élections législatives



en Kabylie révèle le cœur du problème. Il ne s'agit plus seulement d'une crise démocratique, mais d'une crise nationale. En effet, s'il s'agissait seulement d'un problème d'élections, d'une question de démocratie autour de la gestion du scrutin, de sa crédibilité, du rejet du «système» comme beaucoup le présentent ou l'interprètent, il se traduirait, comme dans les autres régions, par des divergences, peut-être aigües, mais somme toute normales dans tout pays et par une participation ou une abstention plus ou moins grandes. Mais, là, il s'agit d'une région entière de l'Algérie qui risque de ne pas participer au vote et de ne pas être représentée à l'Assemblée nationale. C'est donc tout autre chose. On se trouve dans un état de fait de séparatisme et donc dans une crise de l'unité nationale. C'est-à-dire exactement là où tous les Algériens, à part une minorité, ne veulent pas arriver. Ce sont là des faits. Ils nous montrent le sérieux de la crise mais en même temps les solutions à lui apporter. Car, heureusement, les faits, la réalité ce sont aussi cette grande majorité algérienne kabyle qui brandit toujours, sans relâche, les deux drapeaux à la fois, côte à côte, comme un message clair, limpide, qui indique la solution. Celle-ci est en effet là, devant nos yeux mais nous ne savons pas la lire. Pourquoi ? Peut-être parce qu'il y a encore le poids d'une idéologie de l'unité rigide, étroite, qui était valable pendant la lutte anticolonialiste où l'ennemi était clair, mais qui amènerait aujourd'hui à voir des ennemis là où ils ne sont pas, parmi nous, à nous tromper d'ennemi et au final à nous diviser, au moment même où on croit défendre l'unité nationale.

UNE NOUVELLE SYNTHÈSE DE L'UNITÉ NATIONALE

Nous étions 9 millions à l'indépendance du pays. Nous serons bientôt 50 millions. Les problèmes de gestion du pays et de la société, de la nation sont devenus plus complexes. Ils font éclater les vieilles idées, les vieilles approches, les vieux réflexes, les vieilles méthodes chez nous, et un peu partout d'ailleurs. Le monde a changé. La façon d'aborder aussi bien les questions nationales que les questions sociales et sociétales, bref les questions du «vivre ensemble», ont évolué. La crise démocratique que nous traversons est aussi une crise nationale dont la solution peut être bénéfique pour la consolidation de la nation, pour sa modernisation. Prés de 60 ans après l'indépendance, à travers cette crise, il y a une demande de mise à jour, il y a la demande d'une nouvelle qualité du vivre ensemble, d'une nouvelle synthèse de l'unité nationale, que cette demande soit latente ou manifeste... Nous avons besoin d'une solution nationale, audacieuse, qui ne sacrifierait pas en Kabylie un drapeau à l'autre, qui n'obligerait pas à un choix déchirant, dans lequel on pourrait se trou-

ver happé, entraîné par les démons de la division. Nous avons besoin d'un choix qui permettrait une sortie par le haut de cette dimension de la crise que nous vivons, afin d'aller vers une unité plus riche, d'une plus grande qualité, et non une sortie par le bas, par la douleur du divorce, vers l'aventure et nécessairement l'implication de forces étrangères, comme n'en ont pas probablement conscience les séparatistes ou comme vont jusqu'à l'envisager certains d'entre eux. Nous avons besoin d'un choix conforme à notre Histoire millénaire. Elle ne nous a jamais séparés, opposés. Elle nous a, en définitive, toujours unis sur cette terre, aussi bien au niveau de l'Algérie actuelle que de l'Afrique du Nord et du Maghreb.

AUTONOMIE RÉGIONALE ET DÉCENTRALISATION

Comment pourrait-on appeler cette solution ? Cela pourrait être une forme d'autonomie régionale dans le strict respect de l'unité et des constantes nationales. Cette solution n'a rien de nouveau. Elle mûrit simplement de plus en plus par nécessité historique, comme c'est toujours le cas. Elle a déjà été proposée depuis longtemps, plus précisément en mars 1979, par le FFS dont on ne peut douter de l'attachement farouche à l'unité nationale et aussi par bien d'autres patriotes du RCD, du MCB et de nombreux intellectuels. Le FFS emploie aussi, de façon équivalente au terme d'autonomie régionale, celui de décentralisation. Il les présente sous la forme d'une modernisation de la gestion du pays, vu sa dimension, par une décentralisation qui ne concernerait pas d'ailleurs que la région kabyle, mais d'autres régions si besoin est, et si elles y voient quelques avantages. Ces propositions se situaient déjà, dans le cadre de la réflexion devenue indispensable aujourd'hui, sur la modernisation de l'Etat national et des formes de gestion du pays, en fonction de l'évolution de l'Algérie et du monde. Leur but est le renforcement de l'unité nationale. Elles sont ainsi aux antipodes de l'idéologie sécessionniste qui, elle, ne met l'accent sur les particularités que pour les ériger en oppositions et en incompatibilités, là où il s'agit au contraire d'y voir la richesse des différents visages de la nation.

Quoi qu'il en soit, autonomie régionale ou décentralisation, sont des conceptions très proches. Il s'agit, dans les deux cas, de rendre autonome la gestion de certains secteurs socio-économiques, socioculturels, administratifs à déterminer, avec comme seule stricte limite tout ce qui relève de la souveraineté et de l'unité nationale et territoriale du pays. Il faudrait évidemment s'entourer de précaution dans l'avancée dans cette voie. Elle pourrait être progressive vu la nécessité d'en tester l'efficacité dans l'épanouissement et le développement de la région. Et surtout, elle serait précédée d'un

référendum en Kabylie qui permettrait de vérifier démocratiquement si elle répond ou non aux aspirations des habitants de la région.

Cette solution aurait l'avantage, dans les intensités débats actuels, de faire la part des choses entre ce qui relève actuellement de la question démocratique, comme dans tout le reste de l'Algérie, et ce qui relève de la question nationale, de la question identitaire et réclame donc des réponses particulières. Entre autres retombées, elle permettrait aussi d'éviter, à l'avenir, les mesures boiteuses qui n'arrangent rien, et qui conduisent soit à des frustrations, soit à de nouvelles tensions et à des mensonges. C'est le cas par exemple de la généralisation et l'obligation de l'enseignement en langue amazigh dans tout le pays dont tout le monde sait qu'elle est inapplicable, et qui n'a d'ailleurs rien réglé alors que son enseignement dans les régions concernées et qui le demandent, va de soi.

Certes, cette voie n'est pas sans risques. On pourra lui opposer, et à juste titre, le danger, par effet boule de neige, d'émiettement du pays par des revendications qui se généraliseraient alors, de décentralisation voire d'autonomie. On pourrait dire aussi que ce n'est pas le moment, que le contexte n'est pas approprié, que le pays est fragile actuellement, qu'il faut d'abord régler la question démocratique et bien d'autres raisons encore. Elles sont toutes à prendre en considération évidemment, et ce texte n'a d'autre ambition que de contribuer à la réflexion. Mais on pourrait dire aussi que c'est justement l'absence de solution à cette question qui peut rendre le pays fragile. Il n'existe pas de voie royale, sans aucun risque, pour la solution des problèmes d'un pays. Tout dépendra de l'action des forces nationales en Kabylie et dans tout le pays, de leur esprit de responsabilité, de tolérance et de compromis. Se laisser effrayer par les risques, c'est rester immobile comme un général qui craint tellement la défaite qu'il ne va pas au combat, et qui, au lieu d'être offensif, reste paralysé et bat en retraite. C'est ne pas faire preuve de cette audace qui est l'une des qualités des grands dirigeants politiques. Et à tout considérer, ces risques sont bien moins grands que celui des divisions du pays.

Il faut faire confiance à la sagesse de notre nation aussi bien en Kabylie que partout ailleurs. On serait probablement bien surpris de découvrir que cette solution a déjà mûri dans la conscience populaire, mieux peut-être que chez les élites. Les éléments de notre identité, c'est à dire de notre unité nationale, figurent d'ailleurs dans la Constitution. Ils demandent seulement une nouvelle lecture, plus moderne, plus actuelle, un effort d'Ijtihad. Ne craignons donc rien. Soyons confiants dans les ressources de notre peuple et sereins. Les facteurs unificateurs de notre Histoire, celle ancienne comme celle moderne, sont incomparablement plus nombreux et plus forts que ceux de division. Toute notre Histoire le prouve: Il n'y a pas de Kabylie sans l'Algérie comme il n'y a pas d'Algérie sans la Kabylie.

Le suivi du taux de vaccinations contre la Covid-19 dans le monde, recensé par l'organisation *Our world in data* par l'université d'Oxford/UK à partir de sources gouvernementales et publié par le *New York Times*, classe l'Algérie parmi les 11 derniers pays (1).

Par Abderrezak Bouchama*

C'est ainsi que des pays très instables ou pauvres, comme l'Afghanistan, la Birmanie, le Bangladesh, le Liban, l'Irak, la Sierra Leone ou en core l'Ouganda, pour ne citer que quelques-uns, nous devancent. La Tunisie, avec laquelle, nous voulions partager les vaccins, fait également bien mieux que nous. Il n'y a également aucune comparaison avec le Maroc et les pays du Golf qui se classent au niveau des pays européens. L'Algérie a administré 0,2 dose de vaccin pour 100 habitants soit 75.000 doses, alors que cette proportion est de 1 pour 100 à l'échelle du seul continent africain. L'Amérique du nord et l'Europe se classent bien sûr en première et seconde position avec 37 et 22 doses pour 100 habitants, respectivement. Ces données illustrent bien les insuffisances de notre stratégie vaccinale, basée sur la fabrication du vaccin russe et le programme Covax. Le ministère de la santé évoque régulièrement l'acquisition de vaccins de Pfizer-BioNTech et Sinopharm, cependant sans fournir de précisions sur les quantités et les dates de livraisons, donnant ainsi l'impression de simples effets d'annonce d'une gestion opaque. Cette forme de communication est contre-productive, car elle est interprétée comme un manque de transparence, sapant encore plus la confiance de notre population et aggravant la méfiance internationale envers l'Algérie. La communauté internationale se tourne alors vers des agences de notation de données et d'analyses respectées, à l'image du très sérieux Bloomberg. Ce conglomérat mondial qui suit toutes transactions incluant achats et commandes de vaccins contre la Covid-19a confirmé qu'un peu plus de 9,6 milliards de doses de vaccins ont déjà été réservé (2). Cette quantité est suffisante pour vacciner la moitié de la population mondiale (la plupart des vaccins nécessitant deux doses), alors que notre pays n'a réservé qu'un peu plus de 2 millions de doses, soit une couverture vaccinale de 5% de notre population. Il est possible cependant que l'Algérie ait signé d'autres contrats qui ne soient pas rendus publics. Si c'est le cas, notre gouvernement doit partager cette information de manière claire et précise avec la population, pour un problème qui les concerne directement et vitalement.

VACCIN RUSSE

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique a annoncé le 7 Avril, que l'Algérie produira dès Septembre prochain le vaccin russe Spoutnik V. Mais quelques jours seulement après cette annonce, dans un entretien avec la presse, la PDG du groupe pharmaceutique Saïdal, désignée par le gouvernement comme partenaire exclusif du fonds d'investissement russe pour la fabrication du vaccin Spoutnik, donne des informations sur l'état d'avancement du projet très peu rassurantes, en expliquant que la complexité du processus de fabrication nécessite de 12 à 18 mois(3). Afin d'atteindre l'objectif de 6 mois fixé par le ministre, Saïdal était obligé de négocier avec deux ou trois partenaires désignés par les Russes, pour l'accompagner dans la maîtrise des procédés de fabrication du vaccin, qui exige un vrai savoir-faire et un réel transfert technologique. Les vaccins, comme tout produit biologique destiné à la thérapie, passent par des étapes de validation compliquées, qui nécessitent des délais longs et des contraintes drastiques, afin de satisfaire des normes de qualité et de sécurité très strictes. Dès lors, est-il raisonnable de fixer un échéancier aussi précis et court pour un projet extrêmement complexe, alors même qu'il est encore à l'état de simple ébauche ? L'unité de fabrication des vaccins prévue à Constantine reste également à ériger aux normes standards et à certifier et à homologuer BPF (bonne pratique de fabrication). Ne faudrait-il pas plutôt prévoir des solutions alternatives urgentes et concrètes, conformes à l'extrême gravité de la situation, et laisser Saïdal prendre le temps nécessaire à la maîtrise technologique, la mise aux normes internationales de ses structures et capacités de fabrication, afin de produire un vaccin fiable et sûr. D'autant que ce projet de fabrication du vaccin russe en Algérie devrait être considéré comme le commencement d'une stra-

Vaccination et Covid-19 : sortir enfin de l'impasse

tégie qui va au-delà de la protection immédiate des Algériens contre la Covid-19. Il serait une étape à la préparation du pays aux vaccins de seconde génération et à de futures pandémies.

PROGRAMME COVAX

Le programme Covax, soutenu par l'ONU, est une initiative internationale financée par des organisations caritatives et les pays riches, en principe pour acheter des vaccins en coopérative et les distribuer équitablement dans le monde entier (4). Un quota de 20% de la population totale de chaque pays est attribué aux membres, dont notre pays. Les vaccins sont destinés en priorité aux personnels de santé et aux couches les plus vulnérables de la population. Ce programme plein de bonnes intentions n'a pas résisté à l'égoïsme des états et à la cupidité des fabricants de vaccins. Les gouvernements riches financent le Covax d'une main et concluent de l'autre main des accords privés directement avec les fabricants de vaccins, en proposant de payer des prix plus élevés. De cette manière, ils se servent prioritairement avant les pays membres du Covax : charité bien ordonnée commence par soi-même. D'après une enquête du très sérieux journal britannique *The Guardian*, seuls 40 des 187 millions, soit 21 % de doses de vaccins prévus à la fin Mai, ont été distribués aux pays membres (5). Notre pays a reçu jusque-là 50.000 doses du vaccin Astra Zeneca. De plus, le choix de vaccins est limité essentiellement à Astra Zeneca car les producteurs de vaccins à base d'ARN, Pfizer et Moderna, ne s'embarassent pas de considérations humanitaires, leur objectif étant de faire le maximum de profits. Pfizer n'a consenti de vendre qu'une quantité négligeable de doses au programme Covax, réservant l'essentiel de son approvisionnement à des contrats privés plus lucratifs. Alors que Moderna n'a fourni aucune dose. Une autre forme de nationalisme vaccinal a surgi récemment, causant l'arrêt quasi-total du programme. Le vaccin Astra Zeneca destiné essentiellement à l'Afrique est produit en Inde, par le *Serum Institute of India*. Or, l'Inde confronté à une seconde vague très sévère de la pandémie a décidé de confisquer carrément toute la production pour sa population, qui est de 1,4 milliards de personnes (6). Du coup, les autres pays confrontés à la même pandémie n'ont plus qu'à patienter ou mourir.

STRATÉGIE HORS-TEMPS

Une course gigantesque aux vaccins contre la Covid-19 a débuté à peine à quelques semaines du début de la pandémie, en raison de l'ampleur prévisible de ses conséquences sur la santé publique, l'économie et la société (7). D'ailleurs, les USA qui ont toujours fait preuve d'une insoufflable subtilité dans le choix des noms de code de leurs opérations guerrières, ont appelé cette course *Warp speed operation* (plus rapide que la vitesse de la lumière) indiquant ainsi que l'anticipation et le temps sont d'une importance vitale. La suite est bien connue, après le triomphe des vaccins les plus novateurs à base d'ARN et le succès des vaccins à ADN et vecteur adénovirus, les pays puissants et riches sont entrés en guerre entre eux afin d'acquérir le maximum de vaccins et le plus rapidement possible. Cette course s'est encore accélérée avec l'émergence d'un autre facteur aggravant, celui des variants du SARS-CoV-2. En effet, la circulation continue du virus lui permet d'acquérir des changements génétiques qui peuvent augmenter sa transmissibilité et/ou la gravité de la maladie Covid-19, diminuer l'efficacité des vaccins et voire même leur échapper complètement. Dans ce contexte de sprint effréné de tous les pays du monde pour sortir de cette crise sanitaire, économique et sociétale exacerbée, la stratégie de notre pays apparaît en déphasage total. Comment expliquer que face à un danger d'une telle gravité pour la santé de notre population, notre pays suive une stratégie dont les leviers d'exécution lui échappent complètement ? La lutte contre la pandémie de la Covid-19 est une véritable guerre, sans armes à feu mais qui fait autant de victimes sinon plus qu'une guerre conventionnelle. Les mesures barrières permettent d'en moduler l'intensité pour mieux gérer les flux hospitaliers mais seule la vaccination conduit à la victoire totale et à la reprise progressive d'une vie sociétale et économique normales. Peut-on concevoir d'engager une guerre en comptant sur les promesses d'autres pays de nous livrer des armes, alors qu'ils sont eux-mêmes en guerre ? Peut-on également miser sur leur fabrication de manière précipitée, en plein milieu

de la guerre et sans aucune compétence préalable, avec le risque d'échouer, ou même qu'elles nous explosent au visage ?

TSUNAMI DE CAS

La pandémie continue de progresser dans le monde en dépassant les 147 millions de cas et la barre symbolique des 3 millions de morts. La France où vit la majorité de notre diaspora a dépassé les 100.000 morts, malgré trois confinements sévères et de multiples confinements locaux imposés à une population exténuée et en dépit d'un système de santé parmi les plus avancés au monde. Les USA et le Brésil, avec près de 572.000 et 390.000 morts sont les pays plus affectés au monde, en raison du déni de la dangerosité de la Covid-19 par les premiers personnages des deux états. Ces pays, dont la première puissance mondiale, illustrent bien le coût payé par les populations en raison des errements de leurs dirigeants. Le nouveau président américain a réagi efficacement et superbement en impulsant une campagne de vaccination ultra-rapide et massive (3,2 millions de doses par jour) qui atteindra l'objectif de couverture vaccinale de 75% de la population dans les 3 prochains mois. Alors que le Président brésilien continue à tergiverser, en laissant trainer les négociations avec les laboratoires pour l'acquisition des vaccins, ralentissant ainsi la campagne de vaccination. Si bien qu'une commission parlementaire a été mise en place pour enquêter sur la responsabilité de son gouvernement dans cette hécatombe mais également sur l'absence d'une véritable stratégie vaccinale.

Mais c'est l'exemple de l'Inde qui mérite d'être médité le plus par l'Algérie, pour en tirer les leçons objectives, et repenser sans délai notre stratégie vaccinale. L'Inde a eu un répit dans la progression de la pandémie et comme chez nous beaucoup de scientifiques et d'hommes politiques avaient évoqué l'immunité collective, sans aucune preuve ni élément tangibles. Ils ont même été loin en considérant l'hypothèse d'une immunité spécifique à leur population qui lui permettrait de mieux résister. Ce discours lénifiant mais sans fondement a entraîné un relâchement des mesures barrières, encourageant les rassemblements politiques et religieux, jusqu'à ce qu'une réalité insoutenable les sorte brutalement de leur euphorie. Un tsunami de cas de la Covid-19, dépassant les 300.000 cas positifs par jour, a alors submergé les capacités de leurs hôpitaux, en particulier les services de réanimation pris à court de lits et d'oxygène. Le tsunami s'est naturellement propagé à leurs morgues, aux cimetières et aux services de crémation (8). Sans surprise, un nouveau variant a émergé, bien que l'on ne sache pas s'il a contribué à cette vague, en tout cas, il a valu à l'Inde, un isolement mondial. Notre pays risque de subir le même sort, le SARS-CoV-2 est une épée de Damoclès qui peut à tout moment frapper notre population, tant qu'elle ne sera pas significativement vaccinée.

ISOLEMENT TOTAL

Plusieurs pays sont sur le point d'instaurer un passeport sanitaire ou immunitaire, qui est en réalité un certificat de vaccination contre la Covid-19. Les USA, l'Europe et probablement le reste du monde interdiront très certainement alors l'entrée à leurs territoires aux voyageurs en provenance de notre pays, en l'absence de document prouvant la vaccination. Pour ceux, très rares, qui seront autorisés à voyager sans passeport sanitaire, des mesures contraignantes sont actuellement en discussion, comme un test PCR, une sérologie et un isolement obligatoire de plusieurs jours dans un établissement hôtelier approuvé par les autorités du pays hôte, rendant le coût du voyage quasiment impossible à supporter par nos compatriotes. De même qu'il n'est pas impossible que l'ensemble des vols en provenance de notre pays, comme c'est le cas actuellement des vols en provenance d'Inde, soient aussi suspendus. Les déplacements vers notre pays risquent également d'être gravement affectés, accentuant ainsi notre isolement. Des classements de pays

à risque de Covid-19 et des recommandations aux voyageurs commencent à être publiés. C'est ainsi que le CDC (*Center for Disease Control and Prevention*) américain classe notre pays parmi les pays à risque inconnu et déconseille tout voyage vers notre pays, même pour ceux qui sont entièrement vaccinés (9). Toutes ces mesures risquent d'être fatales à notre pays qui est déjà plongé dans une grave crise multidimensionnelle.

SORTIR DE L'IMPASSE

Le seul salut pour notre pays réside dans une vaccination rapide et massive, avec une transparence totale et crédible y compris à l'international. L'Algérie se doit d'aller sans délai sur le marché mondial du vaccin et souscrire à ses règles actuelles, au besoin surenchérir pour acquérir de toute urgence des vaccins, il en a largement les moyens. Le récent décret présidentiel autorisant une contribution exceptionnelle de l'équivalent de 100 millions de dollars, au titre de l'achat pour compte de l'État du vaccin anti-Covid-19, signale une prise de conscience au plus haut sommet de l'état du terrible danger qui plane au-dessus de notre population. C'est également un pas important pour sortir de cette impasse mais il ne peut combler l'immense retard accumulé jusque-là. Les USA, l'UE, l'Angleterre, les pays du Golf et plusieurs autres pays auront bientôt vacciné au moins 70% de leur population adulte, leur permettant ainsi d'atteindre l'immunité collective, et ce dès la fin de cet été 2021. Des négociations sont déjà en cours entre les Américains et les Européens afin de rétablir les liaisons aériennes, le déplacement des personnes et toutes les activités économiques suspendues jusque-là en raison de la pandémie. L'Algérie restera en marge de cette reprise tant qu'elle n'aura pas vacciné sa population qui, dans le meilleur des cas, durera jusqu'en 2022. Le retard pris dans la vaccination risque de coûter très cher à notre pays.

PRÉPARER L'AVENIR

La Commission européenne vient de finaliser un accord avec Pfizer et BioNTech pour la fourniture de 1,8 milliard de doses de vaccins entre 2021 et 2023. Ces nouvelles doses vont servir à faire des rappels afin d'augmenter l'immunité. Il est fort possible qu'un rappel annuel et même une troisième dose de vaccin suivant une vaccination complète soient nécessaires, si le protocole actuel de deux doses ne suffit pas à conférer une protection suffisante contre les nombreux variants en circulation. L'Algérie devrait cette fois-ci anticiper et sécuriser les doses de vaccins nécessaires pour protéger notre population. La technique à base d'ARN a ouvert une nouvelle ère très prometteuse pour les vaccins mais également pour la thérapie de nombreuses maladies humaines. Les vaccins à base d'ARN vont probablement aussi et à terme supplanter ceux à base d'ADN et vecteur adénovirus dont fait partie le vaccin russe Spoutnik V, en raison de leur performance inférieure et surtout de leur profil d'innocuité moins favorable. Les vaccins à base d'ARN nécessitent cependant une chaîne logistique du froid à -70°C pour leur transport et leur stockage. Bien qu'elle soit complexe à mettre en place, une chaîne logistique du froid couvrant tout le territoire national habité serait un choix stratégique déterminant, afin de préparer notre pays et faire bénéficier notre population de cette nouvelle classe thérapeutique en devenir, dont les vaccins. Les économistes du Fond monétaire international (FMI) ont estimé que la vaccination est un investissement rentable (10). Les coûts d'acquisition des vaccins et les dépenses publiques liées aux campagnes de vaccination pour mettre fin le plus rapidement possible à la pandémie, seront largement compensés, et généreront des retours très importants et stimuleront la croissance économique. Une embellie économique, en plus de la protection de la santé de la population et le retour à une vie normale nous permettra, tous ensemble, de nous focaliser enfin sur la grave crise que vit notre pays et sur une stratégie d'avenir et d'espoir.

*Dr

1. Tracking Coronavirus vaccinations around the world. <https://www.nytimes.com/interactive/2021/world/covid-vaccinations-tracker.html?referringSource=articleShare>
2. Covid-19 Deals Tracker: 9.60 billion doses under contract. <https://www.bloomberg.com/graphics/covid-vaccine-tracker-global-distribution/contracts-purchasing-agreements.html>
3. Entretien avec Fatouma Akacem, PDG du groupe Saïdal, www.tsa-algerie.com, 11 Avril 2021
4. Initiative COVAX. <https://www.who.int/fr/initiatives/act-accelerator>
5. Revealed: big shortfall in Covax Covid vaccine-sharing scheme, *The Guardian*.com, 22 Avril 2021
6. India cuts back on baccine exports as infections Surge at Home. *The New York Times*, 25 Mars 2021
7. Bouchama A. La guerre mondiale des vaccins. *Le quotidien d'Oran*, 11 février 2021
8. Covid-19 in India: Doctors brace for tsunami of virus cases. *India Times*, 30 Mars 2021
9. COVID-19 in Algeria. <https://www.uncdc.gov/travel/notices/covid-unknown/coronavirus-algeria>
10. IMF says more vaccine spending is fastest way to shore up public finances. *Reuters*, 7 Avril 2021

Construire les hiérarchies sociales dans le respect mutuel et la reconnaissance

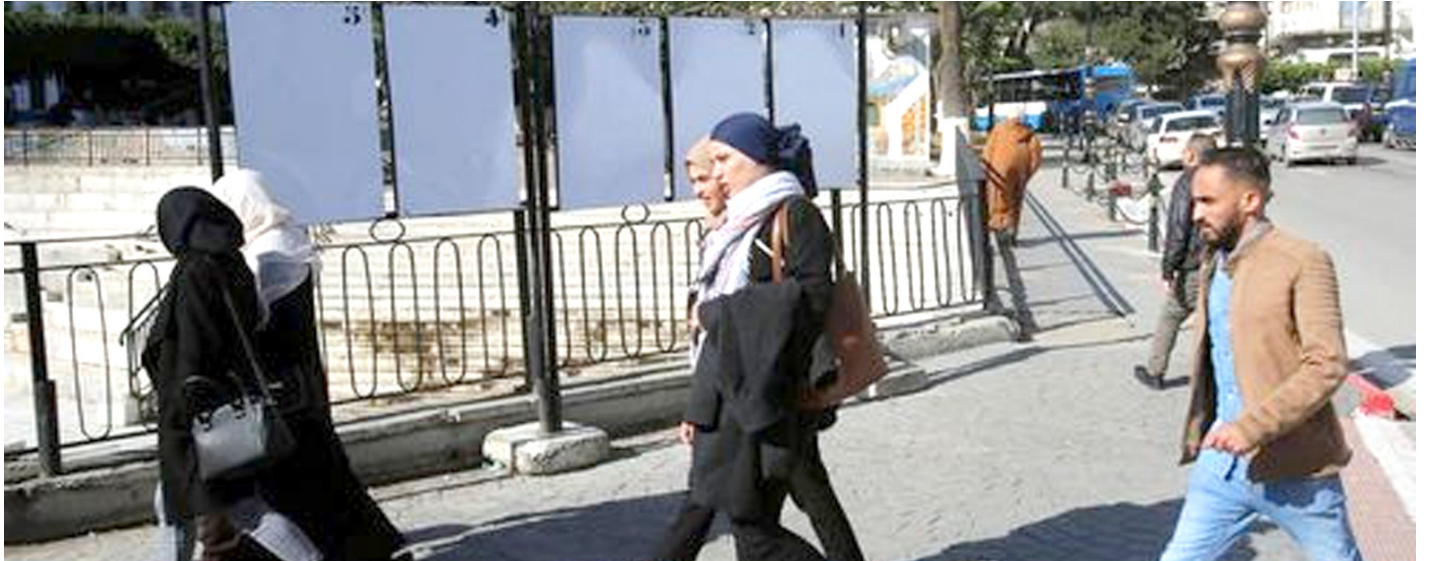
Par Arezki Derguini

L'affaire Djabelkhir nous offre le prétexte pour reparler de la différenciation sociale, de l'autonomie des différents champs sociaux et par conséquent des différentes compétitions sociales et des rapports entre les différentes hiérarchies sociales. Notre thèse est la suivante : nous ne sommes pas encore arrivés à différencier les champs sociaux, nous persistons à brouiller les différentes compétitions sociales et à confondre les différentes fonctions sociales. Tant que la société n'aura pas différencié ses champs sociaux, que ceux-ci n'auront pas établi leurs autorités et leurs consensus, elle ne pourra pas maîtriser ses débats, construire de raisonnements publics en mesure de rationaliser son activité et l'individu ne pourra pas faire ses « courses » sur les différents « marchés ». On ne se préoccupe pas suffisamment du problème cardinal de la maîtrise du débat. Il ne suffit pas de débattre pour trouver une issue acceptable au débat. Quand ceux qui peuvent maîtriser le débat voudront bien débattre, une issue pourra se trouver^[1].

Djabelkhir n'est pas regardé comme un anthropologue, mais comme un militant, d'un parti politique de surcroît non reconnu^[2]. Cela par un autre scientifique, ignorant de la matière scientifique, qui recrute un groupe d'avocats et interpelle la Justice. Ils jugent des effets non scientifiques des énoncés de Djabelkhir que celui-ci refuse de prendre en compte^[3]. Djabelkhir lui-même ne fait pas la différence entre ses différentes casquettes, scientifique et autres. En fait il pense que sa casquette de scientifique l'autorise à porter toutes les autres. Il est victime, comme beaucoup, de la croyance que la science est au-dessus de tout. Certains doivent ricaner dans leur barbe. Leur Science est leur religion et les autres religions des superstitions. Son point de vue n'est pas un point de vue qui s'adresse d'abord à ses pairs et ensuite à la société^[4]. Son « affaire » n'est pas portée à la « justice » de ses pairs, mais à celle de la justice commune à tous. Il est accusé de vendre une marchandise non autorisée, d'entrer dans un marché qui lui est fermé. En fait il dispute des autorités religieuses et politiques qu'il n'a pas le droit de disputer, aussi fera-t-on appel, pour lui, à l'autorité suprême pour mettre chacun à sa place. Les observateurs ne parlent de ce droit, la majorité le considère comme acquis, alors qu'il ne l'est que dans la doxa.

L'AUTONOMIE DU POLITIQUE ET DU RELIGIEUX

Il ne faut pas confondre séparation des champs sociaux, autonomie de leurs autorités, et séparation des dimensions politiques et religieuses dans la vie sociale. La laïcité française qui tend à confondre séparation des autorités et athéisme n'est pas représentative des rapports entre religion et politique en Occident. Il y a bien une opposition entre différenciation et indifférenciation du politique et du religieux dont il faut rendre compte plutôt qu'ignorer. Contrairement à l'autonomie/séparation des autorités politiques et religieuses, la séparation du politique et du religieux chez l'individu est séparation du social et du politique. Séparer le politique et le religieux chez l'individu, c'est établir une barrière à l'entrée du champ politique. « Si tu ne peux pas laisser la religion à la porte de la politique, tu ne peux pas entrer ». Le champ religieux est précisément le champ qui permet à l'individu de penser les effets/consequences politiques de ses choix religieux. Instruit par ce champ, il peut alors entrer en politique sans se réclamer d'une religion, mais d'une politique. On peut alors justifier une conduite étant donné les conséquences sociales, économiques ou psychologiques d'une telle conduite. En même temps, interdire l'entrée en politique sous prétexte d'interdire l'entrée de « marchandises » religieuses, c'est se focaliser sur le côté religieux de la marchandise et non sur les autres côtés. C'est ne pas voir l'humain dans le croyant, mais le seul croyant. Par contre, séparer les champs sociaux, celui politique de celui religieux, c'est spécialiser les compétitions et les hiérarchies, favoriser les conditions d'une accumulation de leurs capitaux ou leurs compétences (bienfaits de la division du travail). Autrement dit, c'est accorder une liberté à la société par rapport aux sociétés et hiérarchies religieuses d'un côté (chaque consommateur est libre de faire les achats qui lui conviennent sur le marché religieux) et une liberté des sociétés et hiérarchies religieuses par rapport à la société de l'autre côté (elles sont libres de diversifier leurs offres et de les certi-



fier). La société dépendant aussi des autres sociétés et hiérarchies (autorités) qu'elles soient militaires, scientifiques ou économiques pour ses « courses » et ses « marchés ».

La séparation des champs sociaux de compétition et d'accumulation différencie la société et forme des sociétés spécialisées : sociétés militaires, civiles marchandes ou culturelles, scientifiques ou religieuses. La société politique est particulière en ce qu'elle implique toute la société et se situe au centre de la constellation des autres sociétés spécialisées. Elle est le lieu où la société se préoccupe d'avoir un point de vue global et non plus spécialisé. Elle est le lieu où se produit une autorité en mesure de commander aux autorités spécifiques sans restreindre leur liberté. Autrement dit, où se produit une autorité en mesure de faire coopérer les autres autorités autour des objectifs communs qu'elles portent.

LA CONFUSION DES CHAMPS SOCIAUX

Mais quand les champs sociaux sont faiblement différenciés (donc les sociétés spécifiques faiblement autonomes et cohérentes), que leurs hiérarchies sont mal assurées (leur autorité ne s'appuyant sur aucun consensus) les choses sont plus compliquées. La confusion règne autant dans le champ politique que dans l'individu. L'individu a de la peine à faire son « marché », il ne peut pas faire son chemin entre les différentes autorités, construire sa vision du monde. Il ne faut pas le lui compliquer davantage. La société ne peut pas construire son autonomie vis-à-vis des hiérarchies sociales, ni les sociétés particulières leur autonomie vis-à-vis de toute la société. Pas de liberté politique et pas de liberté académique.

On peut dire que la longue période coloniale a livré une société déstructurée qui s'est organisée autour d'une structure militaire. La société postcoloniale n'est pas encore sortie de cette configuration. Nous vivons encore sous l'ère de la confusion/indifférenciation des pouvoirs : militaire, politique, économique, scientifique et religieux. L'autonomisation de ces pouvoirs ne se décrète pas. Elle se construit dans le respect mutuel et la reconnaissance des réalisations. Elle consiste en une différenciation des champs de la compétition sociale (un développement de la division sociale du travail si l'on préfère) et l'émergence de leaders et d'organisations leur sein. Les deux tendances à la différenciation et à l'indifférenciation seront toujours actives dans la société, la question est de savoir comment elles feront « ménage ».

J'ai longtemps soutenu que l'autoritarisme trouvait un de ses fondements dans le hiatus existant entre la société et le monde. Ce hiatus enlève à la société la possibilité de comprendre le monde et d'y faire son chemin et aux élites la possibilité de comprendre le monde ET la société. Il met les élites en porte-à-faux, les unes avec le monde, les autres avec la société. La démocratie - vivre en paix avec le monde et les siens, avoir confiance dans les autorités - ne peut pas se construire sur ce hiatus. Les constructeurs de la démocratie, du pouvoir de la société sur le monde, du pouvoir de la société sur ses élites, doivent d'abord mettre fin à ce hiatus. Dans quels cadres ces autorités peuvent-elles éclore, se développer dans le respect mutuel et la reconnaissance, et éclairer les chemins que la société peut choisir d'emprunter pour sa satisfaction ? L'« État central » a nationalisé, bureaucratisé les organisations. À la différence d'autres nations (de l'Est asiatique en particulier avec ses régimes politiques divers : Corée du Sud, Singapour, Vietnam) le développement des élites est resté li-

mité et leur différenciation est restée confuse. L'« État central » a rompu les liens concrets entre les individus pour les soumettre au chaos des « nouveaux centres de regroupement ». Il a détruit les conditions d'exercice du respect mutuel que se devaient les personnes d'interconnaissance. Il a malheureusement entretenu le désordre dans la compétition sociale et l'autoritarisme dans sa gestion.

Dans la société précoloniale, le politique s'entretenait du religieux, de l'« économique » et du « militaire » sans leur être soumis. Dans la démocratie villageoise, ni le cheik, ni le riche ou le puissant ne faisaient la loi à la place de l'assemblée. Dans la cité mozabite où les champs sociaux étaient plus différenciés, la loi n'avait pas besoin du monopole de la violence pour s'appliquer et se faire respecter. Le religieux, le militaire et l'économique quand ils devaient se différencier étaient au service du politique qui ne se confondait ni avec l'un, ni avec l'autre. Car le politique accorde, il ne soumet que lorsqu'il est lui-même soumis.

AUTONOMISATION ET INTERPÉNÉTRATION DES CHAMPS SOCIAUX

La société doit différencier ses champs de compétition pour accumuler les différentes formes de capitaux et de compétences. Elle doit veiller à ce que ces champs ne soient pas soustraits par leur hiérarchie à sa compétition, à ce qu'ils ne forment pas de société à part. Elle doit préserver son autonomie vis-à-vis de chaque hiérarchie/autorité. Chaque individu doit s'engager dans un champ différencié, dans une compétition particulière, mais il appartient à une société où chaque champ particulier n'est justifié que par sa participation à la compétition générale, qui est d'abord une compétition internationale. Les différentes autorités doivent instruire celle politique et la société doit se défendre de la propension de chaque autorité à monopoliser la décision collective. Telle est une définition acceptable de la démocratie.

Une formation démocratique ne peut donc pas être décrétée par un pouvoir central, ce dernier peut être favorable ou défavorable, à l'image de toute hiérarchie et autorité. Elle concerne des dispositions sociales et une politique pratique de différenciation et d'indifférenciation des champs de la compétition sociale et des hiérarchies sociales. Il devrait être clair que la compétition stratégique est technologique et

Notes :

[1] Le mouvement citoyen des Aarouch, né suite aux événements du Printemps noir de Kabylie de 2001, a été épuisé par le débat. Je ne crois pas que le mouvement citoyen actuel reproduira la même erreur.

[2] Il est en réalité journaliste, défend publiquement un point de vue qu'il assume personnellement (« moi je », ne cesse-t-il de répéter) que ses qualifications désignent comme scientifique. On peut ne pas isoler le cas de Djabelkhir et penser à ce qui arrive à Assoul et peut arriver à Tabbou.

[3] Les confréries religieuses n'ont pas d'autorité religieuse ni de statut politique reconnu. Elles ont juste été ressuscitées pour servir de nouvelle « clientèle » au pouvoir politique. Le « Cercle des Lumières pour la pensée libre » pourrait avoir l'ambition de profiter de la nouvelle conjoncture protestataire pour sortir les confréries d'un tel statut après avoir perdu leur « patron ». Le combat politique doit être distingué du combat scientifique, même si le premier peut et doit prendre appui sur le second, car ils ne mettent pas en jeu les mêmes publics. Sans consensus scientifique, le débat scien-

que cette compétition est autant civile (économique et scientifique) que militaire. La guerre a changé de face et le véritable guerrier n'est plus celui d'hier^[5]. Les hiérarchies sociales doivent faire de nécessité raison. Pour l'heure, l'« État central » soumet les champs sociaux et leurs hiérarchies à l'autorité du champ militaire. C'est la façon dont la société fait encore l'unité entre ses différentes activités. Le pouvoir militaire ne peut pas consentir à la liberté politique et à la liberté religieuse tant qu'il partagera avec la société une méfiance à l'égard d'une réelle différenciation.

Dans quels cadres et processus un individu peut-il être à la fois citoyen d'une nation et membre d'un village/quartier, d'une confrérie ou d'une « armée » particulière ; être ceci et cela, passer d'un rôle à un autre sans trahir ? Dans quels cadres les individus peuvent-ils différencier leur indifférenciation (frères fondamentalement semblables, mais devenant fonctionnellement différents, supérieurs et subalternes) et indifférencier leur différenciation (redevenir semblables et égaux après avoir été fonctionnellement différents et inégaux) ? Dans des cadres où l'interconnaissance, la confiance et la reconnaissance rendent tous les mélanges possibles.

Le réel combat de Djabelkhir au-delà de son caractère polémique est scientifique et politique, autrement dit particulier et général. Il concerne la société religieuse d'un côté : quelle place accordée aux confréries ? et toute la société : peut-on faire confiance aux confréries ? Il consiste donc à faire de la place aux confréries, à des collectifs et leurs autorités, à côté d'un islam unitaire en introduisant un pluralisme dans les hiérarchies religieuses. Il exige une réconciliation entre Ulémas et confréries, une division apaisée du champ religieux. La société, dans ses différentes composantes, est-elle prête à faire de ces divisions religieuses un facteur de puissance et de cohésion sociale de sorte qu'elles puissent faire confiance aux confréries ? Je le crois personnellement, à condition que la confrérie apporte ce que n'apporte pas la religion unitaire : la formation de collectifs efficaces du point de vue des autres sociétés. On sait le rôle économique et social qu'elles peuvent jouer. Les solidarités et les leaderships qu'elles peuvent occasionner peuvent mobiliser et produire de nouvelles ressources à condition de viser à l'amélioration de l'état social général et non une simple différenciation de la clientèle politique.

tifique ne pourra pas se transformer en débat politique. Le consensus n'est pas synonyme d'unanimisme, mais reconnaissance du pluralisme. Les marchés sur lesquels chacun pourra faire ses « courses », ses « marchés », sont alors établis.

[4] Mais a-t-il des pairs ? Le champ académique n'ayant pas construit son autonomie par rapport aux autres champs, il ne dispose pas de sa liberté, la liberté académique. Car la liberté académique est la liberté que reconnaissent aux académiciens les autres autorités militaires, financières et religieuses. En fait, ce n'est pas la liberté académique qui est la préoccupation de l'initiative, ni la construction du champ autonome qui rend possible la fabrication de consensus scientifiques, mais l'appel à l'intervention « royale » reste la seule issue possible, la construction du champ autonome étant ni désirée ni autorisée.

[5] Qiao Liang et Wang Xiangsui. La guerre hors limites. Payot/Rivages. 2003. Unrestricted Warfare, Beijing: PLA Literature and Arts Publishing House, February 1999.

C'est un leurre de croire que l'achat d'un Asset est du strict ressort d'un PDG



Par Reghis Rabah*

Rappelons pour mémoire que le président de la République Abdelmadjid Tebboune lors du conseil des ministres du 12 juillet 2020, avait établi pour les secteurs qui constituent les piliers de l'économie nationale une feuille de route détaillée selon toute vraisemblance élaborée par ses propres services. Lorsqu'il est arrivé au secteur de l'énergie, il avait aussi instruit son ministre de revoir le mode de gouvernance de Sonatrach qu'il a qualifié « qui date d'une époque révolue. » (01) C'est toujours la répétition des mêmes méthodes qui engendrent les mêmes erreurs en Algérie. Tant qu'on ne tire pas des leçons du passé, les dysfonctionnements managériaux n'y finissent pas non plus. En effet, on a tendance à trop médiatiser l'arrestation d'Abdelmoumen Ould Kaddour comme on l'a fait lors de l'extradition de Rafik Khalifa de l'Angleterre suivi une très longue procédure mais le commun des mortels ou les victimes de l'affaire dite de « Khalifa » qu'ont-ils retenu pour les premiers et obtenu pour les seconds ? Est-ce l'émotion de la juge qui a conduit ce procès ? Ou les applaudissements de l'audience des hauts responsables acquittés pourtant preuves de soudoiment établies pour chacun d'eux ? On ne compte pas non plus, ministres, directeurs généraux d'institution de l'Etat, syndicalistes et bien d'autres qui reconnaissent de s'être trompés de « capitaine d'industrie. » Ce procès spectacle, la condamnation lourde des accusés ont-ils amélioré les méthodes de gouvernance en Algérie, ont-ils servi de rempart à d'autres dérives managériales ? L'après Bouteflika et probablement d'autres affaires en cours en disent autrement. La forte médiatisation d'Abdelmoumen Ould Kaddour pour rappel ancien Président Directeur Général (PDG) de la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach, il a été arrêté la matinée du 20 mars 2021 à Dubaï aux Emirats arabes unis, suite à l'ouverture d'une enquête sur l'affaire de l'achat de la raffinerie d'Augusta par le pôle pénal économiques qui a lancé contre lui un mandat d'arrêt international. Selon les dernières informations ici et là, libre sans aucune caution son extradition suit son cours procédural conformément à la convention relative à la coopération judiciaire, aux notifications, aux commissions rogatoires, à l'exécution des jugements et à l'extradition, ratifiée le 24 octobre 2007, par les deux Etats. Le concerné qui devrait passer par un juge qui examinerait le dossier d'extradition transmis par le ministère de la justice et garde des sceaux algérien avant le 20 avril semble selon des sources crédibles s'accrocher sur un refus des juges émiratis de l'extrader au motif d'une infraction connexe à une infraction politique s'appuyant sur son ancienne condamnation pour intelligence avec l'étranger et réhabilitation. En tout cas du côté du pouvoir, aucune information officielle n'a circulé ce qui laisse la voie aux spéculations diverses. Combien même cette extradition serait acquise sur la forme et le fond, cette affaire est

entraîné de prendre la même allure dans bien des aspects avec les affaires sus-citées. Pourquoi ?

D'ABORD DE SA NOMINATION EST ÉNIGMATIQUE

Il faut rappeler d'abord que la nomination de ce cadre algérien impliqué dans l'affaire communément dite de « BRC » devait susciter en mars 2017 une vive polémique aussi bien à l'étranger qu'en Algérie surtout qu'elle concerne la principale mamelle du pays : Sonatrach. Il n'y avait pas que sa désignation mais sa nationalité et ses diplômes aussi. (02) Des indiscretions de certains proches du président déchu ont laissé fuiter sciemment qu'Abdelaziz Bouteflika n'était pas au courant et si tel n'est pas le cas, il ne serait jamais d'accord pour au moins deux raisons. La première est que c'est Bouteflika lui-même qui a dissous BRC et n'a pas levé le petit doigt pour intervenir suite à la condamnation pour espionnage ou intelligence avec un étranger d'Abdelmoumen Ould Kaddour considérant qu'il gênait son clan. La deuxième est incontestablement d'ordre caractériel car l'ex-président Bouteflika est connu par sa sensibilité aux sirènes étrangères et le prédécesseur d'Ould Kaddour a fait un bilan très apprécié par un rapport de la banque mondiale suivi juste après par celui de l'Algérie et tous les organes statutaires de Sonatrach. « En dépit d'une forte baisse des prix du pétrole et de conditions météorologiques défavorables, l'Algérie a su maintenir une croissance économique respectable en 2015 ainsi qu'au cours du premier semestre de l'année 2016. En 2015, la croissance s'est élevée à 3,9 %, grâce à la première augmentation de la production d'hydrocarbures en une décennie, et à une croissance stable des secteurs hors hydrocarbures, bien que l'économie ait été frappée de plein fouet par la baisse des prix pétroliers. Au cours du premier semestre 2016, l'Algérie a connu une croissance relativement vigoureuse de 3,6 % (en glissement annuel), sous-tendue par une production d'hydrocarbures en voie de redressement qui a compensé une croissance plus atone des secteurs hors hydrocarbures. » (03) (04) (05). Vaniteux comme l'est Abdelaziz Bouteflika, il n'aurait pas intérêt à enlever un responsable qui l'honore à l'international ce qui a été confirmé plus tard. Il s'est avéré ensuite qu'en dépit de ses déboires, Chakib Khelil a été rappelé en renfort par Said Bouteflika pour préparer un cinquième mandat pour son frère et avait recommandé la nomination comme il avait fait pour d'autres avant lui d'Abdelmoumen Ould Kaddour et mettre ainsi en œuvre sa réhabilitation par l'institution militaire sur son affaire à « BRC » qui a fortement ébranlé le clan Bouteflika et notamment « les hommes du président »

SUR LE FOND DE CETTE AFFAIRE EN QUESTION D'AUGUSTA

Sur le plan procédural, il s'agit d'une acquisition à l'étranger et d'une création d'une société en dehors des frontières algériennes, donc combien même, le Conseil d'Administration de la Sonatrach dispose de cette habilitation à le faire, mais la pratique en Algérie exige l'aval de l'Assemblée

Générale présidée par le ministre de l'énergie en présence de plusieurs représentants de l'Etat comme le ministre des finances, la Banque d'Algérie, la Présidence de la République pour ne citer que ceux là. Le ministre de l'énergie de l'époque a confirmé cela lors de son passage à Boumerdes le 29 mai 2018 (06) « Et cette Sonatrach et son PDG, ils dépendent d'un Ministère et d'un Ministre de l'énergie, ils dépendent également d'un Gouvernement ? Le PDG n'a pas agi tout seul, et il ne s'est pas levé le matin, et nous a dit je vais acheter cette raffinerie d'Augusta ? » Et d'ajouter « en plus, ce dossier est passé par le conseil d'administration de Sonatrach qui l'a approuvé, par la suite, il est arrivé au Ministère de l'énergie, enfin, il a passé par le Gouvernement, qui a donné le feu vert pour que la raffinerie d'Augusta entre dans le patrimoine de Sonatrach ». (06) (07). Donc confirmé par le ministre en charge du secteur, ce dossier « Augusta », à l'instar des autres projets lancés par Ould Kaddour et l'équipe autour de lui en charge du dossier dont le premier concerné le Vice Président (VP) chargé du Business développement, celui de la commercialisation, du Raffinage et surtout le directeur exécutif chargé études économique au SPE/SH. Il est aisé de vérifier les signataires et les chargés du suivi des contrats conclus avec « Beicip Fralab », ainsi que « Société générale » pour les aider à la prise de décision. Ensuite, la décision comme le précise le ministre n'est pas l'œuvre du seul Ould Kaddour, devenu aujourd'hui une ambulance facile à abattre, elle est prise par tout un comité exécutif. Le tout est soumis au Conseil d'administration puis présenté pour approbation à l'assemblée générale. Il est tout de même étonnant que les bureaux et consultants étrangers responsables en partie du préjudice subi à l'Algérie ont non seulement été payés mais à ce jour aucune demande d'explication ne leur a été signifiée pour éclaircir cette inconstance de leur rapport d'expertise de la raffinerie d'Augusta ce que la justice ne pourra pas faire car il s'agit d'un contrat signé répondant à un cahier de charges précis. Plus grave, Beicip a continué de bénéficier de nombreux contrats de gré à gré malgré l'insistance et les instructions du président de la république de limiter à l'indispensable les contrats d'étude et de consulting avec des bureaux étrangers en 2020. Bien au contraire, le nom du consultant Beicip est même apparu dans la présentation du bilan du gouvernement Djerad sur le site du premier ministère, dans les réalisations de Sonatrach et ministère de l'énergie. (08)

OULD KADDOUR S'EST TOUJOURS REMIS AUX SPÉCIALISTES DE SONATRACH QUI L'ENTOURENT

Il se dit manager mais ne cache pas son ambition d'entraîner le groupe qu'il gérait dans la sphère « tout Business » tout en impliquant dans la gestion ces collègues de travail. Par exemple, il pose la problématique des engagements de Sonatrach envers ces clients en gaz mais laisse les spécialistes décider. Dans cette vidéo par exemple (09), il pose un vrai problème de l'hivers 2018 pour ses clients qui demandent plus de gaz mais vante le mérite des ingénieurs spécialistes de lui avoir suggérés de se lancer dans la récupération du gaz associé y compris celui nécessaire pour le maintien de la pression du gisement de Rourde Ennos qu'il généralise à tous les gisements créant un vrai massacre avec la complicité de ces spécialistes. Il se dit aussi non pétrolier mais s'entoure d'un personnel compétent mais vont-ils payer aujourd'hui avec lui ? La joint venture créée par Ait Products et Sonatrach nommée Hélios avait signé avec Sonatrach un contrat (10) dont l'objectif consiste en la conception et la construction de deux nouvelles unités de séparation de gaz de l'air dans deux régions en Algérie : Hassi Messaoud et Arzew pour produire de l'Azote, l'Oxygène et l'Argon, semble s'annoncer comme une autre arnaque en perspective révélée par le quotidien National El Watan dans sa livraison 23/03/2021 (11). Les spécialistes que le journaliste appelé « experts de Sonatrach » qui ont déclaré il y a de cela deux mois que les équipements importés pour le fonctionnement de ces deux unités étaient non conformes car « ce matériel serait importé de la Chine » sont non seulement membres des organes statutaires du groupe Sonatrach mais le sont aussi pour la plus part dans le conseil d'administration d'Hélios. Ces « experts » savaient que Nazim Ould Kaddour fils du PDG du groupe Sonatrach était employé à la même époque à Air Products pour la simple raison que son père ne le cachait pas. Ils

ont suivi la commande et la domiciliation bancaire, alors comment peuvent ils aujourd'hui se prononcer sur la non-conformité du matériel sous le seul prétexte de son origine chinoise ? Lorsque Ould Kaddour l'a présenté au conseil exécutif du groupe comme « création d'une nouvelle entité », tout le monde ont levé le doigt, aujourd'hui c'est facile de tirer sur une ambulance.

DÉSORMAIS, L'ACHAT DE LA RAFFINERIE D'AUGUSTA SUIVRA LE MÊME CHEMINEMENT

En dépit d'avoir préparé sournoisement son coup voire même le prémédité, Ould Kaddour a réussi à faire obéir toute une équipe de spécialistes selon toute vraisemblance « bouches ouvertes à tout appât ». D'abord, le choix d'un profil de lampiste parfait en son conseiller Ahmed Mezighi, aujourd'hui emprisonné pour le mettre devant la scène comme le principal négociateur de cet achat. Ce dernier a précisé lors d'une séance d'explication qu'il s'agit bien d'une offre parmi tant d'autres donc il existe bien une fiche technique avec toutes les spécificités du process de cette raffinerie. (12) Donc pour ses collègues, spécialistes du process de raffinage qui se cachent derrière l'ignorance du feedstock utilisé par cette installation, cela est irrecevable car ce n'est pas un secret mais apparaît en « grand » dans le bilan matière du process. Ahmed Mezighi, docteur en économie et diplômé de l'ISGP n'aurait pas avancé publiquement un taux de fiabilité de 98,1 % s'il n'avait entre les mains des rapports d'expertise de ces collègues spécialistes chargés du diagnostic. Sur le plan technique même si on aurait « revampé » dix fois cette installation vieille de près de 7 décennies, elle ne pourrait en aucun atteindre un tel degré de fiabilité. Pour la propriété de l'assiette foncière sur laquelle est construite cette raffinerie dans les années d'après la deuxième guerre mondiale et les travaux qui restent à réaliser par le nouvel acquéreur, la municipalité d'Augusta conduite par madame Cettina Di Pietro qui selon toute vraisemblance s'est dite complètement étonnée de la précipitation de l'équipe de Sonatrach pour l'acquisition de cette raffinerie avec un montant pareil. Le bourgmestre a confirmé avoir averti de cela les représentants de Sonatrach avec à leur tête Ould Kaddour personnellement. (13)

Conclusion

Il n'y a donc ni secret, ni mensonge, tout le système de gouvernance était au courant sinon impliqué, Ould Kaddour en est responsable mais pas le seul. Aux dernières nouvelles si l'on croit les discussions de la dernière assemblée générale de Sonatrach qui s'est tenue le 29 décembre 2020, cette raffinerie est devenue un vrai casse tête pour le management actuel de Sonatrach et propose même d'étudier une possibilité de déposer son bilan. Pourquoi ? Les dépenses ont atteint les 2 milliards de dollars et cela n'en finit pas. Plus grave, les deux terminaux ne font pas partie de cette acquisition.

* Consultant, Economiste Pétrolier

Note

- (01)-<https://www.energy.gov.dz/?article=communiquede-lareunion-du-conseil-des-ministres-du-12-juillet-2020>
(02)- <https://www.jeuneafrique.com/mag/459724/economie/algérie-non-abdelmoumen-ould-kaddour-le-pdg-de-sonatrach-nest-pas-francais/>
(03)-<http://documents.worldbank.org/curated/en/532931513093465513/pdf/122027-FRENCH-WP-PUBLIC-P158002-FALL-2016-Algeria-Eco-Monitoring-FRE-1-18-17-web.pdf>
(04)-https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/rapportba_2016/chap2_2016.pdf
(05)-<http://www.dknews-dz.com/article/78789-une-croissance-economique-de-4-enregistre-aug-4eme-trimestre-2016-ons.html>
(06)-<https://www.algerie-eco.com/2018/05/29/rachat-de-la-raffinerie-daugusta-par-sonatrach-les-arguments-du-ministre-de-lenergie/>
(07)-<https://www.lematin.dz/algérie/raffinerie-daugustales-propos-deroutants-du-ministre-de-lenergie>
(08) - http://www.premier-ministre.gov.dz/ressources/front/files/pdf/plans-d-actions/Annexe%201-Re%20CC%81alations%20sectorielles%20au%20titre%20du%20Plan%20de%20Relance-fr.pdf?_ga=2.132490894.1448604656.1613631258-835739520.1613631258
(09)<https://www.youtube.com/watch?v=TBeBcxqAE6c&feature=share&fbclid=IwAR3M-Q6iY4DlwNmur8HIQ941w-FmKZ2hDTwCrXO08zygA1vOsK0mgFHMUflc>
(10)-<https://www.gasworld.com/air-products-and-sonatrach-sign-agreements/2015888.article>
(11) - <https://www.elwatan.com/a-la-une/ould-kaddour-aucoeur-dun-autre-scandale-23-03-2021>
(12)-<https://www.elwatan.com/edition/economie/une-raffinerie-fiabile-a-981-24-05-2018>
(13)-<http://meridionews.it/.../augusta-esso-vende-ma-lascia-un-le.../> http://www.siracusane.ws.it/lamministratore-delegato-della-... <http://www.ilsole24ore.com/.../esso-vende-all-algeria-raffine...>

Bidonville et secteur informel : l'un ne va pas sans l'autre !

Si les taudis et bidonvilles représentent un taux important de la population et si leur extension se fait plus vite que celle du tissu urbain, il est plus difficile de préciser, cas par cas, le nombre de familles concernées par cet habitat précaire, d'autant plus que le phénomène est en partie clandestin et échappe à tout recensement.



Par Cherif Ali

Il naissent là où les bâtiments classiques ne sont pas implantables à cause de la pollution, des accidents de terrain ou des règles urbanistiques de zonage. Les habitations construites dans les bidonvilles sont une initiative des résidents sans aide technique ni financière.

Tandis que la langue française parle de taudis, bidonvilles et par anglicisme, de squatters, c'est-à-dire d'occupants illégaux, l'anglais utilise les mots de slums (taudis), shanty towns (ville déchets), squatters settlements et substandard settlements (établissements d'occupants illégaux et établissements ne répondant pas aux normes). L'allemand est plus laconique : armenviertel (les quartiers pauvres), et l'espagnol plus imagé : calampas, colonias poletarias du Mexique, barriadas institutionnalisées en pueblos jóvenes du Pérou, ranchitos du Venezuela, ciudales miserias d'Argentine, tugurios de Colombie, suburbios d'Equateur.

La pauvreté absolue connaît beaucoup d'autres appellations : gecekondur de Turquie, bustee de l'Inde, jhuggi du Pakistan, favela du Brésil, gorbiville de Tunisie, campamento du Chili, kampong d'Indonésie. Le sampanville de l'ancien Saïgon, que l'on trouve aussi à Hong Kong, désigne ces villages de jonques et d'embarcations qui servent d'habitations, de marché flottant (comme à Bangkok) grâce à un réseau complexe et ingénieux de passerelles. Dans les années 1950 au Mexique, on était habitué au paracaidismo, c'est-à-dire le « parachutage » par laquelle les migrants prennent possession du terrain la nuit. Au Moyen-Orient, le mot sharifa est parfois employé pour habitat précaire. Citons parmi les autres dénominations : établissements irréguliers, spontanés, non planifiés, clandestins, pirates et de transition.

Cette typologie* suffit à montrer la responsabilité des pouvoirs publics, qui doivent adapter une attitude plus active et offensive.

A ce jour, en quoi a consisté l'attitude des pouvoirs publics ? A recenser les occupants de cet habitat et selon les programmes disponibles, procéder à leur relogement, après moult contestations et autres émeutes.

Faudrait-il continuer dans cette voie, empruntant au tonneau des Danaïdes, et reloger systématiquement tout occupant de baraque ou d'habitat précaire au motif que cela participe de la politique sociale de notre pays ? En plus, et c'est un fait avéré, donner systématiquement une habitation en contrepartie d'un taudis éradiqué, constitue « un appel d'air » très bien assimilé par de nombreux concitoyens débrouillards et sans scrupules.

Après ce constat, l'Etat doit-il réviser sa politique de distribution de logements, n'existant nulle part ailleurs, et par conséquent n'intervenir que dans les cas de catastrophes naturelles pour recaser éventuellement des sinistrés ?

Doit-il mettre l'effort exclusivement sur les programmes d'habitat impliquant financièrement les bénéficiaires et les banques (programme AADL-CNEP-LSP-Logement promotionnel aidé) ? Ou revenir à l'autre solution, qui a consisté à solutionner le problème à coups de bulldozer et à raccompagner les « bidonvilles » vers leurs wilayas d'origine ?

Tout le monde connaît d'ailleurs les conséquences des actions dites « coup-de-poing » que certains réprouvent, estimant que les « bidonvillois » ont travaillé durement pour améliorer une cellule logement, en bonne partie ou même totalement autoconstruite. Ces habitants (et c'est ma proposition, à contre-courant de ce qui est proposé pour solutionner ce type de



problème), dotés d'une sécurité d'occupation, seraient peut-être motivés pour investir dans l'amélioration du logis, voire du bidonville qui, bien que sous intégré à la ville, en fait partie et sa vie est liée à la dynamique urbaine d'ensemble. Il représente un véritable sas de transition entre les modes de vie rural et urbain.

Dans cette perspective, si taudis et colonies de squatters sont des problèmes créés par l'explosion urbaine, le bidonville apparaît, lui, comme un début de solution. En effet, les habitants de bidonville, font appel aux compétences pour être conseillés et guidés. Mais au lieu d'une relation expert-client, ils reçoivent l'appui technique et surtout bénévole de sympathisants et de membres de leur famille ayant les compétences voulues et déjà installées in-situ, pour édifier leur cellule-logement.

Cela confirme d'ailleurs l'importance du secteur informel pour absorber cette main-d'œuvre non déclarée bien sûr. Une partie du secteur informel est établie directement dans les quartiers pauvres et les bidonvilles, qui en tirent leur subsistance. Il a été longtemps sous-estimé parce que nombre d'entreprises ne sont pas officiellement déclarées (les trois quarts n'ont qu'une existence de facto). Pourtant, c'est lui qui continue d'absorber le gros de la vague des demandeurs d'emploi. Il occupe une position charnière entre l'agriculture et le secteur moderne, comme les bidonvilles sont le trait d'union entre le village et les quartiers urbains.

LOIT donne du secteur informel la définition suivante : « Facilité d'accès ; utilisation de ressources locales ; propriété familiale des entreprises ; opérations à petite échelle ; technologie appropriée à forte intensité en main-d'œuvre, qualifications acquises en dehors du système éducatif officiel ; marché fluide, concurrentiel et non régulé. » Les paramètres inverses définissent le secteur moderne. Chez nous aujourd'hui, il me semble qu'un certain qui-proquo ait été introduit dans les esprits, dès lors que l'actualité nationale s'est cristallisée, paradoxalement, sur les marchés informels qui ne sont en fait que la partie visible de l'iceberg.

Notons néanmoins que la sémantique a évolué depuis quelques jours, puisqu'il n'est plus question d'« éradiquer », mais de « redéployer » les vendeurs de ces marchés informels tantôt estimés à 70613 selon le MICL, 75000 selon le ministère du Commerce ou

même 300000 selon l'Union générale des commerçants et artisans algériens.

Au-delà de ces estimations, il conviendrait à mon sens de garder à l'esprit que des milliers de jeunes Algériens dépourvus de diplômes et de formation ne vont pas manquer de saisir cette aubaine pour gonfler les chiffres des effectifs donnés supra et investir lesdits espaces qui seront mis en place, ajoutant ainsi à la confusion en l'absence de recensement fiable et définitif.

De plus, « l'appel d'air » qui serait ainsi créé ne manquera pas de débaucher dans les secteurs de l'agriculture et du bâtiment dont les déficits sont chroniques en matière de main-d'œuvre. L'idée de mettre en place des « espaces maîtrisables » est noble au demeurant, mais si l'on n'en balise pas les contours, ils risquent de se transformer en « espaces méprisables », loin donc de l'objectif visant la réhabilitation des vendeurs et la promotion de leur activité commerciale.

Qu'il me soit permis à cet effet d'avancer quelques solutions :

1-Redéployer les vendeurs après une rigoureuse sélection des hommes et une mise aux normes de leurs marchandises.

2- N'autoriser que les activités honorables, profitables, bancables et... imposables.

3- Ne pas sédentariser ces vendeurs de façon à récupérer l'espace (ponctuellement ou en cas de besoin). L'exemple qui illustre cette idée se trouve dans le fonctionnement du « marché parisien » qui est démantelé quotidiennement, selon une programmation, un horaire et un cahier des charges préétablis. Toutes les commodités sont fournies par la mairie, qui reste le gestionnaire principal et le garant du règlement intérieur (cette proposition, si elle venait à être retenue, dispenserait les collectivités locales de tout investissement, dès lors que les équipements (à normaliser) restent à la charge des vendeurs)

4-Les grandes villes étant en général des marchés d'intérêt national (M.I.N) peuvent constituer des centres de commerce importants et favoriser périodiquement des échanges spécialisés à travers des foires et des braderies, où seraient échangés des spécificités et des produits régionaux, ce qui aurait pour impact d'encourager le « tourisme domestique », et partant, créer de l'emploi, y compris dans la restauration et l'hôtellerie.

5- Les villes à faible potentiel industriel doivent

s'investir dans ces espaces intermédiaires en veillant à promouvoir leur production locale.

6- Réserver des emplacements aux bouquinistes, aux brocanteurs, en un mot, à tout ce qui emprunte aux échanges humains, dans le domaine culturel notamment.

7-Les 100 locaux par commune doivent impérativement garder l'objectif noble qui leur a été assigné, tant en termes de bénéficiaires que d'activités projetées.

Pour conclure sur ce sujet que j'ai déjà abordé de manière prémonitrice dès 2005 et qui a été publié dans une version réduite avant que l'actualité nationale ne le rattrape et m'interpelle pour le réactualiser, je propose au débat ces problématiques :

· Doit-on continuer à reloger indéfiniment les habitants de ce type de construction précaire, quelquefois au prix d'émeutes, sachant que cela se fait au détriment d'une large couche de la population vivant dans les centres urbains, voire ruraux, dans des habitations en dur certes, mais dans des conditions d'hygiène, d'exiguïté et de promiscuité déplorables (cohabitation de plusieurs générations recensées comme prioritaires, mais dont « le tour passe » à cause du « forcing payant ») de familles implantées, somme toute, en toute illégalité ?

· Est-il permis d'affirmer que raser les bidonvilles est inefficace ?

On est tenté de répondre par l'affirmative puisque, faute de stratégie d'ensemble, les taudis réapparaissent ailleurs dans le tissu urbain et c'est l'éternel recommencement.

· Mais ce sont peut-être des considérations économiques et humanistes qui invitent à surseoir parfois aux décisions de destruction de l'habitat précaire : un économiste indien ne déclarait-il pas à la conférence mondiale de Vancouver que Calcutta était l'une des dernières villes où l'on trouvait encore trace d'humanité ?

Quant au secteur informel (pourvoyeur du marché informel) qui absorbe la force de travail, « réduit officiellement la courbe statistique du chômage » et qui fournit biens et services à la portée des bourses de la population pauvre, peut-on raisonnablement en faire l'économie ?

Bibliographie :

La planète des bidonvilles Bernard
(éd. du Seuil)

Nous commencerons par l'imparable citation de René Maheu, l'ancien Directeur de l'UNESCO, qui va au vif du sujet : « Le développement c'est la science devenue culture », et qui sera en quelque sorte le fil directeur de cet essai.

La culture scientifique et sa mise en bouillon

Par Jamal Mimouni*

Il existe bien des définitions de la culture scientifique. Nous proposerons une définition opérationnelle qui nous permettra de délimiter le concept sans nécessairement toucher à toutes ses dimensions: « La culture scientifique est cette entreprise d'action culturelle visant toutes les composantes de la société, ayant pour ambition d'apporter le savoir scientifique (connaissance, mode de pensée, valeurs) à ce public, qui est tout à la fois, une source d'enrichissement intellectuel et moral, et une source de loisirs. » Notons que l'expression « culture scientifique » est quelque peu ambiguë voire contradictoire. La culture est en effet cette activité dans laquelle s'engagent des membres d'une société lors de leur temps libre, c'est donc une activité souvent menée de manière bénévole, liée à la sensibilité de cette société, faisant écho de ses préoccupations et ses intérêts, et traduisant de manière artistique l'ethos même de cette société.

D'un autre côté, le qualificatif scientifique pointe vers une pratique, impliquant l'utilisation d'outils spécialisés, de manipulation de bases de données issues d'expériences de laboratoire, et finalement de production d'un savoir pointu fruit d'une recherche rigoureuse. Comment concilier ces deux aspects aussi intractables voire antagonistes, l'un lié au monde des loisirs, l'autre à une praxis rigoureuse relevant de la sphère des activités professionnelles ? En fait comme nous le verrons elle implique une synergie et en même temps une négociation perpétuelle entre ces deux domaines. Certains questionnements sur sa faisabilité et ses limites sont légitimes, mais nous ne pourrions nous y attarder ici quoique nous y apporterons certains éléments de réponse.

Peut-on vraiment populariser¹ la science sans la trahir ? Peut-on vraiment transplanter certains éléments de la science dans la sphère culturelle ? La culture scientifique est-elle nécessaire à une société, ou dit autrement, une société peut-elle fonctionner et développer ses capacités scientifiques et technologiques sans elle ? Cette entreprise de création et diffusion de cette branche de la culture d'un genre nouveau demande l'implication de différents acteurs et relais.

D'abord les « providers » que sont les scientifiques et les centres de recherche. Puis les relais que sont les médias les centres culturels, clubs scientifiques etc. Enfin les destinataires ou « consommateurs » qu'est la société dans ses diverses composantes scolaires, jeunes, adultes, troisième âge.

LA CULTURE SCIENTIFIQUE, SES ENJEUX ET SA MISE EN CULTURE

L'Algérie, et les pays du Tiers Monde en général, sont confrontés à un défi civilisationnel majeur, celui de rattraper leur retard historique et rejoindre le Monde moderne qui se fait... sans eux. Le Monde qui se fait est aussi un Monde qui défait, et gare aux sociétés qui rateraient le coche de l'histoire en n'ayant pas su s'adapter au rythme actuel du progrès. Ce problème existentiel se pose de manière aigue surtout pour les pays constituant le Tiers Monde aujourd'hui, et dont, rappelons le, bien peu sinon aucun n'a pu sortir de son état de sous développement. La maîtrise de la science et la technologie est vital pour survivre en tant que nation. Il est aussi clair que toute la puissance économique, militaire, et de ce fait politique, dans le monde actuel réside. Les deux guerres du Golfe, celle du Kosovo, et d'Afghanistan sont suffisamment éloquentes sur ce point. Le problème Palestinien perdure dû à cet état d'ultra domination militaire d'Israël, problème qui s'est compliqué encore avec la vague de normalisations de régimes certes moralement dépravés, mais qui pratiquent la Realpolitik.

Il devrait être clair qu'une condition nécessaire de survie des différents Etats nations réside dans leur aptitude à développer une certaine capacité scientifique et technologique.

PEUT-ON TRANSPLANTER LA SCIENCE ?

Si un certain développement scientifique est vital pour une société, se pose la question de comment procéder pour y transplanter la science ? En fait, la science se plante plutôt que se transplante, contrairement à la technologie². C'est en effet un processus de longue haleine qui demande beaucoup de dédicace et dont le succès n'est pas garantie d'emblée. Il s'agira en particulier d'arriver à un seuil critique de développement scientifico-économico-industriel au delà duquel l'entreprise scientifique devient « self-sustainable ». Cette entreprise ne peut arriver à maturité, voire prospérer, que sur un terrain propice. Il est

clair sans que cela nécessite de longues élaborations, qu'une société portée sur l'irrationnel par exemple, aura beaucoup de peine à faire prendre pied à la science et la faire fructifier. Il y a donc bien des conditions qui favorisent l'émergence de la science, et avec elle, une communauté de scientifiques.

Un facteur qui rend le sol propice à un tel développement est certainement l'existence et le développement d'une vigoureuse culture scientifique. Cette culture scientifique, une fois qu'elle aura imprégné la société, saura créer de manière générale une attitude positive envers la science au sein de cette société. L'heureuse formule de René Maheu cité en ouverture prend ici toute sa signification et capture bien cette synergie entre la culture scientifique et le développement.

UNE SOCIÉTÉ NOURRIE D'IRRATIONNEL ET UN ETAT ARCHAÏSANT

Reconnaissons d'emblée que notre société n'a pas su jusqu'à présent développer d'attitude positive envers la science. Elle vit une crise de rationalité aigue qui se traduit par une attitude ambiguë envers la science. Elle accepte le monde moderne dans ce qu'il produit de biens de consommation de haute technologie, mais elle est totalement désintéressée par le pourquoi des choses, de même que toute avancée théorique majeure dans la compréhension du monde, en biologie, en physique ou autre science, la laisse complètement indifférente. Elle se laisse certes conter sur les aventures et les francs succès de la science telle que l'aventure spatiale, la lutte contre les grandes maladies infectieuses, les merveilles de l'utilisation du laser en médecine, dans l'industrie...mais elle n'accepte pas le verdict de la science sur des questions les plus anodines si cela touche à certaines pratiques sociales ou religieuses. Je commencerais pour illustrer cette a-scientificité chronique de notre société et des diverses institutions de l'Etat, par ce sempiternel problème de l'observation du croissant lunaire pour l'annonce du début et de la fin du mois de Ramadhan. Nous acceptons quasiment chaque année de commencer et de conclure notre jeûne sur la base de son observation visuelle. Pourtant dans la majorité des cas, année après année, cette observation d'un croissant « impossible » est prise comme base de notre jeûne. Personne n'a le courage de questionner ces « attentats » répétés à des vérités cosmiques, pas même les diverses instances scientifiques (Centres de recherche, conseils scientifiques Universités...), aucune institution de l'Etat (Ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, de l'Education Nationale, de la Culture, de l'Intérieur). Ils acceptent en toute pusillanimité de faire jeûner chaque année ou presque, des millions de nos concitoyens sur la base d'une impossibilité scientifique³. Il ne s'agit pas de science avancée ; n'importe quel logiciel d'éphémérides à la disposition des amateurs en astronomie est à même d'arriver à ces conclusions. Ne sommes-nous pas en droit de parler d'un certain archaïsme de l'Etat⁴ ? Prenons comme deuxième exemple l'Advanced Device Detector ou ADE, en fait l'attrape nigaud absolu. Il s'agit d'un prétendu détecteur d'explosifs tenu à la main qui fut commercialisé de par le Monde y compris notre pays et coûtant jusqu'à 60.000 dollars l'unité. Il est conçu pour « détecter la moindre trace d'explosifs, de drogues, d'ivoire de contrebande, de truffes, de cadavres et même les billets de banque », et fonctionnerait jusqu'à une distance de 700 mètres. Il s'avéra que le détecteur miracle n'était qu'un simple assemblage hétéroclite de pièces sans relation entre elles et sans aucune capacité de détection de quoique ce soit, et leurs inventeurs faussaires furent condamnés à de lourdes peines de prison incompressibles pour arnaque et mise en péril de la crédibilité de l'industrie britannique. Ce type d'appareil décrit par les juges d'« immoral », joue sur la psychologie de l'utilisateur avec le pivotement de l'antenne, qui techniquement parlant n'en est pas une vu qu'elle n'est liée à aucun émetteur, est du au mouvement inconscient de la poignée de l'opérateur. Il se trouve que c'est la même sorte d'appareil tenue au poing du bout des bras par nos policiers, gendarmes et douaniers à ces centaines de barrages mobiles et fixes à travers le territoire national jusqu'à ce jour!

En fait, cette arnaque illustre parfaitement nos propos quant à l'analphabétisme scientifique de notre pays et l'indifférence totale de nos institutions pour tout ce qui touche la science. Non seulement personne ne semble « lire » la presse mondiale qui décrit cette « arnaque du siècle », mais personne n'utilise sa jugeote. J'avais analysé en son temps dans les colonnes de ce journal avec force détails à partir de simples considérations de physique de base pourquoi les exploits d'un tel appareil étaient impossibles, et que sa seule source de fonctionnement comme il fut dit était la naïveté et l'ignorance de ses acheteurs. Enfin dernier exemple, ce qui passa à Constantine le Printemps dernier, juste avant l'état d'urgence sanitaire.

Suite en page 11

*Département de Physique, Université Mentouri, Constantine1

LA CHRONIQUE DU BLEDA

Paris : Akram Belkaïd



Le désastre afghan

Tout ça pour ça... A l'automne 2001, quelques semaines à peine après les attentats du 11 septembre à New York et Washington, les États-Unis déclenchèrent une guerre contre l'Afghanistan avec pour objectif de faire tomber le régime des Talibans accusé de complicité avec Oussama Ben Laden et Al-Qaïda. Le but fut rapidement atteint et, à en croire la propagande américaine, l'Afghanistan est alors entré dans « l'ère du changement »... Vingt ans plus tard, le président Joseph Biden vient de confirmer le retrait définitif des troupes étasuniennes en septembre prochain. Tout un symbole... Rappelons que ce retrait fait suite à l'accord de paix signé entre l'administration Trump et les Talibans en février 2020. A l'origine, le désengagement complet devait avoir lieu ce premier mai or le nouveau locataire de la Maison-Blanche a voulu se donner le temps de la réflexion. Soumis à la pression des va-t-en-guerre et autres néoconservateurs qui exigent un maintien du corps expéditionnaire, il a fini par entériner le départ des quelques milliers de soldats américains qui restent encore sur le sol afghan.

Sans verser dans le fatalisme, la suite est connue. Les Talibans qui contrôlent déjà les deux tiers du pays prendront le pouvoir à Kaboul et l'actuel gouvernement n'est plus qu'en sursis. Certes, Washington tient absolument à ce que des négociations de paix se tiennent entre factions afghanes mais cela n'est qu'une manière d'habiller la débâcle. Car, l'Afghanistan est un échec absolu pour les États-Unis. En vingt ans, ils ont perdu près de 2 500 hommes et dépensé sans compter (1000 milliards de dollars) pour tenir à bout de bras un pouvoir à la fois chancelant et corrompu. L'Afghanistan est aujourd'hui un pays ruiné où 70% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Les armes y circulent en masse, la corruption règne sans partage tandis que la violence et les affrontements armés tuent 10 000 civils par an. Le bilan est effroyable : 300 000 à 400 000 morts depuis 2001 sans compter les pertes militaires subies par l'armée afghane (15 000 soldats tués en moyenne chaque année) et les Talibans. Comme celle de l'ex-Union soviétique en 1979, l'intervention militaire américaine de 2001 n'a débouché sur aucun changement structurel.

Certes, une petite classe moyenne est apparue dans les centres urbains, là où les programmes de modernisation de l'éducation, sous la pression américaine et d'autres pays occidentaux, ont donné quelques résultats. Mais que restera-t-il de tout ça quand les Talibans reviendront dans des villes où ils se meuvent déjà comme des poissons dans l'eau ? En se retirant d'Afghanistan, la France a abandonné derrière elle nombre d'Afghans l'ayant servi (interprètes, employés, etc...) (1). Aujourd'hui, une bonne partie des quelques vingt mille Afghans salariés par l'administration américaine sont dans l'attente d'un visa d'entrée aux États-Unis. Ils savent le sort qui les attend quand les Talibans pren-

dront Kaboul. Car ces derniers n'ont pas changé. Leur doctrine, une interprétation rigide de l'islam, demeure la même que lorsqu'ils dynamitèrent les trois statues géantes de Bouddha à Bâmiyân en mars 2001.

Vingt ans de malheurs pour rien. Vingt ans qui ont empêché l'inévitable évolution qui touche toutes les théocraties musulmanes. Bien sûr, ces évolutions sont lentes, trop lentes mais elles existent, y compris en Iran. La présence américaine a offert aux Talibans une légitimité dans le temps long. Ils ont résisté et obtenu le départ de l'ennemi. Le compteur est remis à zéro et il faudra peut-être attendre une génération ou deux avant que ce régime n'esquisse quelques réformes. Pendant ce temps, l'Occident se redonnera le beau rôle après avoir semé la pagaille. Il pourra ainsi faire semblant de s'intéresser au sort des femmes afghanes... Ses médias, eux, trouveront matière inépuisée dans les inévitables outrances que les Talibans ne manqueront pas de se rendre responsables.

Souvenons-nous de 2001 après l'invasion de l'Afghanistan et avant celle de 2003 en Irak. La mode était alors au « regime change ». Le changement de régime par la force. Ce thème devint même un objet d'études académiques avec ses théoriciens et ses experts plus ou moins qualifiés. Deux décennies plus tard, l'Irak est un pays sous influence tandis que l'Afghanistan risque de connaître sa énième guerre civile à forte intensité. Mais les thuriféraires du « regime change » n'en ont cure et regardent avec insistance du côté de l'Iran.

En Afghanistan, comme le souligne le politiste Jean-Pierre Filiu dans sa dernière chronique, les États-Unis n'ont finalement réussi à rien d'autre qu'à « consolider un narco-Etat » devenu l'un des principaux producteurs d'opium nécessaire à la fabrication d'héroïne (2). On en est aujourd'hui à près de 10 000 tonnes produites avec des réseaux liés à toutes les mafias du monde. Ah qu'il paraît loin le temps où des attachées de presse mandatées par des agences anglo-saxonnes au service de l'administration militaire américaine nous vendaient, présent chroniqueur compris, la belle histoire que voici : la grenade, le fruit pas l'explosif, était appelée à remplacer le pavot grâce aux efforts de la coalition pour convaincre les paysans d'en substituer la culture. Vendue à prix d'or sur les marchés du Golfe, la grenade sonnerait la fin du trafic d'opium et d'héroïne. On en rirait si tout cela n'était pas tragique. Le constant est une nouvelle fois le même : L'Amérique menace, envahit, détruit, disloque et s'en allant une main devant et l'autre derrière, abandonne le chaos derrière elle.

(1) « Traducteurs afghans. Une trahison française », Brice Andlauer, Quentin Müller et Pierre Thyss. La Boîte à bulles, Saint-Avertin, 2020, 118 pages, 17 euros.

(2) Comment les Etats-Unis ont consolidé un narco-Etat en Afghanistan, Un si proche Orient, 25 avril 2021. (lemonde.fr)

La culture scientifique et sa mise en bouillon

Suite de la page 10

Les vacances de Printemps sont en effet propices pour notre association locale d'astronomie pour mettre en place une série d'activités scientifiques de divertissement destinés aux écoliers et élèves, faite d'expositions, d'ateliers d'activités manuelles et séances de planétarium, dans la plus pure tradition de la vulgarisation scientifique. Or les espaces publics avaient déjà été attribués en exclusivité à certaines associations «culturelles», dont le Palais de la Culture Al-Khalifa au groupe Aissaoua local. Nous ne demandions que – un peu de science et un peu de folklore disons (pour être gentil !), mais pas 100% danse (pardon, «haoul») et musique soufie pour nos chers écoliers en mal de divertissements printaniers.

La Direction de la Culture avait décidé de ne faire partager ce créneau des vacances scolaires avec aucune autre activité à ses centres dédiés «culture». Pourtant, personne ne nie aux groupes, comme les Aissaoua, leur droit de cité. Libre à eux de se prêter aux pratiques d'un autre âge avec la complicité de certains relais locaux, au nom de la «culture», même si cette culture avec ses relents de charlatanisme, de jonglerie et d'exploitation des sentiments populaires sur fond de superstitions ne fait pas nécessairement honneur à la ville de Ben Badis. Mais qu'ils accaparent à eux seuls le temps d'un printemps scolaire tout l'espace dédié à la culture est une injustice et une faute certaine de jugement des autorités locales ainsi qu'un signe certain de décadence.

Ajoutons à tout cela les pratiques superstitieuses rampantes dans notre société, et qui touchent aussi bien le commun des citoyens que ceux ayant une formation universitaire. Ainsi interpréterons-ils par exemple de simples cas de coïncidences comme ayant un pouvoir prédictif, comme ils accepteront que certaines personnes aient des pouvoirs de clairvoyance, et ceci malgré que ces pratiques et croyances font fi des lois de la physique, de même qu'elles vont à l'encontre des injonctions de l'Islam.

En conclusion ce constat amer: La science en tant que pratique et en tant que mode de pensée, n'a pas imprégné la société ni même les institutions de l'Etat, et est restée largement étrangère à notre société.

SON CONCURRENT PRINCIPAL : LA CULTURE DU « FAKE NEWS »

La culture populaire est une force de résistance à l'entreprise d'amener certains modes et pensées et comportements au diapason avec notre époque. Elle charrie avec elle superstitions, affabulations et certaines pratiques irrationnelles. Elle comporte aussi il faut l'admettre, nombre de valeurs positives et authentiques qui nous façonnent et font de nous ce que nous sommes en tant qu'Algériens, mais nous ne nous étalons pas là-dessus ici.

Il y a cependant un autre concurrent bien plus sérieux et coriace qui est ce que nous nommeront globalement et sans rigueur, la culture des Fake News, ou Fake News tout simplement, car ils utilisent en effet la technologie de manière fondamentale et exploitent certaines émotions et blocages psychiques du public pour mieux faire passer de faux récits et ainsi manipuler les foules. Sans Internet et en particulier sans les médias sociaux qui permettent à ce qu'ils distillent de devenir viral, les Fake News n'existeraient pas. Cela serait simplement des fausses nouvelles colportées par les médias traditionnels laborieusement induits en erreur, et qui se propageraient comme le fait un courrier postal en comparaison avec un email. L'ancêtre en la matière pourrait bien être le bulletin radio diffusée en 1938 par Orson Welles d'une invasion martienne de la Terre ; les petits hommes verts auraient débarqués dans le New Jersey, ce qui provoqua un véritable état de panique. Le récit lui-même était une adaptation du roman «La Guerre des Mondes» écrit en 1898 par H.G. Wells. La littérature sur les Martiens était abondante à l'époque et l'existence d'autres civilisations non humaines peuplant les autres planètes était dans l'air du temps», ce qui prédisposait le public à accorder



une crédibilité à la fausse nouvelle. De plus, qu'un média tenu pour respectable puisse recourir à la diffusion d'un tel « Fake News » ne venait pas facilement à l'esprit.

Il existe bien sûr d'autres catégories de fausses nouvelles telles que les mensonges d'Etat, le journalisme jaune etc. L'innovation dans ce domaine est même encore possible comme nous l'avons vu avec Donald Trump qui, quoique crédité d'un taux moyen de mensonges de 7,5 par jour, à su garder chez ses dizaines de millions de supporters une crédibilité à toute épreuve. Sa machine à mensonges écrasait à travers l'usage de twitter et facebook toute réfutation et analyse critique. K.Conway sa conseillère à la communication élaborait le concept de « faits alternatifs ». Puis plus récemment Christophe Castaner, l'ancien ministre français de l'intérieur, qui, confronté vidéos à l'appui à ses mensonges sur le niveau de violences policières lors de répression de manifestants, introduisit le concept de « faits évolutifs ». Ceci fut suivi par les tentatives de Darmanin, l'actuel ministre de l'intérieur, de légiférer sur l'interdiction de filmer les policiers en action. Il s'agit là de « stabiliser » les faits au niveau du récit officiel. Notons que le facteur temps et le manque de références vérifiables immédiatement est crucial dans la propagation exponentielle des Fake News ; il ne faut pas donner à l'expertise le temps de les contrer preuves à l'appui. Et quant bien même la réplique vient, il est trop tard, les médias sociaux ont fait le reste.

Exploitant la crédulité du public, son « gut feeling » souvent déplacé, sa misogynie, son intolérance souvent à relents racistes, parfois aussi sa religiosité, est au cœur de leur foudroyante efficacité : il faut en effet pour leur succès qu'ils surfent sur des attentes profondes mais aussi bien entendu un manque criard d'esprit critique de ce public. Ceci est justement ce à quoi doit s'adresser en urgence la culture scientifique.

LE CARACTÈRE VITAL DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE POUR L'ALGÉRIE

Une condition nécessaire pour que notre pays, en fait tout pays, puisse arriver à un développement durable et accède à la modernité est que la culture scientifique imprègne les différentes couches de la société.

Un déficit de culture scientifique nourrit par une crédulité du public, a comme corollaire une incapacité chronique à évaluer rationnellement faits et situations, est incompatible avec notre époque et les défis qui nous font face.

Le développement à tous les niveaux de cette culture scientifique est à même de contribuer à

faciliter une transition vers une société mature, au diapason avec son siècle. Ses deux mamelles sont d'abord l'éducation du public à travers une action multi dimensionnelle au niveau de centres dédiés à la culture scientifique... qui n'existent pas vraiment chez nous. Puis en parallèle, il s'agira de développer la pensée critique à différents niveaux et en particulier au niveau des programmes scolaires trop largement basés sur le par-coeurisme et l'accumulation d'informations souvent obsolètes ou inefficaces comme le décrivait le penseur Malek Bennabi dans son diagnostic des maux du Monde musulman. Il s'agira aussi d'en injecter une sérieuse dose dans nos différents médias dont quasiment aucun n'a de page dédiée à la science.

Il est aussi à peine croyable qu'aujourd'hui, malgré nos millions d'élèves scolarisés et nos centaines de milliers de diplômés de nos universités dans les diverses filières de science et technologie, il n'y a pas une seule revue de vulgarisation ses sciences. Pire que cela, alors que notre pays importait il y a quelques décennies des revues scientifiques grand public telles que Science et Vie, Pour la Science, Ciel et Espace et autres, cette source s'est tarie depuis. Pour compléter ce sombre tableau, l'Algérie n'a pas su durant les « fastes » décennies où l'argent était facilement disponible, ériger un seul centre science majeur tel que l'a fait la Tunisie avec la Cité des Sciences de Tunis et un autre fort respectable... à Tataouine en plein désert, ou l'Egypte avec son imposante Bibliothèque d'Alexandrie et ses différentes branches. Nous vivons de fait dans un désert

de culture scientifique, et peut-être le plus triste est que personne ne semble s'en plaindre outre mesure. L'entreprise de faire aimer la science et ses valeurs au public est un titanesque chantier, et le plus tôt que l'on s'y attèlera sérieusement à la tâche, le mieux il en sera pour notre pays!

Jamal Mimouni

Notes

1- Nous préférons l'expression anglo-saxonne de popularisation des sciences à celle de vulgarisation des sciences.

Vulgariser à vu son champ sémantique glisser et a acquis de nos jours la connotation de rendre vulgaire... ce qui travestit littéralement le sens et la noblesse de l'entreprise.

2- Notons que même la technologie ne se transplante pas, Sa possession par une nation implique un processus laborieux qui demande l'existence préalable d'un tissu industriel lui-même dépendant d'un certain niveau de développement scientifique.

3- Cette année est un peu spéciale. Le ciel étant couvert sur tout le territoire national la nuit du 29 du Chaabane (12 avril 2021), aussi le Comité National des Croissants n'a pu recourir à une quelconque observation douteuse de certaines wilayas du Sud, mais a, toute honte bue, changé sa règle habituelle de Fiqh (Adoptant la règle d'« un seul Horizon » ou « Tawhid al-Matali » au lieu de se baser sur l'observation locale comme d'habitude), et ainsi rejoindre un pseudo consensus arabe qui pourtant était basé sur la complétion du Chaabane la veille chez eux (11 avril). Mais eux n'avaient donc pas le choix. Nous, nous avons fait le choix de faire mentir la plus précise des sciences : l'astronomie. De plus, aucun croissant lunaire n'a été vu (Et ne pouvait être vu) cette nuit du 12 avril à travers tout le Monde Musulman.

4- Ajoutons à cela qu'il n'y a pas de tradition d'utiliser l'expertise scientifique pour des problèmes spécifiquement scientifiques, comme on mènerait des expertises financières ou techniques. Dans le meilleur des cas, on ferait appel à des experts étrangers, les « vrais »...

Publicité

40ème JOUR

Le 22 Mars 2021, nous quitta à jamais

Mme BENCHOUK Farida Nacera

épouse MERAD

que Dieu ait son âme.

Très chère et regrettée épouse, mère, belle-mère et grand-mère, tu as laissé un grand vide que rien ne pourra et ne saura

combler et désormais ta place est à jamais dans nos cœurs et nos mémoires.

Les amis et proches qui t'ont aimée et respectée garderont de toi l'image d'une femme humble, simple, sincère et discrète et ne manqueront pas d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire. Repose en paix et puisse Dieu t'accueillir en Son Vaste Paradis.

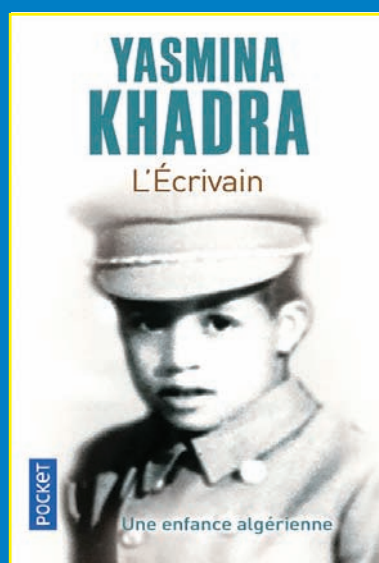
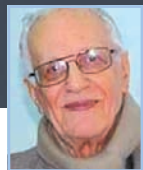


LES CONFESSIONS DE Y. K.



médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



LE BAISER ET LA MORSURE.
Récit de Yasmina Khadra
(entretien avec Catherine Lalanne).
Casbah Editions, Alger, 2021,
204 pages, 850 dinars

On ne connaît (très) bien un écrivain (romancier, essayiste, poète...) et son œuvre qu'après avoir (très) bien connu son parcours, et tout particulièrement tout ce qui lui a permis de grandir, de se développer puis de «créer». Ou tout ce qui a contrecarré son évolution. La période de l'enfance et celle de la prime jeunesse sont, peut-être, les plus riches en informations. Donc, on ne peut saisir le style et le carac-

tere de Yasmina Khadra qu'en connaissant ce que fut l'enfant puis le jeune Moulessehoul Mohammed, ses amours et ses rêves et, enfin, l'officier de l'Anp pratiquant, presque en secret, l'écriture.

Premier choc (ou traumatisme ?) : adoré de son père (un officier de l'Anp) et l'adorant, ayant une enfance presque heureuse à Oran, au sein d'une famille heureuse bien que pas très unie, il est «jeté» dans une des premières écoles des Cadets de la révolution, celle de Tlemcen.

Une école où les gamins (fils de chouchada, fils de militaires ou de très proches de militaires) sont, au nom de la Révolution, élevés «à la dure» au rythme d'une véritable caserne, au départ avec des moyens comptés («Une vie insipide, plus proche de l'élevage que de l'éducation; l'apprentissage par excellence du renoncement»).

Deuxième (s) choc(s) (ou traumatisme(s) ?) : la lutte antiterroriste durant les années 90, avec ses menaces et ses horreurs, d'une part, et, d'autre part, la certaine incompréhension de sa hiérarchie à l'endroit de ses penchants littéraires.

Troisième choc (ou traumatisme ?) : malgré tous ses succès, à l'étranger et en Algérie, ses ouvrages connaissant presque toujours un succès certain, il se sent mal-aimé dans son propre pays. Par les autres intellectuels et par la presse... arabophone. On m'a «banni», affirme-t-il. «J'ai cinq millions de lecteurs en France, quinze millions dans le monde, dans 57 pays. Les lecteurs arabes, à partir de la Libye et jusqu'au Bahreïn, ne me connaissent pas», tranche Yasmina Khadra (Emission «Sky news arabia», 30 janvier 2021. Voir texte complet in

www.24hdz.com, 31 janvier). Heureusement pas par le public ! Fort heureusement, la médication est là, Amal, son épouse, l'ange gardien toujours aimante et présente à ses côtés pour le meilleur et dans les moments difficiles. Ne pas rater l'entretien de Amal avec Catherine Lalanne (p 179 à 200) ! A lire en couple si possible.

L'Auteur : Né en janvier 1955 à Kenadsa, élève de l'Ecole des cadets de la Révolution, ancien officier de l'Armée nationale populaire, Yasmina Khadra, de son vrai nom Moulessehoul Mohammed, est, aujourd'hui, un écrivain très connu. Lu dans des dizaines de pays, il est traduit en plusieurs langues. Il a à son actif plus d'une trentaine d'œuvres dont deux sont autobiographiques («L'Écrivain» en 2001, «L'imposture des mots» en 2002). La plupart sont des romans dont certains ont été adaptés au cinéma comme «Morituri», «L'Attentat», «Ce que le jour doit à la nuit» et «Les hirondelles de Kaboul» et au théâtre et même en bandes dessinées, ceci sans parler des ouvrages (dont des romans policiers) publiés sous pseudonyme au milieu des années 80 et au tout début des années 90, inventant même un personnage fameux, celui du Commissaire Llob («Le Dingue au bistouri» et «La foire aux Enfoirés»). A noter qu'il a cosigné, aussi, des scénarii de films, qu'il a été un certain temps directeur du Centre culturel algérien à Paris et qu'il a même tenté une courte «aventure» politique lors des dernières présidentielles !

Table des matières : Entretien avec El Bahdja/Récits (Six chapitres)/Amal, l'ange gardien/Postface/Album photo (Dix-huit pages)

Extraits : «Je n'ai jamais été dans l'insubordination caractérisée, mais dans le refus de l'arbitraire. L'armée est, par excellence, le lieu de la domestication de l'arbitraire» (p 66), «Être soldat et écrivain n'est pas antinomique. Bien au contraire, dans l'armée, on est en contact permanent avec le genre humain. Un écrivain qui n'a pas fait l'armée a raté une partie de son génie» (p 95), «Si le monde s'était mobilisé tout de suite pour soutenir l'Algérie livrée à ses rejets sanguinaires, il aurait déjoué les projets du terrorisme international et étouffé dans l'œuf cette effroyable pandémie. Mais on a laissé faire l'horreur, et l'horreur est partout aujourd'hui...» (p141)

Avis Comme à son habitude, Yasmina Khadra ne mâche pas ses mots... avec franchise et sincérité. Un récit (des confessions !) absolument passionnant, allant bien plus loin, faisant bien plus fort que dans «L'Écrivain». Il en avait besoin, on le comprend. On aime, on apprécie mais, vivement le prochain roman.

Citations : «Il y a les races, et il y a les espèces. Les races imposent leurs valeurs, les espèces contestent les leurs» (p14), «La corruption n'a pas épargné le système éducatif. Tout le monde va à l'école, mais personne n'y apprend grand-chose» (p 93), «La religion doit être observée dans la conviction personnelle. C'est lorsqu'elle s'étend à la masse qu'elle échappe à tout contrôle et se transforme en idéologie» (p130), «Les villes, ces jungles bétonnées» (p 152), «Lorsque nous ouvrons un livre, nous partons quelque part nous reconstruire» (p 161), «Chez nous, en Algérie, un génie ne brille pas, il brûle» (p167)



L'Écrivain. Une enfance algérienne.
Roman (- Mémoires) de Yasmina Khadra. Editions Julliard (Pocket), Paris 2001, 2010 et 2016, 286 pages, 550 dinars. (Pour rappel. Déjà publiée. Extraits)

On ne connaît (très) bien un écrivain (romancier, essayiste, poète...) et son œuvre qu'après avoir (très) bien connu son parcours, et tout particulièrement tout ce

qui lui a permis de grandir, de se développer puis de «créer». Ou tout ce qui a contrecarré son évolution. La période de l'enfance et celle de la prime jeunesse sont, peut-être, les plus riches... en informations. Donc, on ne peut saisir le style et le caractère de Yasmina Khadra qu'en connaissant ce que fut l'enfant et le jeune Moulessehoul Mohammed.

Adoré de son père (un officier de l'Anp) et l'adorant, ayant une enfance presque heureuse à Oran, au sein d'une famille heureuse bien que pas très unie (le père est un coureur de jupons), il est «jeté» dans une des premières écoles des Cadets de la révolution, celle de Tlemcen (avec pour commandant de l'école le capitaine Abbas Ghezaïel). Une école où les gamins (fils de chouchada, fils de militaires ou de très proches de militaires) sont, au nom de la Révolution, élevés «à la dure» au rythme d'une véritable caserne, au départ avec des moyens comptés («Une vie insipide, plus proche de l'élevage que de l'éducation; l'apprentissage par excellence du renoncement»). Les rapports avec le père se distendent, d'autant qu'il ne cache plus ses (re-) mariages.

Après Tlemcen, et après la réussite à l'examen de sixième, c'est le départ pour l'école de Koléa («Matricule 129») ...qui prépare au bac et à la carrière d'officier. Ce qui restait de bons rapports avec le

père s'envole (tout en préservant le minimum de respect dû au géniteur et à la hiérarchie) avec un autre (re-) mariage et le divorce avec la mère et pis encore l'expulsion (par le père) de la villa alors occupée par la famille. Une vie difficile s'annonce pour la famille abandonnée.

Heureusement, il y a les copains des écoles (il y a, d'ailleurs, aujourd'hui encore chez les anciens, un véritable esprit «cadets de la Révolution», à l'image des Enarques à un autre niveau). Heureusement, il y des enseignants (Algériens et/ou étrangers) compréhensifs et formateurs, sachant découvrir les intelligences et éveiller les esprits à autre chose que la discipline militaire. Grâce à eux (amis, comme Ghalmi, et enseignants, comme Mme Jarosz), et à la lecture des classiques de la littérature universelle et nationale (ce qui était disponible !) le sens littéraire du jeune Mohammed, «l'émotif, l'écorché vif, immédiatement interpellé par les sujets tristes» va exploser («premier texte en prose récompensé en 1966»), ce qui ne plaît pas tant à certains «supérieurs» trouvant toujours «anguille sous roche» chez celui qui pense, allant parfois jusqu'à réprimer sévèrement et injustement.

Heureusement, il a rencontré (quel hasard ?) à la caserne, Slimane Benaïssa qui montait une pièce avec et pour les militaires et devinez, Houari Boumediene (quel

hasard ?), en visite anonyme à Koléa. Il l'avait encouragé à continuer à écrire («Un poète parmi nous, n'est-ce pas merveilleux ?») Et, il a croisé Saïd Makhloufi (du Fis-dissous). Après la réussite au bac, mais c'est, ici, une toute autre histoire.

L'Auteur : Voir plus haut
Extrait : «Aucune force ne peut retenir un enfant qui court retrouver sa famille. Surtout lorsqu'il sait que les retrouvailles ne durent que l'espace d'une accolade» (p 45)

Avis Présenté à titre exceptionnel. Avant de lire Yasmina Khadra, lisez cet ouvrage pour mieux comprendre sa «mégalo-manie», son caractère difficile (il assume) mais aussi son humanité et son humanisme et ses «déchirements» internes, tous expliqués. Vous allez, aussi, enrichir votre français et pour les apprentis écrivains, trouver, peut-être, la formule.

Citations : «Croire en quelque chose, c'est d'abord et surtout ne jamais renoncer» (p 128), «Si la cupidité durcit le cœur, la famine le fossilise» (p 216), «Dans l'institution militaire, ce qui n'est pas à l'ordre du jour est désordre, donc à réprimer impérieusement» (p 234), «L'armée, chez nous ou ailleurs, est le cimetière des arts et des lettres. On ne peut pas écrire avec l'épée de Damoclès suspendue sur la nuque» (p 272).

Repas d'iftar dans les restaurants universitaires : sans goût ni saveur

Les étudiants qui poursuivent leurs études loin de leur ville natale, loin de leurs familles, et qui sont dans l'obligation de rester dans les foyers universitaires, ne se réjouissent pas du tout de prendre leurs repas dans les restaurants universitaires !



La Presse
DE TUNISIE

En effet, les plateaux qu'on leur propose, chaque année, lors de la rupture du jeûne, ne sont pas du tout consistants et les laissent sur leur faim. Nous avons vu d'ailleurs, depuis quelques jours, circuler sur les réseaux sociaux la photo de plateaux servis aux étudiants dans l'un des restaurants universitaires à «Matteur». Ils ont été désagréablement surpris de se voir servir une soupe aux haricots et sans viande, une portion de fromage et deux pots de yaourt ! Chose qui a vraiment suscité le mécontentement de la plupart des étudiants, obligés de passer chaque année Ramadan seuls dans les foyers universitaires, loin de leurs familles.

PLATEAUX INSIPIDES

Etudiante et résidente au foyer universitaire de Borj Cédria, Meriam estime que le repas qu'on leur sert au restaurant universitaire, lors de la rupture du jeûne, n'est pas suffisamment diversifié et présente une faible valeur nutritive. Quant à la portion du s'hour, elle n'est pas équilibrée non plus. «La portion du s'hour se compose souvent de deux pots de yaourt,

une portion de fromage, du pain et du lait», décrit Meriam, que nous avons rencontrée dans le hall de l'établissement universitaire dans lequel elle étudie.

Elle a ajouté, d'ailleurs, avant de nous quitter, que suivre les cours à distance à partir de la semaine prochaine ne va permettre à la plupart des étudiants de se nourrir convenablement et de profiter des repas équilibrés servis à la maison et dont la qualité sur le plan nutritionnel est de loin meilleure que celle des repas qu'on leur propose dans les restaurants universitaires, où ils ont l'habitude de rompre le jeûne.

SYSTÈME D

Idem pour Samia, sa copine, qui rejoint les propos de Meriam en notant que les étudiantes qui résident dans le foyer de Borj Cédria sont chaque année obligées de se débrouiller tant bien que mal pour manger convenablement durant le mois de Ramadan, car le foyer ne dispose pas de cuisine. Les plateaux insipides servis dans le restaurant universitaire et qui présentent généralement des portions insuffisantes d'aliments les obligent souvent à aller se ravitailler dans les épiceries et grandes surfaces afin de pouvoir compléter ce repas par une collation équilibrée en guise de

s'hour, et ce, pour pouvoir tenir le coup le lendemain. «Je me contente souvent des surgelés que l'on trouve dans les grandes surfaces. C'est plus nourrissant que les repas servis dans les restaurants universitaires. Ramadan n'a pas de charme pour nous, non seulement parce qu'on est loin de nos familles, mais aussi parce que nous «galérons» pour manger convenablement. J'attends le week-end pour rentrer chez moi et profiter du repas copieux que ma mère concocte pour la rupture du jeûne. Nous ne disposons même pas de cuisinières dans le foyer pour chauffer nos repas, et les plateaux qu'on nous sert généralement dans les restaurants universitaires ne contiennent pas grand-chose. La plupart des repas qu'on nous sert sont tout simplement imangeables !», note Samia. Cette situation est vécue par un grand nombre d'étudiants qui passent Ramadan loin de leurs familles. Ils lancent un appel aux autorités, aux directeurs des restaurants universitaires et aux responsables des affaires étudiantes afin d'améliorer la qualité des repas dans les restaurants universitaires. Leur servir des plateaux équilibrés sur le plan nutritionnel ne coûte pas beaucoup d'argent, mais compte, par contre, beaucoup pour eux !



L'OMS contre l'usage d'un passeport vaccinal pour voyager

L'OMS recommande de ne pas exiger de preuve de vaccination comme condition pour voyager à l'étranger.

Challenge

Le comité d'urgence de l'OMS sur le Covid a indiqué lundi ne pas être favorable à un passeport vaccinal obligatoire pour les voyageurs internationaux, même si la pratique semble séduire. La septième réunion du comité d'urgence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) concernant le Covid-19 s'est tenue le 15 avril, mais ses conclusions n'ont été publiées que lundi. Dans une communiqué, les experts, chargés de guider le chef de l'OMS, recommandent de «ne pas exiger de preuve de vaccination comme condition d'entrée» pour les voyageurs internationaux «étant donné les preuves limitées (bien que croissantes) concernant la performance des vaccins sur la réduction de la transmission et étant donné l'inégalité persistante en matière de distribution mondiale des vaccins». «Les Etats parties sont vivement encouragés à reconnaître que l'exigence d'une preuve de vaccination peut aggraver les inégalités et favoriser une liberté de circulation différenciée», écrivent-ils.

DÉBAT AUTOUR DU PASSEPORT SANITAIRE

Cet appel intervient alors que de nombreux pays sont en train de réfléchir à la mise en place d'un passeport sanitaire pour les voyages, mais aussi pour d'autres activités, notamment sportives, même si cette idée suscite de vives critiques et des inquiétudes concernant de possibles discriminations et la protection des

données privées. L'Union européenne notamment a présenté son projet à ce sujet, la Chine a déjà lancé sa version, tandis que les compagnies aériennes y travaillent également. Aux Etats-Unis, la Maison Blanche a affirmé début avril qu'elle n'imposerait pas de passeport sanitaire, tout en soulignant que le secteur privé était libre d'avancer vers cette idée.

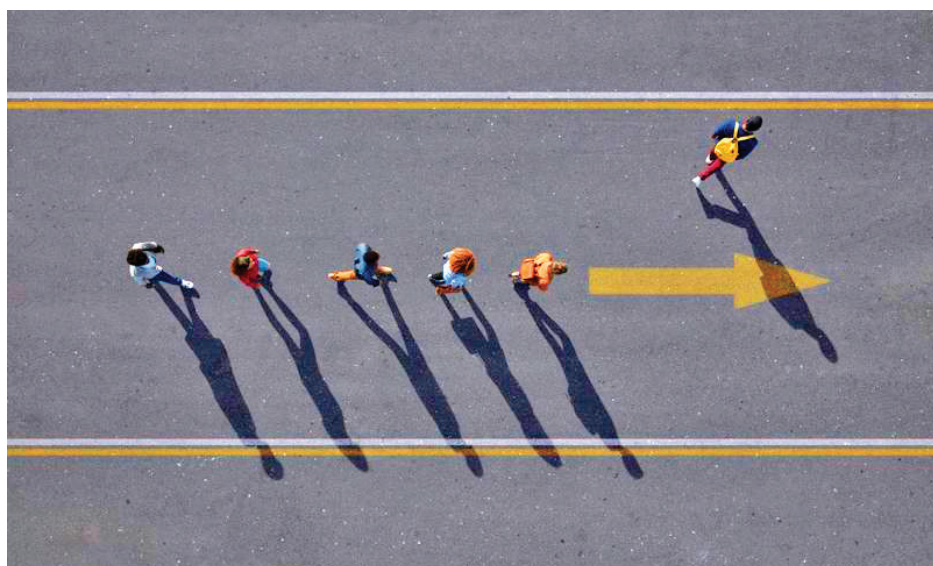
ACCÉLÉRER L'ÉVALUATION DES CANDIDATS-VACCINS

Lors de leur réunion, les experts du comité d'urgence de l'OMS se sont penchés sur d'autres sujets, et demandent notamment à l'OMS d'«accélérer l'évaluation des candidats-vaccins contre le Covid-19». L'OMS a pour l'heure seulement homologué le vaccin de Pfizer-BioNTech, celui d'AstraZeneca-Oxford fabriqué en Inde et en Corée du sud et celui de Johnson et Johnson.

La pandémie a fait plus de 3 millions de morts dans le monde, et son origine reste inconnue, même si une transmission du virus à l'homme par l'intermédiaire d'un animal infecté par une chauve-souris est l'hypothèse privilégiée par les experts internationaux mandatés par l'OMS. Le comité d'urgence de l'OMS appelle l'organisation à poursuivre rapidement les recherches sur l'origine du virus, et demande que la réglementation des marchés vendant des animaux soit renforcée. Ils demandent aussi que la vente et l'importation d'animaux sauvages qui présentent un risque élevé de transmission - à l'homme - de nouveaux agents pathogènes soient découragées.

Substituer à la société de réparation une société d'anticipation

Qu'allons-nous choisir de faire ? Continuer et aller au crash ou mettre en œuvre une réelle transition ?



Libération

Dans l'industrie du divertissement, les médias, sur les réseaux sociaux, pour donner du baume à

l'âme, on évoque de belles histoires de résilience... Cependant à force de vanter la résilience, ne nous sommes-nous pas donné bonne conscience pour légitimer une société qui répare davantage qu'elle ne prépare ? Par nature, savoir que nous avons une seconde chance ne confère-t-

il pas inconsciemment l'autorisation de gâcher la première?? Demeurons vigilants à ne pas banaliser les traumatismes par une mauvaise compréhension du principe de résilience.

La résilience dans sa description psychologique est la capacité de l'humain à se construire et à vivre en dépit de circonstances traumatiques. Certes c'est merveilleux, porteur d'espoir, personne n'est jamais foutu. Néanmoins il est important de comprendre que la résilience est un concept à degré. En effet, dans sa définition physique, il s'agit de l'évaluation de la résistance des matériaux à des chocs élevés et leur capacité d'absorber l'énergie cinétique sans se rompre. La résilience c'est la connaissance de la fragilité, pas l'épreuve de la solidité. Il s'agit de savoir jusqu'où il est possible d'aller sans casser.

Nous sommes aujourd'hui à un point de rupture. L'humain est fragilisé. Les maladies mentales explosent. Il est devenu rare de se réveiller le matin sans avoir mal nulle part. Ni au corps, ni au cœur, ni à l'âme. A croire que nous vivons dans un monde où si l'on n'a pas fait un burn-out à 50 ans on a raté sa vie.

RÉGULATION

Alors que choisissons-nous de faire ? Continuer et aller au crash ou mettre en

œuvre la transition maintenant pour aller vers une société en santé ?

Le principe même de la santé, c'est la faculté de régulation. Etre en santé ce n'est pas ne jamais tomber malade, c'est ne pas rester malade. La capacité de régulation permet de repousser le point de rupture, pas pour insensibiliser, mais pour élargir la fenêtre de tolérance.

Une personne capable de réguler ses émotions, ressent toujours les mêmes émotions, cependant elle n'explose pas à la moindre contrariété parce qu'elle est en mesure de les réguler. Imaginez que votre corps soit incapable de réguler sa température interne, que sur une plage au soleil il grimpe à 45 degrés en quelques minutes et que sur les pistes enneigées il se trouve en hypothermie immédiate. Il n'est pas souhaitable que le corps s'adapte au monde extérieur, sans quoi notre vie s'en trouve réduite, il est capital en revanche qu'il se régule intérieurement. La différence est très importante, car il est insensé de penser pouvoir pousser le curseur vers plus d'adversité sans avoir préalablement concentré l'attention sur davantage de centrages.

Pourtant c'est exactement ce que propose notre monde, il pousse jusqu'à la cassure et tente de réparer ensuite. Sauf que la réparation, n'est pas la régénération, on ne retrouvera jamais l'état initial.

Les marques H&M, Nike, Adidas sont boycottés en Chine

Le groupe H&M a fait part de difficultés inédites sur son marché en Chine après avoir déclaré ne plus vouloir travailler avec les usines de coton au Xinjiang.



Malgré sa nouvelle déclaration publiée le 4 mars pour assurer sa volonté de coopérer de manière constante avec la Chine, H&M est accusé par les chinois pour son racisme concernant les affaires des Droits de l'homme au Xinjiang. Ses produits sur le marché chinois ont été boycottés du jour au lendemain. Dans un communiqué publié en 2020, H&M a fait part de ses inquiétudes vis-à-vis des derniers rapports d'organisations de la société civile et des médias occidentaux, concernant les allégations de «travail forcé» et de «discrimination religieuse» à l'encontre des minorités ethniques dans la région du Xinjiang.

Le groupe H&M a alors annoncé son intention de ne plus travailler avec les usines de confection située dans le Xinjiang et qu'il ne s'approvisionnait pas en produits ou matières premières dans cette région. Cette déclaration a indiqué que les fournisseurs de H&M ne s'approvisionnent en coton qu'auprès de fermes du Xinjiang qui travaillent avec la Better Cotton Initiative (BCI), basée en Suisse.

La BCI a décidé de suspendre la certification des matières premières de coton au Xinjiang car il est devenu de plus en plus difficile de mener une diligence raisonnable crédible dans la région.

Les produits et les matières premières certifiés BCI doivent répondre à certain

nes normes en termes de protection de l'environnement et de protection des droits du travail. En plus de H&M, les membres de la BCI comprennent des marques telles que Uniqlo, Adidas, Procter & Gamble, Nike et MUJI, qui ont un grand nombre de consommateurs en Chine, et ont appelé au boycott de ces marques également.

Ces déclarations du boycott du coton du Xinjiang par H&M et d'autres marques, a suscité une vague d'indignation nationale en Chine ces deux derniers jours. Le retour d'un coup de fouet a été bien médiatisé par la chaîne télévision nationale CCTV et d'autres médias gouvernementaux. La première chaîne chinoise critique que «sous le signe de la défense des droits de l'homme», les actions du groupe H&M, en réalité, constituent «une grave violation de la conscience publique, visant à détruire l'espace de développement des entreprises et des travailleurs chinois». Ces marques «prétendent» suivre les normes du marché international, mais en réalité, «elles mangent de la nourriture chinoise et puis cassent des pots chinois» soulignent la chaîne.

«La Chine dispose d'un marché énorme et d'une position ouverte, accueillant toutes les entreprises étrangères qui souhaitent investir en Chine, mais il ne faut pas toucher à la ligne de fond, et ce n'est que lorsqu'il y aura du respect qu'il y aura des affaires», a révélé CCTV.

«Le coton de la région du Xinjiang est l'un des meilleurs au monde, et il n'est pas nécessaire de l'utiliser comme une perte pour les entreprises concernées»,



a déclaré la porte-parole du ministère des affaires étrangères, Hua Chunying.

Cette dernière a indiqué lors d'une conférence de presse que «l'accusation de 'travail forcé' au Xinjiang est un mensonge malveillant concocté par des forces anti-chinoises individuelles pour salir l'image de la Chine, miner la sécurité et la stabilité au Xinjiang et décourager le développement de la Chine».

VAGUE DE DÉSENGAGEMENT, RENAISSANCE DE MARQUES LOCALES

Les sanctions des marques occidentales ont été pointé du doigt sur Weibo, le Twitter chinois. La principale cible est H&M, qui a vu ses produits être retirés des sites Taobao, Jingdong, Jindo et d'autres plateformes d'e-commerce.

Les derniers résultats de recherche de Taobao App ne montrent aucun résultat pour «H&M» et «HM», ce qui laisse penser que la société Tmall a bloqué la marque sur son réseau.

Le 25 mars, une principale entreprise locale de vente au détail au Xinjiang a déclaré que la déclaration de H&M était à

la fois «ignorante et arrogante, provoquant un fort mécontentement parmi la majorité des net-citoyens chinois et causant un grand préjudice à notre peuple au Xinjiang et dans tout le Xinjiang». Plusieurs organisations chinoises ont demandé à H&M de présenter des excuses à la population du Xinjiang.

En vue de soutenir ce «sport national», le 25 mars, plus de 40 artistes ont annoncé la fin de leur contrat avec dix marques occidentales. Cette situation profite à des dizaines de marques vestimentaires locales qui ont publié une déclaration de soutien au coton du Xinjiang sur Weibo. Le hashtag #JesoutienslecondonXinjiang s'est répandu sur les réseaux sociaux.

A la suite de ce boycott, les actions du secteur de l'habillement et du textile en Chine a augmenté, notamment celles d'American Apparel, avec une hausse de 5% pour la marque Li Ning, comptée le matin du 25 mars, selon Zhongguo Xinwen. Alors que les actions d'Adidas ont chuté de plus de 5% le 25 mars, et les actions de Nike U.S. ont chuté de près de 5% avant le marché.

Valencia en passe de limiter le nombre d'appartements touristiques

La mairie de Valencia examinera une proposition de veto de deux ans pour empêcher la création de nouveaux immeubles d'appartements touristiques dans 37 des 84 quartiers de la ville. Il s'agit de réduire le nombre de bâtiments exclusivement composés d'appartements touristiques.



LE COURRIER D'ESPAGNE

La conseillère municipale Isa Lozano (Compromis) souhaite suspendre l'octroi des licences et des déclarations responsables de travaux et d'activités pour l'implantation de nouveaux appartements touristiques en régime d'exploitation exclusivement hôtelière et ce

pendant une durée de deux ans. Cette mesure, si elle était votée, devrait s'appliquer dans des quartiers clef de la ville comme l'Eixample ou le Centre historique, à l'exception des zones qui ont déjà un Plan Spécial Approuvé, comme Ciutat Vella ou le Cabanyal, qui font déjà l'objet de mesures restrictives pour les logements touristiques. Cette proposition sera soumise à l'approbation du Conseil municipal, lors de la prochaine session plé-

nière prévue fin avril ; la conseillère souhaite que cet outil transitoire soit effectif le plus rapidement possible pour inclure cette disposition de manière définitive et permanente dans le Plan Général d'urbanisme de la ville. Cette interdiction s'ajoutera si elle est votée, à celle qui figure déjà dans le Plan Général d'Urbanisme et qui concerne les logements touristiques. Actuellement, ce type d'utilisation est limité au rez-de-chaussée et au premier

étage. Le Conseil municipal cherche à limiter l'achat de bâtiments entiers pour cet usage tertiaire. C'est suite à la médiatisation de la vente de deux propriétés à des Français, Calle Turia, pour en faire des appartements touristiques, que ce moratoire a été annoncé. Ce projet touristique a obligé plus d'une douzaine de résidents à trouver un autre logement, provoquant un certain malaise.

Pour Isa Lozano, «la mesure a donc pour objectif de paralyser les mouvements spéculatifs des fonds voutours et des grandes entreprises qui développent leur activité en expulsant le voisinage des quartiers de la ville.»

Pour ces raisons, certains conseillers municipaux de Compromis considèrent nécessaire d'agir à temps pour «éviter des situations comme celles qui se produisent dans d'autres villes comme Madrid ou Barcelone».

Les associations d'appartements touristiques se défendent.

L'Association pour le logement locatif de courte durée (Avaec) a publié une déclaration contenant cinq propositions à l'intention du Conseil municipal de Valencia demandant la création d'une base sur d'incidence des logements touristiques dans la ville. L'association exige par ailleurs que l'administration locale établisse «une méthodologie claire, objective et variable qui montre de manière fiable la réalité du secteur».

L'Association des appartements touristiques demande au conseil de revoir l'actuelle réglementation municipale, car elle contient selon eux des restrictions disproportionnées et contraires à la libre concurrence.

Dans ce sens, une autre des demandes adressée aux autorités municipales est d'élaborer une fois pour toutes une ordonnance de coexistence citoyenne (en cours depuis des années), afin de régler les relations de voisinage, tant dans les espaces publics que privés.

AIR ALGÉRIE VOLS NATIONAUX

JEUDI		
Vol	Départ	
Oran - Alger	09h50	
Oran - Alger	13h05	
Oran - Alger	18h50	
Oran - In Amenas	08h00	
Oran - Tamanrasset	09h00	
Oran - El Oued	13h20	
Oran - Adrar	15h45	
Alger - Oran	09h00	
Alger - Oran	18h00	
In Amenas - Oran	17h15	
Tamanrasset - Oran	14h45	
El Oued - Oran	12h30	
Adrar - Oran	19h40	
VENDREDI		
Vol	Départ	
Oran - Alger	09h50	
Oran - Alger	18h50	
Oran - Timimoun	07h00	
Oran - Tindouf	09h00	
Oran - H. Messaoud	13h30	
Alger - Oran	09h00	
Alger - Oran	18h00	
Timimoun - Oran	12h40	
Tindouf - Oran	14h20	
H. Messaoud - Oran	18h45	
SAMEDI		
Vol	Départ	
Oran - Alger	09h50	
Oran - Alger	18h50	
Oran - Béchar	08h00	
Oran - Annaba	13h20	
Oran - Ghardaïa	14h20	
Alger - Oran	09h00	
Alger - Oran	18h00	
Béchar - Oran	12h40	
Annaba - Oran	17h00	
Ghardaïa - Oran	18h10	
DIMANCHE		
Vol	Départ	
Oran - Alger	09h50	
Oran - Alger	18h50	
Oran - Mecheria	08h00	
Oran - Tindouf	11h05	
Oran - Adrar	12h20	
Alger - Oran	09h00	
Alger - Oran	18h00	
Mecheria - Oran	11h35	
Tindouf - Oran	16h15	
Adrar - Oran	18h00	
LUNDI		
Vol	Départ	
Oran - Alger	09h50	
Oran - Alger	18h50	
Oran - Constantine	08h00	
Oran - Annaba	13h15	
Alger - Oran	09h00	
Alger - Oran	18h00	
Constantine - Oran	12h25	
Annaba - Oran	18h00	
MARDI		
Vol	Départ	
Oran - Alger	09h50	
Oran - Alger	18h50	
Oran - Constantine	08h35	

TRAIN



DÉPART	ARRIVÉE
-----ORAN - ALGER-----	
08h00	13h00
10h00	14h09
12h30	18h00
-----ALGER - ORAN-----	
08h00	13h00
10h00	14h09
12h30	17h54
ORAN - ARZEW	
06h30	07h18
16h35	17h23
ARZEW - ORAN	
07h25	08h14
17h30	18h18
ORAN - Aïn Témouchent	
16h30	17h35
Aïn Témouchent - ORAN	
07h07	08h19
ORAN - TLEMCEN	
12h50	15h12
15h50	17h09
TLEMCEN - ORAN	
05h40	08h13
ORAN - MEGHNIA	
12h50	17h53
MEGHNIA - TLEMCEN	
06h50	10h30
ORAN - SBA	
15h50	17h09
SBA - ORAN	
07h01	08h13
ORAN - CHLEF	
16h15	18h48
CHLEF - ORAN	
06h50	09h16
ORAN - RELIZANE	
16h15	17h47
RELIZANE - ORAN	
06h50	08h37
ORAN - SAIDA	
15h20	17h54
SAIDA - ORAN	
09h05	11h41
ORAN - BECHAR	
10h20	17h11
BECHAR - ORAN	
06h15	13h10

THÉÂTRE RÉGIONAL MOSTAGANEM

البرامج الفنية الخاصة بقطاع المسرح الجهوي مستغانم لشهر رمضان العظم لسنة 2021

مسرحية طيوشة
25 أفريل 2021

مسرحية بكالوريا
22 أفريل 2021
23 أفريل 2021
24 أفريل 2021

مسرحية MEMORY
كل يوم
04 ماي 2021

مسرحية أجنحة من دم
26 أفريل 2021

عرض Mentaliste
Magic Emperors
06 ماي 2021

عرض فكاهي
"ما تقاتلهموش"
جميلة و خيرة
04 ماي 2021

أناشيد دينية "فرقة نور المصطفى"
08 ماي 2021

سمرية فنية للطرب الشعبي
المطرب رشيد قطوفة
07 ماي 2021

إشراء من الساعة 22:30 300دج

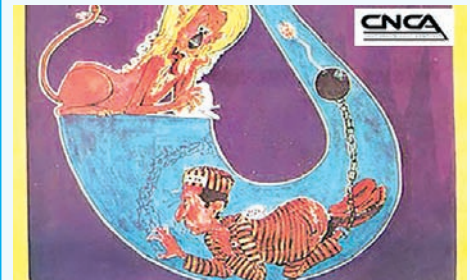
INSTITUT FRANÇAIS Cinéma : Le poulain

► Jeudi 29 avril à 21h à l'IF Constantine
Arnaud Jaurès, 25 ans, novice en politique, intègre par un concours de circonstances l'équipe de campagne d'un candidat à l'élection présidentielle. Il devient l'assistant d'Agnès Karadzic, directrice de la communication, une femme de pouvoir et d'expérience qui l'attire et le fascine.

Cinéma : HASSAN TERRO

► Samedi 01 mai à 21h à l'IF Constantine
► Lundi 24 mai à 15h00 à l'IF Tlemcen
Réalisateur: Mohammed Lakhdar Hamina
Alors qu'il tente par tous les moyens de rester en dehors des bouleversements sanglants provoqués par la bataille d'Alger, Hassan, père de famille intègre et naïf, offre sans le savoir, l'hospitalité à un moudjahid activement recherché par l'armée française.

Cinéma : L'ÉVASION DE HASSAN TERRO



► Lundi 03 mai à 15h00 à l'IF d'Oran
► Samedi 08 mai à 21h à l'IF Constantine
► Samedi 05 juin à 16h à l'IF Tlemcen
1957, la bataille d'Alger redouble de violence. Hassan, un paisible habitant de la Casbah est pris pour un dangereux "chef terroriste" ce qui lui vaut le surnom de Hassan Terro. Il est arrêté. Il réussit à s'évader grâce à l'aide de l'armée d'occupation qui espère ainsi remonter jusqu'aux chefs de la résistance.

Ciné Goûter Le roi et l'oiseau

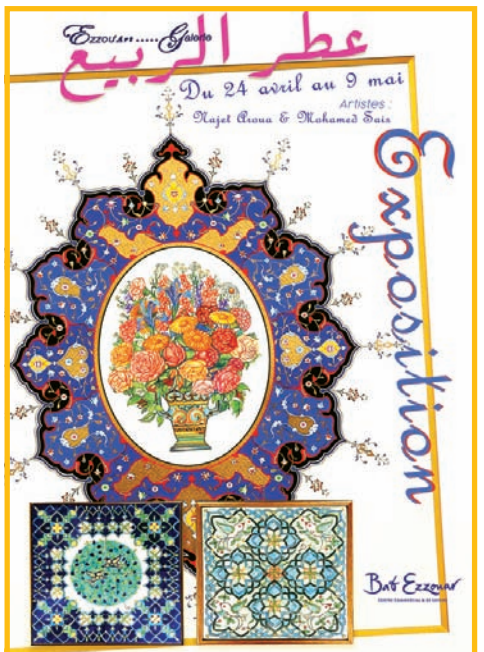
► Mardi 04 mai à 14h00 à l'IF Tlemcen
Réalisation : Paul Grimault Conte, amour (1979). A partir de 6 ans
Dans l'appartement secret de Sa Majesté, un peintre met la dernière main au portrait du roi. Mais il a oublié de dessiner d'abord une cage. Et le portrait, qui est l'âme damnée du roi, supprime son modèle et prend sa place. Du coup, l'essence des choses se révèle, l'inexprimable peut s'exprimer.

Cinéma : Les Souvenirs

► Mercredi 05 mai à 15h00 à l'IF d'Oran
Romain a 23 ans. Il aimerait être écrivain mais, pour l'instant, il est veilleur de nuit dans un hôtel. Son père, 62 ans, part à la retraite et fait semblant de s'en foutre. Son colocataire, 24 ans, ne pense qu'à une chose : séduire une fille, n'importe laquelle... Sa grand-mère, 85 ans, en maison de retraite, se demande ce qu'elle fait avec tous ces vieux. Un jour son père débarque en catastrophe.

MÉTÉO

AUJOURD'HUI	DEMAIN
ORAN	
Ensoleillé Max.24-Min.13	Peu nuageux Max.22-Min.13
MOSTAGANEM	
Ensoleillé Max.20-Min.14	Peu nuageux Max.20-Min.14
TLEMCEN	
Peu nuageux Max.21-Min.9	Averses Max.19-Min.9
MASCARA	
Ensoleillé Max.28-Min.17	Peu nuageux Max.29-Min.16
TIARET	
Ensoleillé Max.23-Min.7	Très nuageux Max.24-Min.7
CHLEF	
Ensoleillé Max.27-Min.13	Peu nuageux Max.26-Min.14
BÉCHAR	
Ensoleillé/Vent Max.31-Min.15	Nuageux/Vent Max.32-Min.20
ALGER	
Ensoleillé Max.22-Min.13	Très nuageux Max.22-Min.13
CONSTANTINE	
Ensoleillé Max.24-Min.10	Très nuageux Max.29-Min.16
ANNABA	
Peu nuageux Max.25-Min.12	Très nuageux Max.29-Min.17



CINÉMATHEQUE D'ORAN

Aflamek fi RAMADHAN

Jeudi 29 Avril
-14h00 : «DUEL» de Steven Spielberg /1973
-16h00 : «Le train sifflera 3 fois» / de Fred zinnemann USA 1952.
Samedi 01 Mai
-14h00 : «Le roi arthur» de Antoine Fuqua. 2004
-16h00 : «Robin Hood» de Ridley Scoot. USA /2009
Dimanche 02 Mai
-14h30 : «300» de zack snyder. USA-Grande Bretagne. 2006.
-16h00 : «Mon nom est personne» de Sergio Leone. 1973
Lundi 03 mai
-14h00 : «Le roi Arthur» de Antoine FUQUA/2004
-16h00 : «Open Range» de Keven Costner USA/2003

---COURRIER EXPRESS---

EL MOUNAKASSA EL DJAZAÏR

Tél : 0560 06 95 01 / 0560 05 60 00 / 0559 70 26 61

KAZI TOURS

ALGER	
-Bab Ezzaouar:	0770.91.38.06
	0560.27.51.59
	0560.91.40.67
-Aïn Naâdja :	0770.61.65.32
	0560.27.00.09
-Gare Routiere Kharrouba :	0770.34.74.21
	0770.61.65.31
Oran:	0560.27.54.02
	0770.33.91.32
	0770.33.91.14
Saida :	0560.90.86.18
	048.41.31.57
Mascara :	0560.27.05.72
	0560.26.62.91
Sidi Bel-Abbès:	0560.27.52.48
	0561.61.14.82
Mostaganem :	
	0770.94.89.73
	0560.27.73.59
Relizane :	0560.27.08.41
Setif :	0770.78.13.26
	0560.27.71.05
El-Eulma :	0770.89.44.64
	0560.24.09.76
Constantine :	0770.97.62.02
	0560.23.04.21
Annaba :	0770.91.38.03
	0560.27.51.66
Blida :	0561.91.61.49
Skikda :	0561.94.86.27
Batna :	0561.93.75.34
Bechar :	0561.65.80.70
Boumerdès :	0560.27.51.59
Tipaza :	0561.95.62.30

Les habitants du bidonville Kara 2 revendiquent un relogement

Les habitants du bidonville Kara 2, dans la commune d'Es Senia, ont lancé, hier, un appel au wali d'Oran pour les intégrer dans la prochaine opération de relogement qui ciblera plusieurs bidonvilles de la wilaya à l'instar des bidonvilles de Sidi Chamî, Ras El Ain et la «Cumo».

D. B.

Les occupants du bidonville Kara 2 qui ont bloqué la ligne ferroviaire Oran-Ain Temouchent pendant plus d'une vingtaine de jours, ont décidé de libérer la voie et d'appeler le wali d'Oran pour intervenir et inciter les services concernés à se pencher sur leur cas. Selon des habitants du site qui se sont déplacés, hier, au siège de notre rédaction, le calvaire de ces familles, dure depuis plus de 2 décennies.

«Nous avons frappé à toutes les portes et nous avons organisé plusieurs rassemblements pour revendiquer un logement décent, malheureusement, toutes nos démarches n'ont eu aucun écho favorable», assure un père de famille.

«Une grande partie des bidonvilles de la wilaya ont été rasés et les familles relogées, alors que pour nous, cela fait plus d'une vingtaine d'années

que nous interpellons les autorités de la wilaya, pour un logement, sans avoir reçu de réponse à notre doléance», souligne notre interlocuteur.

«Nous vivons dans des conditions qui frôlent la catastrophe depuis plus de vingt années, nos enfants sont nés dans ce bidonville et se sont mariés, et nous n'avons toujours pas été relogés. Dans d'autres bidonvilles, certaines familles se sont installées, il y a à peine une ou deux années et ont bénéficié d'un logement», ajoute le même interlocuteur.

Les habitants du bidonville affirment qu'à l'instar des années précédentes, ils ont souffert le martyre, durant cet hiver, puisque bon nombre d'habitations ont été inondées lors des dernières précipitations. Nos interlocuteurs rappellent que l'année dernière des centaines d'habitants du bidonville avaient bloqué la RN2A, reliant Es-Sénia à Oran au niveau de

l'Université. Motif de ce mouvement de protestation, l'inondation de leurs demeures précaires après les intempéries. Selon notre interlocuteur, la nature argileuse du terrain de cette zone a provoqué la remontée des eaux souterraines qui ont envahi les baraques de quelque 200 familles qui y habitent. «Après cette catastrophe, nous avons été recensés et les autorités nous avaient promis d'être relogés, mais nous attendons encore.

Et avec ce qui s'est passé, l'année dernière, nous ne pouvons plus rester, dans ces baraques, nous vivons dans des conditions terribles. Nous n'avons d'autres recours qu'une intervention du wali d'Oran. Nous lui lançons un appel de détresse pour qu'il se penche sur notre cas afin que nous puissions être intégrés parmi les familles à reloger, dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire», concluent les habitants du bidonville.

Direction de l'Environnement

Un plan d'urgence pour collecter le carton sur les boulevards commerçants

La direction de l'Environnement de la wilaya d'Oran a récemment chapeauté la mise en place d'un plan d'urgence pour la collecte du carton, «anarchiquement jeté» dans les boulevards commerçants, a-t-on appris mardi auprès de cette administration. La direction de l'Environnement a tenu une série de réunions avec différents intervenants dans la gestion des déchets du groupement d'Oran, à l'instar de l'EPIC responsable de la gestion des centres d'enfouissement technique d'Oran (EPIC CET Oran) et la Division de l'hygiène et de l'assainissement (DHA), relevant de la commune d'Oran, pour la mise en place de ce plan, a indiqué la directrice de l'Environnement, Samira Dahou. Ce plan

d'urgence implique la mobilisation de plusieurs bennes-tasseuses, appelées à faire plusieurs rotations par jour pour collecter le carton qui jonche les boulevards commerçants du groupement d'Oran. Pour sa part, la cheffe de service valorisation de l'EPIC CET Oran, Amina El Mogherbi a indiqué que l'EPIC a mobilisé trois bennes-tasseuses qui effectuent pas moins de 6 rotations par jour pour collecter le carton des boulevards commerçants du groupement d'Oran, ajoutant que l'EPIC est prête à mobiliser plus de moyens selon le besoin. Les participants ont également consenti à réactiver la commission de wilaya pour l'inspection de la gestion des déchets commerciaux, à l'arrêt depuis plus d'un an à cause des

répercussions de la pandémie du Covid-19, a expliqué Mme El Mogherbi, rappelant que le rôle de cette commission est de sensibiliser les commerçants sur la valorisation des déchets, mais aussi de les mettre devant leurs responsabilités en ce qui concerne l'organisation de la collecte. La directrice de l'Environnement a, par la même occasion, lancé un appel aux commerçants du groupement d'Oran, d'adhérer à ce nouveau plan en posant le carton compacté et propre pas loin des magasins. «Le carton mouillé ou souillé n'a aucune valeur marchande», explique Mme Dahou. Pour rappel, l'EPIC CET, qui collecte ce carton, le vend aux enchères à des entreprises spécialisées dans la valorisation de cette matière.

Une convention pour la récupération des matières à recycler

J. Boukraâ

La dynamique environnementale pour une gestion optimale et intégrée des déchets enclenchée, à Oran, se veut être un exemple à suivre dans une wilaya. Dans ce cadre une convention cadre vient d'être signée entre l'EPIC de gestion des centres d'enfouissement technique de la wilaya et l'Ecole supérieure d'économie. Cette convention porte sur la récupération de toutes les matières susceptibles d'être recyclées dont les archives en papiers, la formation des étudiants dans la gestion et le recyclage des déchets, la programmation de visites pour des séances de travail au centre d'enfouissement technique ainsi que des journées de sensibilisation au profit des étudiants et des travailleurs de cette école. En plus de la préservation du cadre de vie, la récupération et le recyclage

des déchets sont une activité importante de l'économie et une véritable source de revenus. Ce dispositif participe amplement dans la préservation du cadre de vie et l'environnement.

La valorisation de la récupération et du recyclage des déchets, dont le papier, le carton et le verre, permettra aux entreprises spécialisées d'enregistrer des revenus supplémentaires et de contribuer à la propreté de l'environnement. Si l'Etat, à travers ses dispositifs d'appui, a encouragé l'investissement dans ce secteur, et permis l'émergence d'un tissu de TPE activant dans différentes filières de la valorisation, force est de constater que ces TPE n'arrivent pas à croître pour plusieurs raisons, dont la principale est l'indisponibilité de la matière à recycler. Après près de 2 décennies de son lancement, en Algérie, la revalorisation des déchets peine toujours

à décoller. Le secteur est toujours à la recherche d'un modèle qui répond aux attentes. Depuis 2002, plusieurs mesures ont été lancées pour une gestion rationnelle des déchets et la valorisation des gisements économiques dormants.

Des actions qui ont connu des contraintes et des obstacles. Parmi ces contraintes, le problème de vol et de détérioration des bacs de tri. Si l'investissement dans l'amont de ce segment a été important, les résultats ne sont pas au rendez-vous, car des acteurs pouvant jouer des rôles essentiels, n'ont pas été suffisamment associés. L'ensemble des acteurs intervenant dans la chaîne de valeur, en particulier les associations et des comités de quartiers sont appelés à s'impliquer davantage dans la promotion de la culture du tri sélectif et de la valorisation des déchets.

Route de la Corniche supérieure Les rejets des déchets inertes sur les bas-côtés prennent de l'ampleur

R. Boutlelis

Malgré la mise en fourrière de dizaines de camions et les contraventions, les rejets des déblais sur les bas-côtés de plusieurs axes, se poursuivent toujours. C'est incontestablement la route de la Corniche supérieure qui détient la palme d'or en matière de dépôt de déblais. Juste à la sortie du Bourg de Coca et jusqu'à l'ancienne caserne désaffectée, les bas-côtés de la route sont devenus des décharges de déblais inertes. Le pire c'est que certains énergumènes n'hésitent pas à s'aventurer à l'intérieur de la forêt pour y déverser des tonnes de déchets. Après avoir été alertés, les services concernés avaient entamé des opérations de nettoyage, malheureusement, le massacre de l'environnement se poursuit toujours. Selon le constat établi sur place, en dépit de l'installation de panneaux d'interdiction par les services concernés, des camions déversent toujours des tonnes de déblais, tôt le matin où durant la nuit, sur les bas-côtés de la route de la Corniche supérieure, ainsi que ceux longeant l'axe routier reliant la municipalité de Bousfer à celle d'El Ançor, entre autres. Outre ces axes réputés pour leur grande fréquentation automobile, plusieurs automobilistes ont signalé cette transgression à l'environnement sur l'axe reliant Ain El Turk à Boutlelis, le CW 20. Pour ne pas être pris sur le vif, les transporteurs préfèrent agir de nuit. Sur l'autoroute reliant Ain El Turk aux Andalouses, les services de la commune sont contraints, régulièrement de mobiliser un ou deux camions pour sillonner cet axe et pro-

céder à l'enlèvement des déblais. «Malgré l'installation de panneaux en divers endroits, nous constatons régulièrement des rejets de déblais sur les bas-côtés de l'autoroute. Il s'agit essentiellement de particuliers qui procèdent à des travaux d'aménagement dans leurs villas ou habitations» assure un agent de l'APC d'Ain El Turk. Selon le constat établi sur le terrain par 'Le Quotidien d'Oran', cette transgression est beaucoup plus significative aux abords des regroupements de constructions illicites essayées à travers cette contrée. L'ex-décharge municipale, située à l'entrée du village Cap Falcon, qui a été fermée près de quatre ans auparavant, constitue également le lieu favori pour ces contrevenants.

Des montagnes de déblais ainsi qu'un éventail de résidus de matériaux de constructions et même des ordures ménagères s'entassent dans cette décharge qui, ironie du sort, a été choisie après sa fermeture pour la réalisation d'un parc aquatique. Il m'importe de signaler dans cette optique que malgré aussi les mises en demeure notifiées à l'encontre des contrevenants, dans les localités essayées à travers le territoire de la municipalité d'Ain El Turk, des gravats et autres tas de sable, provenant des aménagements d'habitations notamment, continuent d'obstruer les trottoirs et la voie publique. Ce malheureux état de fait est à l'origine de l'enlaidissement du paysage de ces localités et ce, en plus du danger auxquels sont exposés les automobilistes, les piétons et plus particulièrement les enfants.

14 individus arrêtés pour diverses infractions



Quatorze individus ont été arrêtés par les services de la 2^{ème} Sûreté urbaine d'Oran, pour diverses infractions dont la consommation de la drogue et l'infraction aux mesures de confinement, a-t-on appris mardi auprès de la Sûreté de wilaya. Dans le cadre de la lutte contre les milieux de criminalité et le contrôle de l'application des mesures de fermeture des locaux commerciaux, les services de police concernés ont exploité des informations faisant état d'un groupe de délinquants occupant un local commercial qu'ils utilisaient comme lieu de jeux d'argent et de hasard et de consommation de drogue, a indiqué la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Après accomplissement des procédures

juridiques d'usage et l'obtention d'une autorisation de perquisition du local en question auprès du procureur de la République près le tribunal d'Oran, les policiers ont investi les lieux et procédé à l'arrestation de 14 individus âgés entre 29 et 32 ans, en train de consommer de la drogue, a-t-on précisé.

Douze plaquettes de drogue et une somme de plus de 28.000 DA rs ont été saisies, a-t-on ajouté. Selon la même source, les 14 mis en cause ont été arrêtés pour infraction aux mesures de confinement sanitaire et détention et consommation de drogue. Une procédure judiciaire a été engagée contre le propriétaire du local pour violation d'une décision administrative de fermeture et absence du registre de commerce.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

REZEKANE Yamina, 57 ans, Oran

TABAK Kheira, 99 ans, Maraval

SAHARI Mahieddine, 78 ans, rue Dahou Kada

BENAOUDA Taïb, 59 ans, Ras El Ain

Horaires des prières pour Oran et ses environs

17 ramadhan 1442

El Fedjr
04h40

Dohr
13h01

Assar
16h46

Maghreb
19h52

Icha
21h19



TIARET

Une ville toujours très mal chaussée

Excepté les principaux boulevards et grandes artères dans un état passable, le réseau routier intra-muros est toujours dans un piteux état.



El-Houari Dilmi

En effet, véritable «mal de tête» pour les automobilistes comme pour les piétons, les rues et ruelles aux quatre coins de la ville, sont dans un piteux état. Dans un état de dégradation avancé depuis plusieurs mois, le réseau routier intra-muros se transforme en un véritable champ de patates. Les automobilistes, tout comme les piétons, ne décolèrent pas contre l'état des routes, aux quatre coins de la ville.

Plusieurs fois «bricolées», au soulagement momentané des Tiarétiens, partout dans la ville, les routes sont dégradées au point que les transports publics et autres chauffeurs de taxi boudent toujours certains quartiers de Tiarét. La chaussée est dans un état lamentable sous l'effet du travail bâclé et l'augmentation effrénée du parc automobile.

En plein cœur de la ville de Tiarét, et à la faveur des dernières précipitations, des rues sont défoncées. C'est le cas de la rue de la Victoire, la rue de l'Indépendance ou encore de la rue Thiers. Autre problème plusieurs fois dénoncé,

l'obstruction des trottoirs étroits par des commerçants, avec divers objets encombrants déposés à l'entrée des magasins.

Impossible d'emprunter ces rues sans «slalomer» pour ne pas se faire «emboutir» par un véhicule ou buter sur un objet placé en travers de la chaussée. Le commerce informel, qui «repréend ses droits» au centre-ville, continue à squatter rues et trottoirs, donnant à la cité les allures de capharnaüm, chahutant gravement l'image de l'antique Tihert. D'autres endroits, au sud de la ville, deviennent infréquentables, surtout en période hivernale, avec des trous béants remplis d'eaux pluviales, ce qui constitue un véritable cauchemar pour les conducteurs comme pour les piétons.

Impossible de rouler en voiture sans se prendre les roues dans des nids-de-poule gros comme des cratères au populaire quartier de «Volani», ou «Trig El-Beïda». «Les efforts importants consentis pour retaper tout le réseau routier intra-muros, partent en fumée, un immense gâchis», fulmine Ahmed, habitant le quartier de Volani. Plusieurs «points noirs» sont recensés

aux quatre coins de la ville. «A Tiarét, entre une fondrière et une autre, il y a un gros nid d'autruche», continue à ironiser le commun des Tiarétiens. Que ce soit au nord ou au sud de la ville, pratiquement aucune rue ni ruelle n'est épargnée par les nids-de-poule et autres ornières, à un point tel que de nombreuses personnes évitent carrément de sortir leurs véhicules, de peur d'y laisser qui un amortisseur, qui un pneu ou carrément une suspension en entier. La sempiternelle reprise des réseaux publics de gaz, d'eau potable et d'assainissement a transformé certains quartiers en chantier à ciel ouvert. Les entreprises, une fois leur intervention achevée, plient bagage, laissant la chaussée dégradée, une situation aggravée par les chutes de neige et les importantes précipitations de ces derniers jours. Faut-il encore rappeler que Tiarét, qui prétend au rôle de capitale régionale et grand pôle économique et commercial parmi les plus importants du pays, est depuis des lustres très mal chaussée, n'arrivant toujours pas à trouver bonne chaussure à ses pieds... Jusqu'à quand ?

TLEMCEM

Un nouveau directeur de la Culture

Khaled Boumediene

Amine Boudefla, actuellement Directeur du Centre des expositions et des arts (CAREX) de Tlemcen depuis avril 2014, est nommé directeur de la Culture de la wilaya. Il remplace Noureddine Miraoui, directeur du palais de la Culture « Abdelkrim Dali », qui assurait l'intérim de cette direction depuis juillet 2019. Amine Boudefla est titulaire d'un magister en système d'information et de connaissances, d'un master en ingénierie pédagogique multimédia et d'un ingéniorat d'Etat en informatique. Il a occupé plusieurs fonctions, dont notamment conseiller en patrimoine de l'office de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés, adjoint chef du département d'exposition lors de l'évènement de Tlemcen, capitale de la culture islamique (2011), et gestionnaire des nouveaux

musées de Tlemcen. Par ailleurs, Boudefla a été désigné chef du département de communication du festival culturel national de la musique Hawzi (de 2009 à 2016), commissaire du festival culturel national de la musique Hawzi (de décembre 2011 à ce jour), et membre du commissariat du festival culturel international de la miniature et de l'enluminure (de 2017 à ce jour).

Aimant le travail en groupe et l'esprit créatif et de recherches, le nouveau directeur de la Culture de Tlemcen a participé aux plans et actions de mise en valeur de la richesse humaine pour la réalisation d'objectifs dans ce domaine et activé au sein de plusieurs associations culturelles dont notamment l'association culturelle «Kaddour Benachour» de protection du patrimoine culturel de la ville de Nedroma, l'association «Horizons Culture» qui

se consacre au monde des arts et lettres de la wilaya de Tlemcen ainsi que l'association «Patrimoine» de la sauvegarde du patrimoine immatériel qui travaille à l'échelle nationale.

Il est à rappeler, que dans le cadre du mois du patrimoine, le CAREX a entamé ses activités par une semaine à la wilaya de Tizi Ouzou avec son exposition sur le patrimoine à l'ère du numérique. Le patrimoine matériel et immatériel de Tlemcen est présenté en utilisant les technologies de l'information et de la communication, tels que la visite virtuelle, les modèles 3D, les hologrammes, les casques 3D ainsi que la réalité virtuelle et la réalité augmentée. Selon M. Boudefla, cette exposition reprendra son cours au centre des études andalouses de Tlemcen et ce, à partir de la deuxième semaine du mois de ce mois du patrimoine.

BÉCHAR, BÉNI-ABBÈS

D'importants projets énergétiques solaires annoncés

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé mardi à Béchar que d'importants projets énergétiques solaires seront réalisés à travers les wilayas de Béchar et Béni-Abbès, au titre de la stratégie nationale de transition énergétique.

«Ces projets vont permettre de répondre aux besoins de nombreux secteurs d'activités ainsi que des futurs grands investissements et projets prévus dans ces deux wilayas du Sud-ouest du pays», a souligné le ministre, lors d'une visite de travail dans la région. Ces projets consistent en la réalisation de 118 mégawatts (MW) en centrales solaires photovoltaïques dans ces deux wilayas, dans le cadre du programme national de développement des énergies renouvelables, à travers la réalisation de trois (3) centrales, dont une dans la wilaya de Béchar d'une capacité de 100 MW et les deux (2) autres dans la wilaya de Béni-Abbès, ont indiqué des responsables locaux du secteur de l'énergie et des mines.

M. Mohamed Arkab, qui a entamé une visite de travail d'une journée respectivement à Béchar et à Béni-Abbès, a procédé à la mise en service d'un réseau d'électrification au profit de 46 foyers de la zone d'ombre de Nif R'ha (une vingtaine de km au nord de Béchar) et dont le coût de réalisation est de plus de 11 millions DA.

Auparavant, il a visité le poste de transformation de la route de Lahmar (nord de Béchar), dont les travaux de génie-civil viennent d'être achevés, pour permettre la mise en place des équipements de transformation de l'énergie électrique de 60 et 30 KV, destinés au renforcement de la distri-

bution de l'électricité à Lahmar et des 11.920 nouveaux lots créés récemment à proximité de ce poste de transformation devant être mis en service en avril 2022.

Cet important, projet qui s'inscrit dans le cadre de la sécurisation et du renforcement de l'alimentation en énergie électrique de la région, a nécessité un investissement public de 580 millions DA.

Des projets similaires sont en cours de réalisation, notamment à Béchar, dans la perspective de l'augmentation à l'horizon 2027 à 1.300 méga-volts ampères (MVA) de l'offre électrique dans cette région, ont expliqué des cadres centraux de la Sonelgaz.

Ces projet, qui verront aussi la réalisation d'un réseau de transport d'un linéaire de 455 km, ont nécessité un investissement public de plus de 12 milliards DA, ont-ils fait également savoir. Dans la wilaya de Béni-Abbès où il s'est rendu par la suite, le ministre de l'Energie et des Mines a procédé, en présence des autorités locales, à la mise en service de trois (3) transformateurs électriques d'une capacité de 250 KVA chacun, destinés à l'alimentation de 214 foyers d'un lotissement de la localité de Zaghmra.

Mohamed Arkab, a annoncé mardi soir à Béni-Abbès, la relance du projet d'exploitation de la mine de Guettara dans cette wilaya du sud-ouest pour la production de manganèse. Le ministre a indiqué, lors d'une rencontre avec les représentants de la société civile locale au terme de sa visite de travail dans la wilaya, que le projet d'exploitation de la mine de manganèse de Guettara sera prochainement relancé.

CHLEF

Le rôle des zaouïas en question

Abbad Miloud

Le conseiller du président de la République chargé des associations religieuses, M. Aïssa Belakhdar, était mardi l'hôte de la wilaya de Chlef. Il a présidé une rencontre à la villa d'hôtes qui a regroupé les cheikhs des zaouïas et leurs étudiants. Prenant la parole, il a souligné que l'Algérie nouvelle est l'affaire de tout le monde.

«Ce n'est pas uniquement l'affaire du président de la République. Aucune personne ne peut se contenter du rôle de spectateur, chacun doit être un acteur dévoué. Pour cela, il est demandé à chacun de travailler dur mais vraiment dur. Ce n'est qu'à ce prix que l'Algérie nouvelle peut être réalisée».

Il a insisté longuement sur le rôle que doit jouer la zaouïa dans la préservation de l'identité nationale et la protection de l'unité de la nation, la diffusion des valeurs religieuses... «Le président de la République insiste pour que le rôle dévolu aux zaouïas soit joué pleinement», dit-il.

Les zaouïas doivent être présentes dans le règlement des conflits entre personnes. «Il faut des médiateurs de justice compétents et intègres». Lors des débats, des cheikhs de zaouïas ont porté à la connaissance du conseiller les problèmes rencontrés notamment l'octroi d'une bourse pour l'étudiant de la zaouïa, un budget pour la structure et la délivrance d'un diplôme.

TISSEMSILT

Régularisation de la situation de plus de 7.000 habitations

La situation juridique de plus de 7.000 habitations a été régularisée à Tissemsilt jusqu'à la fin du premier trimestre de l'année en cours dans le cadre de la loi 15/08 fixant les règles de conformité des constructions et l'achèvement de leur réalisation, a-t-on appris du directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, Hakim Bey. Dans un rapport présenté dans le cadre d'une journée d'étude sur la loi 15/08, M. Bey a souligné que les propriétaires de ces habitations ont obtenu des actes de propriété, signalant que les services de dairas ont reçu, au titre de cette mesure juridique, 8.378 dossiers jusqu'à la fin du mois de mars dernier.

Le directeur de wilaya de l'urbanis-

me, de l'architecture et de la construction a fait savoir que 881 dossiers de demande de régularisation enregistrés à la faveur de cette loi «sont à l'examen» par des comités de dairas, avant d'annoncer la régularisation définitive de tous les dossiers restants avant la fin de l'année en cours.

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a pris des mesures incitatives et des facilités en vue d'accélérer la régularisation de la situation juridique des habitations au titre de cette loi jusqu'à la fin de l'année en cours en confiant l'examen des dossiers de construction individuelle au comité de daïra au lieu des services de la direction de l'urbanisme et de la construction.

EL TARF

Conseil de wilaya : le mécontentement du wali

A. Ouélal

Le Conseil de wilaya tenu ce mardi, en présence du P/APW, du S/G de la wilaya et des directeurs concernés, des chefs de daïra, a fait réagir Arar Benharfouche sur certaines choses qualifiées d'inadmissibles ou d'incohérence, c'est selon, non sans adresser par moments des piques à l'encontre de ceux qui en sont tenus responsables. D'abord, il s'agissait des responsables qui sont arrivés en retard lors de ce Conseil dont les travaux ont commencé vers 11 heures. S'agissant de la dégradation de l'environnement, avec l'insalubrité constatée ici et là, l'enlèvement des ordures dans certaines communes, le wali a fustigé cet état de fait, intimant l'ordre aux maires concernés d'assumer leurs responsabilités.

A cela, s'ajoute la perte en con-

jectures de certains responsables, tenus de présenter un état des lieux de leur secteur, inscrits à l'ordre du jour de cette réunion, auxquels il a été reproché d'être concis en faisant part de l'essentiel sur ce qui existe et ce qui sera fait. Ceci dit, ce sont les directeurs du tourisme, le DRE, le directeur de l'ADE et de la SDE qui sont intervenus tour à tour pour faire part des préparatifs pour la saison estivale. En ce sens, il a fait état de 15 plages autorisées à la baignade et les insuffisances relevées comme l'absence de l'éclairage public, l'aménagement de ces plages, l'analyse systématique de l'eau, l'hygiène et la propreté au niveau de ces plages ainsi que la sécurité des lieux. Les infrastructures hôtelières dont les capacités d'accueil dépassent les 1.300 lits devraient aussi se préparer pour l'accueil des estivants dans le strict

respect des protocoles sanitaires. La distribution de l'eau, les services doivent aussi répondre aux attentes des estivants, dira en substance le wali. L'autre point a concerné les préparatifs de la campagne moissons battage. Le compte rendu du directeur des services agricoles a fait état de 20.300 hectares répartis entre le blé dur, le blé tendre et l'orge. Le secteur des forêts, aux avant-postes de la lutte contre les incendies, compte nettoyer 600 hectares, l'ouverture de pistes et préparer les points d'eau.

Puis ce fut autour du directeur de l'éducation d'aborder les préparatifs des examens de fin d'année. La situation sanitaire concernant la Covid et la campagne de vaccination a été abordée ainsi que les préparatifs pour les festivités des massacres du 08 Mai 1945, par les responsables respectifs de ces secteurs.

KHENCHELA

Le P/APC d'Ouled Rechache suspendu de ses fonctions

Le wali de Khenchela, Ali Bouzi, a rendu mardi un arrêté portant suspension du président de l'Assemblée populaire communales (P/APC) de Ouled Rechache de ses fonctions «à titre conservatoire, car faisant objet de poursuites judiciaires», a-t-on appris des services de la wilaya. Cette décision a été prise par le wali à la suite des poursuites judiciaires engagées contre de M. Abdelkader Keziz, en sa qualité de P/APC d'Ouled Rechache dans une affaire liée la mauvaise gestion de

la même commune, a précisé la même source. Le chef de daïra d'Ouled Rechache, Mebrouk Tebani a présidé, mardi soir, la cérémonie d'installation de M. Mehmoud Sifi, en qualité de président par intérim de l'APC d'Ouled Rechache. Ce dernier était classé deuxième sur la liste du Parti national pour la solidarité et le développement (PNSD) qui a remporté les élections communales du 23 novembre 2017. L'article 43 du code communal stipule que «l' élu faisant l'objet

de poursuites judiciaires pour crime ou délit en rapport avec les deniers publics ou pour atteinte à l'honneur ou ayant fait l'objet de mesures judiciaires ne lui permettant pas de poursuivre valablement l'exercice de son mandat électif, est suspendu par arrêté du wali, jusqu'à intervention de la décision définitive de la juridiction compétente. En cas de jugement définitif l'innocentant, l' élu reprend automatiquement et immédiatement l'exercice de son activité électorale».

GUELMA

Lancement de 4 projets de désenclavement

Des projets de désenclavement et de développement local ont été lancés, mardi, à travers plusieurs mechtas et villages des communes de Hammam N'baïl et Dahouara (Guelma), en vue d'améliorer le cadre de vie des habitants de ces localités éloignées. Lors d'une visite de travail et d'inspection dans ces deux collectivités locales situées à l'extrême Est de la wilaya de Guelma, le wali, Kamel Eddine Kerbouche, a supervisé le lancement des travaux du projet d'entretien et de bitumage de la route reliant les mechtas Ben Chelih et Djafara (commune de Dahouara), a-t-on relevé, notant que les habitants de cette localité ont salué la mise en œuvre de ce projet qui revêt une grande importance.

Selon les explications fournies sur les lieux par des responsables de la

Direction des travaux publics (DTP), le délai d'achèvement des travaux d'entretien de cette route de 6,5 kilomètres a été fixé à 7 mois, ajoutant que l'enveloppe financière allouée au projet est estimée à 70 millions de dinars. Dans la même commune, les autorités locales ont procédé à la mise en exploitation et l'inspection du projet d'entretien d'un chemin communal reliant les mechtas de Besbassa et Tamla sur une distance de 4 kilomètres. A Hammam N'baïl, un projet de réhabilitation de la route reliant le chef-lieu de cette commune à la mechta Aïn Beïda, sur une distance de 6,5 kilomètres a été lancé en travaux, dans le but de faciliter la mobilité des habitants à travers toutes les zones rurales limitrophes. Aussi, les autorités locales ont lancé les travaux de réhabilitation de

la route reliant la mechta Boukri-ma à la RN 20 qui relie les wilayas de Guelma et de Souk Ahras, soulignant que ce projet, pour lequel une importante enveloppe financière a été allouée dans le cadre du fonds de solidarité et garantie des collectivités locales, sera réalisé dans un délai de 12 mois. Les habitants de ces localités ont salué la concrétisation de ces projets inscrits au profit de leur région, notamment la réhabilitation du réseau routier qui constituait le centre de leurs préoccupations depuis plusieurs années.

Outre ces projets, les autorités locales de la wilaya de Guelma ont supervisé aussi le lancement de plusieurs projets de développement, notamment en matière d'alimentation en eau potable et la réalisation d'infrastructures scolaires dans deux communes.

GHARDAÏA

Atteintes aux personnes et aux biens : 724 affaires traitées par la police

Pas moins des 724 affaires d'atteinte aux personnes et aux biens ont été résolues par la police judiciaire de la sûreté nationale depuis le début de l'année en cours 2021 sur l'ensemble du territoire urbain des wilayas de Ghar-daïa et El-Menea, selon le bilan trimestriel de cette institution sécuritaire. Ces affaires ont mis en cause plus de 230 individus et ont porté sur la petite criminalité de

vol, notamment de téléphones portables, ainsi que menace, coups et blessures et destruction de biens d'autrui.

Les policiers ont résolu, en outre, 49 affaires de commercialisation de drogue et psychotro-

pes impliquant 80 individus, ainsi que 29 affaires de crimes à caractère économique, escroquerie, falsification de documents et usage de faux impliquant 24 personnes, en plus de 24 affaires de cybercriminalité.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

17 ramadhan 1442

El Fedjr 04h20	Dohr 12h46	Assar 16h32	Maghreb 19h38	Icha 21h06
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



BOUIRA

Trois femmes asphyxiées par le monoxyde de carbone

Trois personnes ont été intoxiquées avant-hier dans la soirée par le monoxyde de carbone émis par le chauffe-eau dans une maison se trouvant à la cité du 17 Octobre dans la commune de Sour El Ghoulane qui se situe à une quarantaine de kilomètres au sud du chef-lieu de wilaya. Les victimes sont 3 femmes, dont l'âge est compris entre 19 et 45 ans. Ces dernières souffraient de sérieuses difficultés respiratoires, et après avoir reçu les premiers soins de secours par les éléments de la protection civile qui sont intervenus, elles ont été évacuées par ces derniers aux urgences du centre hospitalier des «Frères Yahiaoui» de Sour El Ghoulane. Il faut noter que depuis le début de la saison d'hiver à ce jour le nombre de victimes du monoxyde de carbone est porté à 108, dont un décès.

Farid Haddouche

Accidents de la route : 9 blessés en milieu urbain depuis le début du carême

Depuis le début du mois béni du Ramadhan, les services de la sûreté de wilaya de Bouira ont enregistré 9 accidents de la circulation au niveau urbain, faisant 9 blessés. Les services de sécurité ont organisé de nombreuses campagnes de sensibilisation dans le domaine de la sécurité routière pour consolider la sensibilisation au trafic parmi les usagers de la route, en particulier pendant les dernières heures avant la rupture du jeûne et la nécessité de continuer à adhérer aux mesures préventives de la propagation du virus Corona. En outre, un programme de communication ciblé a permis aux différents services d'intensifier les sorties sur le terrain, au profit des usagers de la route, des lieux publics et les gares de transport de voyageurs, afin de leur fournir des conseils et des orientations nécessaires.

En particulier pendant les premiers jours du mois sacré qui a été matérialisé sur le terrain par la sensibilisation et les recommandations aux conducteurs de respecter le code de la route et de réduire la vitesse pendant le transport, en veillant à entretenir le véhicule avant son utilisation, en particulier pour ce qui est de vérifier la pression des pneus et les freins. Afin d'assurer une communication efficace et significative dans le domaine de la sécurité routière, les mêmes services ajoutent que la Cellule Communication et Relations Publiques a intensifié les interventions radio durant la première semaine du mois sacré, qui, dans leur contenu, appellent l'honorable auditeur et tous les usagers de la route et de la voie publique à se méfier de l'effet de la fatigue et de l'épuisement et de veiller à prendre un repos adéquat avant de commencer à conduire le véhicule en raison des conséquences catastrophiques qu'il peut causer du fait d'une conduite sous l'influence de la fatigue et de l'épuisement.

F. H.

COMMUNIQUÉ

gig Algeria : distribution de collations-Iftar pour les automobilistes

En partenariat avec les Scouts Musulmans Algériens, l'Algérienne des assurances -gig Algeria, entreprise citoyenne par excellence, organise une opération de solidarité et de sensibilisation, durant le mois de Ramadhan, au niveau du barrage de la gendarmerie nationale situé sur l'axe autoroutier reliant Zeralda à Bouchaoui à l'Ouest d'Alger, où employés de gig Algeria et Scouts, distribuent quotidiennement des collations-Iftar au profit des automobilistes à l'heure de la rupture du jeûne.

Les Scouts, accompagnés des employés de gig Algeria, jouent un rôle de sensibilisation envers les conducteurs qui sont encore derrière le volant au moment précédent El Adhan, et ce, en les incitant à prendre le temps de s'arrêter quelques minutes, au niveau du barrage routier, pour rompre le jeûne et reprendre la route en toute sécurité et sérénité. Arborant le slogan "صوم مهني" «Jeûner sereinement» et en adoptant l'expression bien connue :

"في الثاني السلامة وفي العجلة الندامة"

(Prudence est mère de sûreté), cette action est basée sur les valeurs symboliques du mois sacré de Ramadhan où solidarité, partage et bienfaisance y constituent

les thèmes principaux. Cette action citoyenne s'inscrit dans la stratégie RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) de gig Algeria en matière d'actions de prévention routière. Cette opération, au-delà de son caractère humain, vise à sensibiliser les automobilistes sur les risques d'accidents de la route qui connaissent une hausse importante dans l'heure qui précède El-Iftar.

A l'occasion de cette opération, le Directeur Général de l'Algérienne des Assurances -gig Algeria, M. Mourad KAOUL, a déclaré : « Cette initiative s'inscrit en droite ligne de notre stratégie RSE adoptée par l'entreprise qui s'articule sur des axes majeurs, dont celui de la prévention routière.

En tant qu'entreprise citoyenne, il est de notre devoir de contribuer durant ce mois de Ramadhan aux actions humanitaires et partager les valeurs d'entraide, de solidarité, et de piété durant ce mois sacré. » gig Algeria s'engage, à travers ce genre d'opérations, à diversifier les actions citoyennes de sensibilisation tout en accordant une attention particulière à la prévention routière afin de contribuer à la réduction du nombre d'accidents routiers.

**M. Hamza - Aïn Fezza - Daïra de Chetouane
Wilaya de Tlemcen**

Lettre ouverte A Monsieur le Wali de Tlemcen AÏN FEZZA - Commune de plein exercice depuis 1957 manque de LYCÉE

Monsieur le Wali

Je prends la déferente liberté de vous faire parvenir la présente lettre ouverte que je diffuse pour vous faire connaître que ces derniers jours une rumeur appuyée, laissait entendre qu'une commission de choix de terrain avait parcouru le stade de football de la localité d'Aïn Fezza (l'unique stade) qui semble-t-il serait désigné pour l'implantation du Lycée.

Cette formule de facilité de se lancer dans une tentative de démantèlement d'un équipement existant, pour implanter un autre à sa place, serait une première en Algérie, et suscite le désarroi au sein des familles qui vivent dans l'angoisse de perdre, d'une part, le stade qui constitue un bastion de lutte contre l'échec scolaire ; qui renforce les liens d'amitié et de fraternité entre les jeunes et leur évite surtout, de sombrer dans les fléaux sociaux multiples qui les guettent. D'autre part, ces familles redoutent d'attendre encore plus longtemps, le lycée dont l'absence n'allège guerre les difficultés auxquelles sont confrontés au quotidien leurs enfants pour aller vers différents établissements de la ville de Tlemcen.

Ces difficultés liées aux moyens de transport, ne sont point allégés depuis l'ouverture de la gare routière qui a généré l'isolement du chef lieu.

Il est donc à craindre de commettre l'erreur de déshabiller Pierre pour habiller Paul, une solution qui s'apparente au manque de résolution d'affronter les problèmes; chose qui va à l'encontre des orientations capitales de Monsieur le Président de la République qui n'a de cesse d'appeler à la détermination d'aller de l'avant, dans l'édifice de l'Algérie nouvelle. Et ne serait-ce pas là les « lacunes en termes de règlement des problèmes » soulignés dans son dernier discours. ?

Monsieur le wali, pour palier à cette triste situation, nos plus vifs souhaits seront de ramener à la règle ou à l'exactitude ce qui s'en écarte afin de :

1- Préserver le stade et le réhabiliter au model qui avait été présenté à M. Sassi ex Wali de Tlemcen lors de l'une de ses visites de travail dans la commune d'Aïn Fezza. L'esquisse est conservée dans les archives de la commune.

Dans cet espace se rassemblent au quotidien tous les enfants du village pour se donner à cœur joie à la pratique de leur sport favori, sur la trace de leurs aînés qui avaient hissé haut les couleurs de l'équipe locale de football, lors de leur accession en division d'Honneur en 2002.

2- Relancer le Lycée retenu pour Aïn Fezza dans le cadre du programme complémentaire de développement, arrêté par décision de M. le Premier ministre à la Wilaya de Tlemcen en décembre 2013, et qui serait déjà opérationnel si ce n'était cette décision qui, en 2015, était venue geler de nombreux projets programmés et non engagés, y compris ceux de l'Education qui ne souffraient, au préalable, d'aucune mesure de restrictions budgétaires. Le maintenir dans sa position initiale, celle légitimement déterminée par les instruments d'aménagement et d'urbanisme :

A.A. KHERRAF - Retraité

Ces maux innommables qui rongent notre pays

Parmi ces maux, je citerai un mal récurrent : La Bureaucratie.

Venons-en aux faits : le manque de liquidités, ses désagréments et ses conséquences sur le bien-être de la population. Le ministre des Finances répète à qui veut l'entendre que ce problème est pris en charge, sans résultats concrets malheureusement. Que font les responsables du ministère concerné et ceux et celles d'Algérie-Poste ?

Les lacunes sont diverses : incompétence, manque de professionnalisme, manque de conscience, manque de respect, désorganisation, manque de coordination, apathie, sclérose des cerveaux, fainéantisme, sadisme, paresse....la liste est longue.

Les postiers parlent de la non prise en charge de leurs revendications légitimes depuis...2003, soit depuis 18 ans ! L'âge d'un adolescent !

Bien sûr, il y a eu toujours des promesses... non tenues.

La question essentielle qui se pose est celle-ci

PDAU, avec à l'appui, le procès-verbal de choix de terrain et l'étude de sol fidèlement exécutée par le Laboratoire national des Travaux publics. Cet équipement de première nécessité qui fait cruellement défaut à une commune dépassant les 12.000 habitants, s'est trouvé, après-coup, curieusement refoulé de l'assiette qui lui a été réservée sur une surface d'environ cinq hectares, judicieusement, intégrée au tissu urbain et qui était également destinée à résoudre le problème foncier qui sévit à Aïn Fezza et à recevoir les équipements collectifs prioritaires tels : - Un nouveau siège pour la Gendarmerie Nationale et ses dépendances et dont le choix de terrain avait bien eu lieu. - Les équipements divers de services publics répondant aux exigences futures d'une agglomération sans cesse croissante - Une place publique en remplacement de celle où sont tombés des martyrs et qui avait été négligemment envahie par le béton.

S'il faut concourir à donner à la terre nourricière son dû en compensation des cinq hectares (à sec) convoités et sur lesquels pèse l'épée de Damoclès, l'occasion est à saisir pour porter à votre connaissance, que dans le voisinage immédiat, cent cinquante hectares de terre de fertilité avérée subissent la désertification en attendant la réhabilitation de son réseau d'irrigation tombé en désuète depuis plus de quinze années (1) mettant à mal une centaine de familles de fellahs, entre Ouchba et Aïn Fezza, qui en tiraient leur subsistance, tout en contribuant pleinement à l'approvisionnement des marchés de fruits et légumes de la région et les Halls d'Oran jusqu'aux années 1970 en étaient copieusement pourvus.

Monsieur le Wali, la mise en œuvre de la politique de développement rural (zones d'ombre) est perçue avec fierté, et nous donne l'espoir que de votre bienveillante compréhension, la commune d'Aïn Fezza sera toute désignée pour se mettre au diapason des autres communes et que sa population meurtrie retrouve enfin le bonheur de voir ses enfants, en toute quiétude, scolarisés à domicile, et jouissant d'un esprit sain dans un corps sain que leur procure le sport.

Le motif invoqué, à l'origine de l'empêchement de la construction du Lycée n'a pas pris en considération que l'agglomération d'Aïn Fezza avait subi les affres des regroupements massifs des populations, engagés en 1957 par l'armée d'occupation et qu'elle occupe dans sa quasi totalité, un sol relevant de la même nature juridique (domaine Kayla).

Vous voudrez bien trouver ci-après, copie d'article, portant sur la même affaire, publiée sur 'Le Quotidien d'Oran' en date du 26/11/2018.

Veillez agréer Monsieur le Wali, avec les plus vifs remerciements notre parfaite considération. Pétition en archives, à toute fin utile.

(1)- Un projet sectoriel pour la réfection de la rigole, devait être lancé selon le subdivisionnaire des Ressources en eau de la daïra de Chetouane ; ce projet est demeuré sans suite.

: ces Gestionnaires et Responsables, toutes catégories confondues, sont-ils capables de prendre en charge les problèmes concrets de la population et de les résoudre, comme stipulé dans leurs fiches de fonctions ?

Devant tant de lacunes, de non respect de leurs devoirs et obligations, de préjudices causés aux besoins essentiels de la population et de manque de dignité, la réponse est évidemment négative, tout en signalant les coûts engendrés et les manques à gagner, au détriment de l'économie nationale.

A mon humble avis, tous ces manques ont une origine : c'est le manque de culture au sens large du terme. Si ces gens-là prenaient conscience des souffrances endurées par notre peuple pour recouvrer son indépendance et du sacrifice de nos glorieux Chouhada, ils se mettraient en quatre pour être à la hauteur des besoins légitimes de notre peuple et de leurs devoirs envers l'Etat qui les rémunèrent.

ANNONCES CLASSÉES

Le Quotidien d'Oran
Jeudi 29 avril 2021 **19**

APPARTEMENTS

■Mets en location 18 Appartements équipés dans un immeuble privé à Aïn El Turck - Idéal pour Personnel de Société et même pour Particulier - Tél : 0770.20.74.30

■Vends F3 - Cuisine - SDB au 1^{er} étage - Ensoleillé - dans cité fermée EL DJAMAL - Yasmine 2 (ORAN) - Tél : 0773.48.30.19

■A louer joli F4 au 1^{er} étage - Refait à neuf - Face écoles et près de marché - Bloc sécurisé et fermé - Cité des Amandiers - ORAN + Local commercial Coop. « HOGGAR » USTO - Tél : 0557.57.51.64

■A louer bel Appartement F2 - Cuisine - Douche - WC - 3 Balcons + Hall à Plateau - ORAN - Libre de suite - Tél : 0666.52.07.90 - 0551.90.86.19

■Echange ou A vendre : Un bel F3 à HASSI BENOKBA contre F2 ou petit Haouch à ORAN ou environs. 1^{ère} main Désistement - Prix après visite - Tél : 0657.47.80.07

■A louer bel Appartement F3 de 82 m² - Propre à « Les Oliviers » Maraval / ORAN - Tél : 0540.42.24.00

■Vends à Oran à Lotfi centre-ville F4 meublé 130 m² - 7^{ème} étage avec Ascenseur - 3 façades - 3 Chambres avec balcon individuel - Gd Salon - Gde Salle à manger - Cuisine - SDB - WC et placard - Tél : 0560.19.75.28 - Prix : 1 Md 950 Millions

■A louer Appart de 3 Pièces - Cuisine et SDB au 5^{ème} étage à Haï El Yasmine en face Hasnaoui dans une cité très calme - Tél : 0778.11.29.57

■Vends ou Echange Logt F3 au 2^{ème} étage avec 2 balcons - Très bon état - Bien situé - Acte + Livret foncier - Idéal pour profession libérale - à Zabana / ARZEW - Mr KHARROUBI : 0772.38.71.86 - 041.76.12.06 - Pas de courtier SVP

VILLAS

■Vends Maison à BIR EL DJIR - Bien située sur Bd commercial - Sup. 400 m² - 2 Façades / Courtiers et Intermédiaire s'abstenir SVP - Tél : 0780.90.92.91 - de 14 H à 17 H

■Vends Villa R+1 de 451 m² à St Hubert (ORAN) - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0554.64.89.28

TERRAINS

■Vends Lot de Terrain de 200 m² à ARZEW -ZABANA - Acté - Tél : 0797.03.70.30

■A vendre Terrain à Canastel (ORAN) très bien situé en pleine forêt - 168 m² - Lotissement ENAKHIL - Contacter le numéro : 0561.64.22.44

■Vends des beaux Lots de Terrain - Sup. 150 m² - 300 m² et 500 m² avec 1 seule façade et 2 façades - Très bien situés à DOUAR BOUDJEMAÂ (CHOURBA) ORAN - Tél : 0559.34.20.35 / 0779.26.41.67

■Vends Terrain de 1.700 m² à HASSIANE TOUAL (ORAN) - Prix demandé : 25.000 DA/m² à débattre - Tél : 0799.11.29.67

EMPLOIS

■Un père de famille cherche Travail comme Chauffeur Livreur avec son propre véhicule - Expérience de 25 ans dans le domaine - Tél : 0779.22.80.57

■EURL AVANTAGE B.K. recrute à son siège un Agent de saisie : Expérience + de 5 ans - Âgé de 30 ans et plus - Maîtriser français et anglais - Contacter N^o : 0556.40.53.76 - 041.61.72.25

■Atelier de couture, à Oran Choupot, recrute couturier point droit en couture traditionnelle, exp et diplôme - tél : 0549.82.77.89 ou envoyez CV par e-mail : goldenfalcon.trade@gmail.com

DIVERS

■Cause Départ - Vends : Gd Congélateur bon état - Salle à manger en coupe d'orme (3 Pièces) - 1 Salon 4 Seddaris + Table - Gde Niche - Table Télé + 4 Rouleaux Bâche +2 Feux Electriques Design - Tél : 0559.66.03.72

■A louer Licence Café à ORAN - Tél : 0774.98.94.64

■A louer Licence de Cafétéria à ORAN - Tél : 0554.33.78.58

■Cabinet chirurgical dentaire opérationnel + 20 ans, entièrement rénové, cherche Chirurgien Dentiste spécialiste en Para ou Pathologie Bucco-dentaire pour collaboration - Tél : 0542.08.09.14

PENSÉE
HASSANI CHAHIDA
Cela fait 12 ans - le 29 Avril 2009 - que tu nous as quittés pour un monde meilleur laissant derrière toi un immense vide que personne ne pourra combler. En ce triste anniversaire, les familles HASSANI, MEHNANE et MEBARKI, notamment tes enfants Omar, Aya et Bouchra et ta petite-fille Malek Chahida demandent à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire.
إنا لله و إنا إليه راجعون

PENSÉE
ABED FATEMA ZOHRA
Le 22-04-2021 tu nous as quittés. Il y a déjà une semaine qui est passée notre chère sœur. La blessure de ta perte est toujours là on ne t'oubliera jamais.
Ta famille d'ORAN ABED de Boulanger et les familles BOUCHOUCHA, LAKHDARI, BOUHADDA, BENHADDOU.

PENSÉE
Il est douloureux de se séparer d'une être cher
Mme BECHIR Fatma née TEBBAL
mère, grand-mère. Voilà déjà six années - le 29-04-2015 - que tu nous as quittés en silence, sans bruit, en nous laissant une plaie profonde dans nos cœurs. Tu étais le pilier qui nous soutenait et nous unissait. Il nous reste ta Baraka. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire et prions Dieu Le Tout-Puissant de l'accueillir en Son Vaste Paradis.
Ta Famille
إنا لله و إنا إليه راجعون

Réseau AudiFeL شبكة اوديفال
الأجهزة الطبية لتقوية السمع
www.audifel.com
Made in Germany
من أجل نقص سمع الأطفال والكبار والمسنين. Pour une baisse de l'audition chez l'enfant et l'adulte.
اوديفال تفحص سمعكم مجاناً لبرمجة السماعة. AudiFeL vous fait un test prothétique gratuit.

تلمسان - سعيدة - قسنطينة 06 61 10 35 03	عنابة - الجزائر 06 61 10 35 02	وهران 06 61 10 35 01
بجاية - شلف - سطيف 06 61 10 35 05	تيارت - مستغلم - غليزان 06 61 10 35 04	مع تحيات فتال

Réunion du BF de la FAF Une première pour Charaf-Eddine Amara

M. Zeggai

C'est demain soir qu'aura lieu la première réunion du nouveau bureau fédéral de la FAF sous la présidence de Charaf-Eddine Amara. Plusieurs points sont à l'ordre du jour. Outre la répartition des tâches au sein du BF, l'ordre du jour portera sur l'évaluation des rapports des ligues, à savoir la Ligue de football professionnel (LFP), la Ligue nationale de football amateur (LNFA), la Ligue inter-régions (LIRF) et enfin de la Ligue de football féminin (LFF) et également celui de la direction tech-

nique nationale (DTN). Mais le point qui retient l'attention et qui tient en haleine le public algérien est la répartition des tâches. Là, la guerre des postes a déjà commencé entre les prétendants notamment pour les postes des deux vice-présidents. Un choix difficile étant donné qu'il y a quatre candidats pour deux postes, Mouldi Aïssaoui, Rachid Gasmi, Amar Bahloul et Yacine Benhamza. Qui seront donc les deux lauréats ? Certaines sources affirment que Bahloul est en ballotage favorable, mais les articles 3 et 4 du décret exécutif 15-340 relatifs à l'interdiction du

cumul pourraient changer les données. Les concernés par cette mesure doivent choisir entre le bureau fédéral ou leurs fonctions respectives. Aussi, c'est l'occasion pour le nouveau président de la FAF de prendre des décisions fermes afin de mettre un terme aux anciens réflexes, surtout qu'il est soumis à une forte pression dans le but de maintenir la même composante. En somme, la réunion de demain sortira certainement par des résultats qui pourront nous donner un aperçu sur les alternatives du nouveau bureau fédéral quant à l'avenir du football algérien.

FIFA - Coupe arabe 2021 L'Algérie dans un groupe relevé



L'Algérie évoluera dans le groupe D avec notamment l'Egypte, selon le tirage au sort de la Coupe arabe de la Fifa 2021 réalisé mardi soir à l'Opéra Katara de Doha. Outre l'Algérie (champion d'Afrique) et l'Egypte, le groupe D comprend également le vainqueur des matchs: Liban-Djibouti, et Libye-Soudan. Le nouveau président de la Fédération algérienne de football (FAF) Charaf-Eddine Amara, a indiqué mercredi que l'Algérie tentera de «faire bonne figure et aller le plus loin possible» lors de la Coupe arabe des nations de la Fifa. «Nous avons hérité d'un groupe compétitif, en présence notamment de l'Egypte, qui n'est plus à présenter. Nous allons participer à cette compétition avec l'intention de faire bonne figure et se donner à fond, d'autant qu'il s'agit du premier rendez-vous majeur depuis mon élection à la tête de la FAF, qui interviendra juste avant la CAN-2021 (reportée à 2022, ndlr) au Cameroun. La FAF mettra tous les moyens pour permettre à notre sélection de se préparer dans d'excellentes conditions et réunir les meilleurs joueurs du moment pour atteindre ses objectifs», a indiqué le patron de la FAF. Cette compétition, réservée aux joueurs locaux, devrait enregistrer la présence d'éléments évoluant à l'étranger, en dehors du continent européen, comme l'a si bien indi-

qué Charaf-Eddine Amara. «Concernant l'effectif qui prendra part à cette épreuve, il sera bien évidemment composé majoritairement de joueurs évoluant en Algérie, mais également de joueurs qui évoluent dans les championnats du Golfe et même en Tunisie. Les joueurs évoluant en Europe ne seront pas concernés du moment qu'ils seront engagés durant cette période, dans leurs championnats respectifs», a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner dans le même sujet : «L'effectif qui prendra part à ce tournoi sera arrêté après concertation entre le sélectionneur national Djamel Belmadi, et celui de la sélection de l'équipe A', composée de joueurs locaux, Madjid Bougherra». Le tournoi sera disputé en deux étapes avec une compétition préliminaire qui concernera quatorze équi-

pes les moins bien classées sous la forme de sept matchs simples à éliminatoire directe, puis une compétition finale se déroulant sous forme d'une phase de groupes, suivie de quarts de finale, demi-finales et finale. Prévue à la fin 2021, la Coupe arabe sera l'occasion de tester les installations et les opérations à tout juste un an de la première Coupe du Monde de la Fifa organisée au Moyen-Orient et dans le monde arabe. Les finales des deux compétitions se tiendront un 18 décembre, jour de la fête nationale qatarie.

Les matches de la Coupe arabe sont programmés dans six des stades de la Coupe du Monde. Certains ont déjà accueilli des rencontres de haut niveau ces derniers mois tandis que d'autres abordent la phase finale de leur construction.

Composition des groupes

- Groupe A :** Qatar, Irak,
Vainqueur Oman-Somalie,
Vainqueur Bahreïn-Koweït
- Groupe B :** Tunisie, Emirats arabes unis, Syrie,
Vainqueur Mauritanie-Yemen
- Groupe C :** Maroc, Arabie saoudite,
Vainqueur Jordanie-Soudan du sud,
Vainqueur Palestine-Comores
- Groupe D :** Algérie, Egypte,
Vainqueur Liban-Djibouti,
Vainqueur Libye-Soudan.

Eliminatoires CAN-2022 La sélection féminine en stage à Alger

La sélection algérienne «A» féminine de football sera de nouveau en regroupement au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa à partir d'aujourd'hui et ce, jusqu'au 10 mai 2021, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF). C'est le second regroupement de suite des footbal-

leuses algériennes après celui effectué du 3 au 8 avril toujours à Sidi Moussa. Pour ce deuxième stage, la sélectionneuse nationale, Mlle Radia Fertoul a retenu 28 joueuses, toutes évoluant en Algérie contre 34 joueuses lors du premier stage. Il est utile de rappeler que la sélection natio-

nale féminine se prépare pour les prochaines échéances, notamment les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations Féminine 2022 dont la phase finale aura lieu au Maroc ainsi que la Coupe arabe des Nations prévue du 26 août au 16 septembre prochain au Caire (Egypte).

Ligue des champions d'Europe Chelsea fait douter Zidane et le Real

Le Real Madrid de Zinédine Zidane a été mis en difficulté par le Chelsea de Thomas Tuchel mais a pu compter sur un miraculeux Karim Benzema pour se sortir d'une épineuse situation et accrocher le nul (1-1) mardi en demi-finale aller de Ligue des champions. En plein doute: une semaine après le projet avorté de Super Ligue européenne dont le Real Madrid était l'un des instigateurs, les Madrilènes ont concédé un but et le nul sur leur pelouse mardi soir... et aborderont le match retour avec la pression d'un bon résultat obligatoire pour accrocher un billet pour la finale. Zidane a-t-il fait les bons choix ? La muraille de la «Maison blanche» a cédé dès la 14e minute sur une superbe ouverture d'Antonio Rüdiger pour Christian Pulisic, qui a dribblé Thibaut Courtois dans la surface avant de conclure, mais c'était déjà la 3e occasion nette des hommes de Tuchel. Heureusement pour «Zizou», son sauveur esseulé Benzema, excellent depuis son retour début mars, a arraché le nul avec un but sublime à la 29e. Mais le technicien marseillais n'est peut-être pas exempt de tout reproche: il n'a pas effectué de changements à la mi-temps, bien que les erreurs tactiques de ses hommes aient été flagrantes dès l'entame. Alors que «Zizou» avait opté pour une défense à trois centraux, Nacho, Raphaël Varane et Eder Militao ont eu tendance à reculer ensem-

ble sans oser monter mettre la pression sur les attaquants des «Blues», et leur ont laissé trop de champ pour agresser la cage de Courtois... Il manquait le capitaine habituel Sergio Ramos (touché au mollet gauche et positif au Covid-19), qui vibrerait autant que ses coéquipiers dans les gradins du petit stade Alfredo di Stéfano. Et en passant surtout par le couloir de Vinicius, Marcelo et Nacho, Chelsea s'est régalé: les Londoniens ont multiplié les offensives, se projetant rapidement grâce à une sortie de balle impeccable, orchestrée par un N'Golo Kanté encore irréprochable, multipliant les bons placements et les courses judicieuses. «Il fallait changer quelque chose à la mi-temps. Surtout la pression, ça n'a pas été comme on voulait. Donc on a changé pour être plus haut, plus compact, plus ensemble. Le résultat final est juste», a estimé Zidane en conférence de presse d'après-match. Thomas Tuchel, de son côté rentre à Londres avec une certitude: sa défense à trois, quoique pas si hermétique, tient bien la route face à une équipe du calibre du Real Madrid, et son animation offensive a les arguments pour faire douter le fébrile rideau blanc.

Et elle devra réitérer cette performance et même faire mieux lors du match retour le 5 mai, pour faire chuter l'indomptable Real de Zidane et accrocher un billet inespéré pour la finale.

L'Algérie ou la France ? Gouiri botte encore en touche

L'attaquant franco-algérien de l'OGC Nice (Ligue 1 française de football) Amine Gouiri, a indiqué mardi qu'il n'avait pas encore tranché le sujet de la sélection, alors qu'il porte actuellement les couleurs de l'équipe de France des moins de 21 ans (U21). «C'est ma première saison pro, donc je pense qu'il est trop tôt pour parler de sélection. Je laisse les autres y penser et parler pour moi», a indiqué Gouiri dans un entretien accordé au magazine So Foot. Gouiri (21 ans), formé à l'Olympique Lyon, avait re-

joint Nice en 2020 pour un contrat de quatre ans et est devenu l'un des tauliers de la formation azurée. Cette saison, le natif de Bourgoin-Jallieu a marqué 16 buts, toutes compétitions confondues. «Je suis Français d'origine algérienne, mon père est né en Algérie, je suis fier de mes origines comme tout le monde doit être fier des siennes. Pour moi, tout ça est une richesse», a-t-il ajouté. Pour rappel, l'OGC Nice renferme dans son effectif les deux internationaux algériens Youcef Atal et Hicham Boudaoui.

Ligue Europa Emery renoue avec son passé contre Arsenal

Unai Emery contre les fantômes du passé: après avoir remporté trois Ligues Europa consécutives (2014-2016) avec Séville, l'entraîneur basque va tenter d'en gagner une de plus avec Villarreal, jeudi en demi-finale aller contre Arsenal (20h00), le club qui l'avait brusquement remercié fin 2019. Comme on se retrouve! Passé sans gloire sur le banc des Gunners entre 2018 et 2019, Emery a sans doute une petite revanche à prendre sur le destin... mais aussi sur la Ligue Europa, compétition où il avait perdu en finale avec le club londonien en 2019 (4-1 contre Chelsea) après ses trois sacres sévillans. Evincé le 29 novembre 2019, Emery (49 ans) a rebondi à Villarreal, au nord de Valence (est de l'Espagne), en juillet 2020, après huit mois sans exercer. Au Paris Saint-Germain (2016-2018), Emery a certes remporté

sept trophées, dont le titre de champion de France en 2018. Mais il reste l'entraîneur qui dirigeait le PSG lors de l'humiliante «remontada» contre le FC Barcelone en 8e de finale retour de Ligue des champions en 2017 (4-0, 1-6). Il faudra donc dompter l'Arsenal d'un autre technicien basque, son compatriote Mikel Arteta. Les retrouvailles promettent d'être alléchantes entre les deux formations, qui ont leurs propres fantômes à chasser. La dernière fois que Villarreal et Arsenal se sont rencontrés, c'était en demi-finale de la Ligue des champions 2006: les Anglais l'avaient emporté (1-0, 0-0), avant d'échouer 2-1 en finale face au FC Barcelone de Ronaldinho et Samuel Eto'o.

Aujourd'hui à 20h00

Man United - AS Rome
Villarreal - Arsenal

FAF - Coupe de la Ligue - 1/8^e de finale**Derby à Relizane, indécision à Biskra**

M. Z.

Plusieurs chocs sont au menu de ces huitièmes de finale qui s'étaleront sur deux jours. Pour les matches programmés demain, c'est le derby de l'Ouest entre le RCR et le MCO qui attire l'attention et qui s'annonce à l'avantage des Oranais du Mouloudia compte tenu de ce qui se trame dans la bâtisse du Rapid. Les joueurs ont interrompu les entraînements en raison des promesses non tenues des dirigeants. En dépit de l'avantage du terrain, le Rapid qui retrouvera son stade Zouggari après les travaux d'aménagement, n'est pas à l'abri d'une

élimination d'autant plus que ses joueurs ont perdu leur concentration avec ce problème de salaires impayés, à moins d'une surprise. A Biskra, l'USB, une équipe désireuse de sauver sa saison par un trophée, affrontera le Paradou AC dans un match plein d'indécision entre deux formations qui se connaissent parfaitement. L'état du terrain risque d'être déterminant pour les Biskris du coach Aït Djoudi, mais sait-on jamais ? L'autre match verra l'O. Médéa accueillir l'USMBA. Les Médéens qui viennent de perdre Khalfallah, parti au CRB, et leur entraîneur Chérif Hadjar, qui a rejoint la JSMS, seront amoin-

dris. En dépit de cette situation, l'Olympique veut absolument arracher son billet pour les quarts de finale devant une équipe de l'USMBA, sans âme. Pour rappel, cinq autres empoignades sont programmées la semaine prochaine (samedi 8 mai). A noter que la Coupe de la Ligue dans sa nouvelle version, destinée uniquement aux clubs de Ligue 1, a été réactivée pour remplacer la Coupe d'Algérie, annulée à cause de la pandémie de coronavirus.

Vendredi à 22h30Biskra: USB-PAC
Médéa: OM-USMBA
Relizane (15h30): RCR-MCO

Ligue 1 - Mise à jour

CRB-USMA, un derby révélateur

Adjal Lahouari

À la suite du revers subi par la AJSS face au CRB, l'ES Sétif s'est parée du titre symbolique de champion d'hiver, une distinction méritée au regard de sa régularité tout au long de cette phase par rapport à ses rivaux qui ont connu quelques défaillances. La mise à jour des matches en retard ne changera rien, et notamment celle qui concerne le CRB qui sera aux prises demain avec l'USMA. Tout indique que ce derby est très important pour ces deux clubs ambitieux qui ne peuvent se contenter de jouer les « seconds couteaux » tant en raison de leurs palmarès que des moyens dont ils disposent. Sur le plan physique, les Usmistes sont certainement plus frais que les Belouizdadis, et ce paramètre doit être pris en considération. Le CRB, après une période de stagnation, s'est ressaisi avec les deux victoires contre le CABBA et la JSS, mais demeure toujours à six longueurs du leader sétifien pour le même nombre de rencontres. Aussi, pour les partenaires du gardien Mous-

saoui, il est impératif de conserver cette dynamique, et la répétition des matches ne semble pas affecter l'endurance des joueurs. C'est un constat plutôt rassurant à la veille de la phase retour qui s'annonce indécise et disputée si l'on prend en compte les ambitions clairement affichées par les entraîneurs et les dirigeants de plusieurs clubs. A présent, les places sont chères et cette concurrence ne peut être que profitable à l'entraîneur Mounir Zeghdoud qui n'aura que l'embarras du choix pour aligner les plus en forme. On assure que le coach usmiste va mettre en application un plan anti-Sayoud, étant convaincu que c'est la solution pour battre le CRB. Un nul n'arrangerait pas les affaires des deux clubs, et on suppose que ce sera une rencontre où les attaquants auront un rôle essentiel. En somme, il s'agit d'un derby révélateur qui nous donnera des indications sur la forme de ces deux équipes. Ceci dit, nous ne cessons jamais de souhaiter un arbitrage impartial, car il y va de la régularité du championnat et du strict

respect de l'éthique. Quelques heures plus tard, ce sera au tour du MCA de recevoir le NC Magra, et on ne voit pas comment les joueurs mouloudéens, rassurés par le retour aux affaires de leur entraîneur Nabi Neghiz et après leur dernière victoire face au CABBA, pourraient ne pas saisir l'opportunité d'engranger les trois points qui les propulseraient derrière le peloton de tête, un rang plus en conformité avec le niveau du groupe et des grosses ambitions affichées par la nouvelle direction. En effet, les coéquipiers de Hachoud estiment qu'ils sont en mesure de participer à la course au titre malgré le retard actuel. Avec leur coach qui vise, tout simplement, la Ligue des champions d'Afrique, ils n'ont aucun droit à un quelconque fléchissement en compétitions domestiques, que ce soit en Ligue 1 qu'en Coupe de la Ligue.

Vendredi à 16h00Alger (20-Août): CRB-USMA
5-Juillet (22h30): MCA-NCM
Samedi à 16h00
Skikda : JSMS-ESS

MC Alger

Neghiz prend officiellement ses fonctions

Le MC Alger a annoncé sur sa page officielle Facebook, le retour officiel de l'entraîneur Nabil Neghiz à la barre technique, en remplacement d'Abdelkader Amrani, démissionnaire, sans pour autant dévoiler la durée du contrat. Ayant débuté la saison avec le «Doyen», Neghiz a été limogé en février dernier par l'ancienne direction dirigée par Abdenacer Almas. Ce dernier vient d'être remplacé par Amar Brahmi en tant que nouveau prési-

dent du Conseil d'administration. L'ère Amrani n'aura duré que deux mois, lui qui a souvent été contesté suite aux mauvais résultats concédés par le Mouloudia en championnat. Pour se consoler, le MCA s'est qualifié pour les quarts de finale de la Ligue des champions. Neghiz sera assisté dans sa mission par l'ancien sélectionneur de l'équipe nationale des moins de 20 ans (U20) Saber Bensmain. Gacemi est le nouveau préparateur physique,

alors que Benhaha a été maintenu dans son poste d'entraîneur des gardiens. Selon des photos postées sur la page officielle Facebook, Neghiz a dirigé la séance d'entraînement qui s'est déroulée mardi après-midi à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration (ESHRA) d'Aïn Benian (Alger), à trois jours de la réception du NC Magra, vendredi au stade du 5-juillet (22h30), en mise à jour de la 18^e journée du championnat.

WA Tlemcen

Djamel Benchadli boude

Les joueurs du WA Tlemcen ont mis un terme à leur grève de plusieurs jours et repris l'entraînement mais sans leur entraîneur Djamel Benchadli qui continue à boudier son équipe réclamant la régularisation de sa situation financière, a-t-on appris de ce club de Ligue 1 de football. Le retour des joueurs à l'entraînement est intervenu au lendemain de la réunion initiée par le wali de Tlemcen et à laquelle ont été conviés les dirigeants du WAT et des représentants des supporters. Au cours de cette rencontre, la situation financière difficile que traverse le club a été passée au peigne fin et des engagements ont été faits par le premier responsable de la wilaya pour contribuer au dénouement de la crise. Selon la même source, des chèques de garantie du club ont été attribués aux joueurs, qui n'ont pas perçu leurs salaires depuis plusieurs mois, avec la promesse d'être payés dans les prochains jours. Une démarche ayant incité

les «Zianides» à commencer leurs préparatifs en vue de la phase retour, alors que l'entraîneur Benchadli brille toujours par son absence. C'est sous la houlette de l'entraîneur adjoint Djawad Yadel que les «Bleu et Blanc» ont effectué leur première séance d'entraînement lundi soir, en attendant que la direction du club ne tranche sur l'avenir de Benchadli «avant la fin de cette semaine», souligne-t-on de même source. Le WAT, qui a retrouvé l'élite cette saison après sept années passées dans les divisions inférieures, est inactif depuis son match en retard sur le terrain du CR Belouizdad (1-1) le 28 mars dernier, rappelle-t-on. L'équipe renouera avec la compétition le 4 mai prochain par la réception du CS Constantine dans le cadre de la 1^{re} journée de la phase retour. Elle a terminé à la 13^e place la première partie du championnat avec 20 points obtenus de 4 victoires et 8 nuls, tout en concédant 7 défaites.

Cyclisme - Course régionale
minimes-cadets**Oran hôte de l'événement**

Une course régionale cycliste aura lieu vendredi sur le circuit fermé du côté d'Ain El Beida (commune d'Es-Senia (Oran), a-t-on appris auprès de la ligue oranaise de cyclisme. Organisée par la ligue oranaise de cyclisme en collaboration avec la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), cette manifestation sportive verra la participation de plus de 60 jeunes coureurs représentant des clubs des ligues d'Aïn Témouchent, Mostaganem, Relizane et Oran dans les catégories minimes et cadets. Cette course régionale se déroulera sur un circuit fermé de 1,8 kilomètre. Le coup d'envoi sera donné à 14 heures 30 afin de permettre aux participants

de regagner leurs domiciles avant la rupture du jeûne. Les minimes devront parcourir 10 fois cette distance et les cadets douze fois. Cette course de la «Petite reine», inscrite dans le cadre du calendrier du challenge ramadhan cyclisme 2021 par la FAC et la ligue régionale de cyclisme, est organisée dans l'objectif de permettre aux athlètes d'améliorer leur condition compétitive après plusieurs mois d'arrêt à cause de la pandémie de la Covid-19. Une autre course, s'inscrivant dans le même cadre et réservée exclusivement aux seniors, aura lieu le 7 mai prochain, a-t-on appris auprès de la ligue oranaise de la discipline.

**Volleyball - Championnat d'Afrique des clubs
L'ES Tunis remporte le trophée**

L'ES Tunis a remporté le Championnat d'Afrique des clubs champions de volley-ball (messieurs), en s'imposant devant les Egyptiens du Zamalek sur le score de 3 sets à 0 (25-20, 25-23, 25-10), en finale disputée mardi à Sidi Boussaid (Tunisie). A la faveur de ce succès, l'Espérance décroche son billet pour le Mondial des clubs prévu à la fin de l'année 2021. C'est le 5^e titre continental pour

l'ES Tunis après ceux décrochés en 1994, 1998, 2000 et 2014. La troisième place du tournoi est revenue à l'équipe libyenne de Swehly, après sa victoire sur la formation tunisienne du CO Kelibia par trois sets à zéro (25-21, 25-19, 25-19). Vingt équipes africaines ont pris part à cette 37^e édition du Championnat d'Afrique des clubs champions de volley-ball (messieurs), disputée du 18 au 27 avril.

**Tennis - Roland Garros
Nassim Belazri retenu comme juge de ligne**

L'arbitre international algérien, Nassim Belazri, titulaire d'un bronze Badge, a été retenu comme juge de ligne par la Fédération française de tennis (FFT) au tournoi du Grand Chelem Roland-Garros, programmé du 30 mai au 13 juin 2021 à Paris (France), a annoncé la Fédération algérienne (FAT). Belazri a, également, été retenu par la Fédération internationale de tennis (ITF) aux Jeux olympiques 2020 déca-

lés à 2021 à Tokyo (Japon), l'été prochain. Une désignation qui n'est pas une première pour le natif de Béjaïa qui a participé auparavant à plusieurs tournois internationaux notamment les tournois du Grand Chelem comme Roland-Garros, Wimbledon et l'Open d'Australie, où il a eu l'occasion d'officier en tant que juge de ligne la finale 2019 qui avait opposé le Serbe Novak Djokovic à l'Espagnol Rafael Nadal.

TF1

20.05 HPI



Série policière - France - 2021
Saison 1 - Episode 1/8

- Vents d'ouest

Avec Audrey Fleurot, Mehdi Nebbou, Bruno Sanches, Marie Denarnaud

A la DIPJ de Lille, l'enquête sur le meurtre d'Antoine Levasseur, retrouvé assassiné chez lui, est presque résolue. Sa femme, Jeanne, est portée disparue et il ne fait presque aucun doute qu'elle est la principale suspecte. Tombée par hasard sur le dossier du meurtre, Morgane Alvaro, la femme de ménage du commissariat au QI hors norme, n'est pas de cet avis : pour elle, Jeanne est aussi une victime et elle ne se prive pas de faire savoir aux enquêteurs qu'ils font fausse route !

2

20.05 Envoyé spécial



Présenté par Élise Lucet

Au sommaire : Héritage, la fête au village !". Certaines communes ont vu leur destin bouleversé par un legs inattendu. - "Un espion dans ma poche ?". A la découverte du marché des données personnelles, où le moindre événement consigné sur Internet s'échange à prix d'or. - "Ma vie d'infirmière". Tiffany, 30 ans, et Anne-Sophie, 49 ans, sont toutes deux infirmières au service réanimation du CHU d'Amiens, dans la Somme.

3 JEUDI

20.05 La finale



Comédie dramatique - France - 2018
Avec Rayane Bensetti, Lyès Salem, Thierry Lhermitte, Emilie Caen

Atteint de la maladie d'Alzheimer et handicapé par de nombreux trous de mémoire, Roland a été forcé d'arrêter de travailler et de vendre son restaurant. Il vit désormais chez sa fille, qui envisage de le placer dans une maison de retraite. JB, son petit-fils, a du mal à accepter la présence de Roland dans sa chambre.

CANAL+

family

19.53 Madagascar 2 : la grande évasion



Film d'animation - Etats-Unis - 2008

Après avoir fui New York et échoué à Madagascar, Alex le lion, Marty le zèbre, Melman la girafe et Gloria l'hippopotame, parviennent à atteindre les plaines d'Afrique grâce à l'aide des pingouins, qui ont réparé l'épave d'un avion. Là, tous ont l'occasion de renouer avec leurs familles éloignées et leurs racines.

6

20.05 Ratatouille



Film d'animation - Etats-Unis - 2007

Rémy est un rat. Mais pas n'importe lequel. Un rat gourmet, qui rêve de devenir un grand chef malgré l'opposition des siens. Le fait de se retrouver dans les égouts du restaurant du mythique Auguste Gusteau, aujourd'hui disparu, va l'y aider. Quand Linguini, un jeune apprenti particulièrement maladroit, débarque dans les cuisines, Rémy décroche la chance de sa vie.

RTL9

19.50 Le royaume



Thriller - Etats-Unis - Allemagne - 2007

Avec Jamie Foxx, Ashraf Barhom, Jennifer Garner, Chris Cooper

A Riyad, en Arabie saoudite, un attentat-suicide contre la compagnie pétrolière Gulf Oasis provoque la mort d'une centaine d'Américains. Ronald Fleury, Janet Mayes, Grant Sykes et Adam Leavitt, membres d'une petite section d'intervention du FBI, se rendent sur les lieux du drame.

CANAL+

20.07 A Teacher



Série dramatique - Etats-Unis - 2020
Saison 1 - Episode 4/10

Avec Kate Mara, Nick Robinson, Ashley Zukerman, Shane Harper

Après leur aventure survenue durant la fête organisée au lycée, Claire impose à son jeune amant des règles strictes afin de préserver leur secret. Matt, son fiancé, constate cependant le comportement de plus en plus étrange de sa compagne. De son côté, Eric est questionné par son meilleur ami mais surtout par Alison furieuse d'avoir été délaissée par lui durant cette soirée.

CINE +

FRISSON

19.50 It Follows



Film d'horreur - Etats-Unis - 2014
Avec Maika Monroe, Keir Gilchrist, Jake Weary, Olivia Luccardi

Jay se rend au cinéma avec Hugh, son petit-ami. Mais là, il prend peur d'une femme qu'elle n'arrive pas voir. Un soir, après avoir couché pour la première fois avec Jay, Hugh la kidnappe. Alors qu'elle est attachée à une chaise, il lui explique qu'il lui a transmis sa malédiction.

TF1

20.05 Koh-Lanta



Saison 22 - Les armes secrètes

Présenté par Denis Brogniart

Sur l'île de Tahaa, en Polynésie française, il y a du rififi dans l'air dans l'équipe blanche réunifiée. Les deux clans qui se croyaient unis depuis le début de l'aventure ne le sont pas du tout et ce soir, les Robinsons débattent leur sac. Des rancœurs tues jusque-là vont être dévoilées au grand jour et ça va faire grand bruit. Entre moments de vérité et surprise totale, la soirée s'annonce animée.

2

20.05 Capitaine Marleau



Série policière - France - 2017
Saison 2 - Episode 3 /7

- Sang et lumière

Avec Corinne Masiero, David Suchet, Laura Smet, Jérôme Kircher

Maggie, ex-journaliste anglaise mariée à Thomas, maire d'un village de Dordogne, a été enlevée et du sang retrouvé dans sa voiture. Marleau enquête dans cette commune peuplée d'expatriés anglais, recevant l'aide malgré elle d'un fin limier de Scotland Yard à la retraite, Herbert White.

3 VENDREDI

20.05 Les enfants de la musique



Présenté par Bruno Guillon, André Manoukian

Bruno Guillon, accompagné d'André Manoukian au piano, replonge dans la fièvre des années 70 et la fureur des années 80. Au programme : karaokés, blind-tests, batailles de playback ou encore quiz sur les plus grands titres de ces deux décennies. Invités : Chimène Badi, Donel Jack'sman, Plastic Bertrand, Lio, Jeanfi Janssens, Véronique Genest, Nicole Croisille, Jeane Manson, 3 cafés gourmands, Kazero, François Valéry...

OCS MAX

19.40 Rango



Film d'animation - Etats-Unis - 2011

Caméléon domestique, Rango est tout sauf aventurier. Le hasard lui joue un mauvais tour et il se retrouve perdu au beau milieu du désert. Après avoir échappé de peu à un aigle, il fait la connaissance de Fèbe, une femelle lézard. Celle-ci vient d'une petite ville du Far West, Poussière, où elle emmène son nouvel ami.

6

20.05 NCIS : enquêtes spéciales



Série policière - Etats-Unis - 2021
Saison 18 - Episode 6 /17

- 1 millimètre

Avec Mark Harmon, Sean Murray, Wilmer Valderrama, Brian Dietzen

Tenant de débusquer des trafiquants d'explosifs, Bishop et Torrès se perdent sur une petite route de campagne. Ils s'arrêtent pour demander leur route dans une ancienne maison de shérif. Là, deux hommes leur tirent dessus et les deux enquêteurs du NCIS se retrouvent enfermés dans des cellules à la cave.

RTL9

19.50 Hellboy II : les légions d'or maudites



Film fantastique - Etats-Unis - Allemagne - 2008

Avec Ron Perlman, Selma Blair, Doug Jones, James Dodd

Hellboy est une créature démoniaque... mais qui a décidé de faire le bien autour de lui ! Eduqué par le professeur Broom, Hellboy travaille au sein d'une section secrète du gouvernement américain, spécialisée dans le paranormal. Devenu ingérable depuis la mort de son père, il se voit affublé d'un chef, Krauss.

CANAL+

20.08 Braquage final



Thriller - Espagne - 2021

Avec Freddie Highmore, Sam Riley, Liam Cunningham, José Coronado

En 1645, dans l'Océan atlantique, à 40 kilomètres des côtes espagnoles, un navire coule, et avec lui, une importante quantité de lingots d'or. En septembre 2009, Walter Moreland, son complice James et une équipe de plongeurs britanniques tentent discrètement de s'emparer du butin, avant d'être repérés par les garde-côtes espagnols.

CINE +

FRISSON

19.50 Destination finale 5



Film d'horreur - Etats-Unis - 2011
Avec Nicholas D'Agosto, Emma Bell, Miles Fisher, Jacqueline MacInnes

Sam et ses collègues partent en séminaire en car. Alors qu'ils traversent un pont en travaux, Sam a la prémonition que la structure va céder et que beaucoup de gens vont mourir. Paniqué, il fait stopper le véhicule. Quelques minutes plus tard, le pont s'effondre effectivement.



Jeux proposés par Chérifa Benghani

es

FLÉCHÉS N° 8042

	SE MARRER, BLAGUER, NE PAS PARLER SÉRIEUSE- MENT →						
			←	LONGS TEMPS ----- CAPITALE DU PÉROU →			
	REMISES D'ACCORD →		↑	DEUX A TROIS ----- HABILLÉS →			
	↓				↑		↑
					ENTENDU AUX ARENES ----- AIMA FORT ←		NEANT ----- NOTE ←
			↑	CONVIENT ----- MIT DES BATONS DANS LES ROUES ←		↑	BIEN TOUCHEE ----- PEU A PEINE ←
↑	FEE DU LOGIS, MAITRESSE DE MAISON				↑	UN KILO D'EAU ----- FERMÉ ←	
					↑	LES INFOS →	
	↔		↑	POST- SCRIPTUM ----- BIEN AVANT L'HEURE →			
	TRAITS, RAYURES ----- CORIACE, PAS FACILE !		↑	RONCHONNE, ROUSPETE		↑	JEUX MONDIAUX ----- FALSIFIE, TRICHE ↔
→	NOMBRE ----- CABAS			↑	A LE CRAN ----- MOIS →		
↓			↑	TRANSPIRE ----- CATEGORIE DE BOXE →			PATIENTE, FAIT LE PIED DE GRUE ----- IDEM ↔
			←	CENT A L'HECTARE ----- PERSONNEL →		↓	ILS NOUS FONT MARCHER, C'EST SUR ! ↔
			↑	DEMONS- TRATIF			↔

[illegible]

Verticalement:

- A.** Jaquelin ou jacqueline pour les intimes.
B. Troubla.
Une taupe m'sieur-dame !
C. Schéma (un).
D. Indéfini.
Au réel.
E. Plier des feuilles.
Fort apprécié.
F. Register.
G. Premier cas d'égalité.
Se dilate dans la joie.
H. Félin.
Discussion.
I. Teinte.
Unit.
J. Construction en dur.

T	N	E	M	E	L	A	C	I	M	A	E	D	A	R
E	T	T	E	N	N	O	S	N	A	H	C	E	E	O
T	R	N	O	I	T	A	R	A	P	E	R	M	R	T
E	I	J	P	N	I	F	F	U	O	C	Q	I	U	A
R	T	O	A	O	U	T	I	L	R	E	U	S	T	G
N	U	U	R	M	A	S	S	E	C	S	A	S	A	I
U	R	T	I	O	V	I	D	E	H	S	L	I	B	L
E	E	E	L	E	I	H	E	R	E	O	I	O	R	L
M	R	I	C	M	O	E	E	S	O	R	T	N	U	A
E	K	A	E	N	R	M	O	D	E	C	E	C	O	R
N	R	N	N	E	R	E	P	U	O	R	G	E	C	E
T	N	E	M	E	L	B	A	T	I	R	A	H	C	I
E	U	I	C	A	R	E	S	S	E	T	I	L	O	P
R	N	O	I	T	A	G	O	R	E	D	O	U	T	E
A	A	V	E	U	F	R	I	M	E	U	C	R	A	M

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est un tonneau.
- Mon 2e enfila.
- Mon 3e est un agent de liaison.

Mon tout est un engrais naturel.

1 A	2 L	3 V	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

12	1	2	1	11	6	8	7		6
13	8	1	15	7		9		6	2
10	8		6	5	2	1	10	16	7
5	6		8	1		12	2	7	
7	9	9	1	10	12	7			14
9	7		8	15	3		13	5	7
3	9	1	6	7		7	11	6	9
1		3	13	5		8	6	8	6
8	1	6	10		12		5	4	9
7	8	1		8	1	5		7	
4		8	6	7	16	7	4	9	5
9	6	9	7	5		10	9		6
	5	6		8	13		10	13	5
1		12	6		4	2	7	11	1
14	9	7	2	4	16	7		5	2

CROISÉS N°8041

M	A	N	I	F	E	S	T	E	S
E	B	E	N	I	S	T	E		U
N	O		S	E	P	A	R	A	I
S	U	A	I	R	E		N	I	N
O	T		P	E	R	D	E	N	T
N		P	I		A	I	S	E	E
G	R	A	D	I	N	S		S	M
E	O	L	E		C	E	S		E
R	U	E		A	E	R	I	E	N
S	E	T	S		S	T	O	U	T

SUDOKU N°1041

4	9	2	1	6	5	8	7	3
3	6	1	7	2	8	4	9	5
8	5	7	9	3	4	6	1	2
9	2	6	3	5	7	1	4	8
1	3	5	4	8	9	2	6	7
7	8	4	6	1	2	5	3	9
5	4	3	2	7	1	9	8	6
6	1	8	5	9	3	7	2	4
2	7	9	8	4	6	3	5	1

FLECHES N°8041

	A	V	A	L	E	R		A
E	V		G	A	R	C		N
	N	O			A	E		
S	N		C	A		S	A	
E	S	P	A	G	N	E		L
I		O	N		O		V	
G	U	I	T	O	U	N	E	
N		S	E	T	S			A
A	N	S		E			H	I
N		O	S		M	A	R	I
T	I	N	T	E		L		S
	E	S		A	L	L	E	

FOUILLIS N° 8041
TALENT (Ta - Lent)

CODÉS N° 8041

1	R	A	P	T	E	O
7	S	N	I	M	C	L
13	B	V	U	F	G	D
19						
25						

					8		6	
		4	9				7	8
	2	5		6			3	4
7					6		8	
	5	3	7			6	2	1
	4	8					9	3
		7						9
		1		7	5		4	
5				2				

Le président nigérian veut que l'AFRICOM soit relocalisé en Afrique



Le président nigérian Muhammadu Buhari a demandé mardi aux Etats-Unis d'envisager le transfert de l'AFRICOM (Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique) de l'Allemagne vers l'Afrique, afin de renforcer les efforts actuels en matière de sécurité sur le continent.

Un communiqué de la présidence a indiqué que M. Buhari avait fait cette suggestion mardi au cours d'une rencontre virtuelle avec le Secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken. Compte tenu des problèmes sécuritaires croissants en Afrique occidentale et centrale, dans le golfe de Guinée, dans la région du lac Tchad et au Sahel - des problèmes qui pèsent lourdement sur l'Afrique, il a souligné la nécessité pour les Etats-Unis d'envisager de transférer le siège de l'AFRICOM de la ville allemande de Stuttgart vers l'Afrique, c'est-à-dire à proximité du théâtre des opérations, indique le communiqué.

Les régions mentionnées par le président nigérian sont depuis un certain temps déjà en proie à de nombreuses menaces, dont les groupes rebelles, les extrémistes, les kidnappeurs et les bandes armées.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

L'armée malienne élimine 26 terroristes



L'armée malienne a affirmé mardi avoir éliminé 26 terroristes dans le centre du pays lors d'une opération menée conjointement avec les forces françaises de l'opération antiterroriste Barkhane.

Selon un communiqué du chef d'état-major malien, une opération de reconnaissance a permis de localiser un "groupe terroriste" responsable d'une "embuscade" samedi dans le secteur de

Niono (centre). L'armée n'a pas donné de détails sur cette embuscade, ni de bilan.

Lundi matin, le groupe "responsable de cette attaque" a été la "cible d'une action combinée Forces armées maliennes-Barkhane dans le secteur de Alatona", à quelque 75 km de la frontière mauritanienne, selon l'état-major.

"Après ratissage de la zone", le bilan provisoire est de "26 terroristes neutralisés, deux pickup

détruits, un pickup récupéré et une grande quantité d'armes saisies côté ennemi", poursuit l'état-major, précisant n'avoir enregistré "aucune perte ou blessé côté ami".

Le Mali est en proie depuis 2012 à une poussée terroriste partie du Nord, qui a plongé le pays dans une crise sécuritaire et s'est étendue au centre du pays. Les violences se sont également propagées au Burkina Faso et au Niger voisins.

Des dizaines de Palestiniens blessés par l'armée israélienne



Des dizaines de Palestiniens ont été atteints d'asphyxie, lors d'affrontements qui ont éclaté mardi soir avec les forces d'occupation israéliennes, à l'entrée Nord de la ville d'Al Bireh. Selon l'agence palestinienne Wafa, l'armée de l'occupant israélien a lancé du gaz lacrymogène contre les Palestiniens provoquant ainsi l'asphyxie de plusieurs d'entre eux.

Les équipes médicales se sont rendues sur place afin de secourir les personnes asphyxiées.

La Ligue arabe a appelé mardi la communauté internationale à mettre immédiatement un frein "à l'agression israélienne et au déplacement forcé de Palestiniens à El-Qods Est" occupée. Dans un communiqué, la Ligue arabe a appelé la communauté internationale à prendre ses responsabilités et à s'opposer fermement à ces actes. Elle a également exigé une protection internationale pour le peuple palestinien en mettant fin à l'occupation.

Elle a condamné vivement le déplacement des familles à Cheikh Jarrah, un quartier à majorité palestinienne d'El-Qods Est.

Moscou expulse sept diplomates européens



La Russie a annoncé mercredi l'expulsion de sept diplomates de quatre pays de l'Union européenne ayant récemment expulsé des diplomates russes en solidarité avec la République tchèque dans une affaire d'espionnage. Dans deux communiqués, le ministère russe des Affaires étrangères a indiqué que trois diplomates slovaques, deux Litوانيens, un Estonien et un Letton, dont les Etats sont aussi membres de l'Otan, devront quitter prochainement la Russie.

Moscou précise que les ambassadeurs lituanien, letton et slovaque, ainsi qu'un mandataire de l'ambassade estonienne ont été informés de cette décision lors d'une convocation mercredi au siège de la diplomatie russe. Cette dernière a accusé les pays baltes de poursuivre "une ligne ouvertement hostile" à la Russie, en faisant preuve dans le cas présent d'une "pseudo-solidarité" avec Prague. Elle a exigé que leurs diplomates quittent le pays d'ici sept jours.

Moscou a par ailleurs reproché à Bratislava une "fausse solidarité avec la campagne de provocations anti-russes de la République tchèque" et a demandé que les trois diplomates slovaques concernés quittent la Russie d'ici le 5 mai.

Le prince héritier saoudien adopte un ton conciliant avec l'Iran



Le prince héritier d'Arabie saoudite a adopté un ton conciliant envers l'Iran en disant qu'il souhaitait avoir de "bonnes" relations, après des informations selon lesquelles des pourparlers secrets se sont tenus à Bagdad entre les deux pays.

Grands rivaux régionaux, l'Iran et l'Arabie saoudite avaient rompu leurs relations diplomatiques depuis plus de cinq ans, creusant une ligne de fracture dans le paysage moyen-oriental.

"L'Iran est un pays voisin et tout ce que nous souhaitons c'est (d'avoir) une bonne et spéciale relation avec l'Iran", a dit le prince héritier Mohammed ben Salman, dans une interview diffusée mardi tard dans la soirée.

"Nous ne voulons pas des difficultés pour l'Iran. Au contraire, nous voulons une croissance de l'Iran (...) et conduire la région et le monde vers la prospérité", a-t-il affirmé. Il a ajouté que Ryad travaillait avec des partenaires régionaux et internationaux afin de trouver des solutions au "comportement négatif" de l'Iran. Le prince n'a pas fait état de négociations avec Téhéran.

Organisés début avril, les pourparlers de Bagdad, facilités par le Premier ministre irakien Moustafa al-Kadhemi, sont restés secrets jusqu'à ce que le Financial Times rapporte la tenue d'une première rencontre le 9 avril.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LES NOUVEAUX CENTURIENS

Curieuse et intrigante sortie de la vingtaine de généraux français à la retraite qui dans un communiqué annoncent qu'ils sont à la disposition du sauvetage de la France. Le grand pavé balancé au cœur de la société française suppose des concertations préliminaires poussées et qu'une partie de l'élite militaire dont des généraux de corps d'armée a décidé de se mettre à l'avant-poste de la scène pour, affirme-t-elle, défendre la France et sa civilisation. Le parallèle avec le putsch contre Charles de Gaulle avorté du mois d'avril d'il y a soixante ans par les Salan, Challe, Jouhaud et consorts a été inévitablement établi sauf que là il ne s'agit pas de sauver l'Algérie française, mais de sauver la France elle-même.

Rétropédalage ahurissant d'une histoire déroutante quand le constat livre des travers cachés des grandes puissances de ce monde toujours prolifiques pour donner des leçons de bonne tenue. Quand l'économie suffoque, les aventuriers envahissent un parterre propice à de particulières défections. Les extrémistes se déploient et nourrissent les intégrismes.

On sait de quoi il retourne et de quoi il s'agit. Malgré le détour pris des mots et l'achalandage exagéré de la prose sur les libertés religieuses, la démocratie française a du mal à vaincre ses vieux démons et il se trouvera toujours quelques flibustiers

de mauvaise facture pour se manifester. «Valeurs actuelles» étant l'écusson des va-t-en-guerre et des crânes tatoués et rasés, il se prête volontiers à être le support des philosophies des extrémistes. Il participe avec les Zemmour, les Le Pen et compagnie à larder les croix pensant faussement viser les minarets.

Malheureuse et infortunée France qui vient à l'évidence d'être sérieusement égratignée ! Seroit-elle si faible et si mal gouvernée pour que des centurions séniels en mal d'ivresse et d'aventures se croient en droit de bousculer l'aura supposé de leur pays ?

L'air n'y est pas à la sérénité. Comme dans la majorité des ailleurs le temps est de plus en plus dans le recul des intelligences et des concordes.